

**Mesures spécifiques d'adaptation au Covid-19 du droit des entreprises en difficulté et des contrats**

*Recueil bibliographique de la législation, de la doctrine et de la jurisprudence concernant les dispositifs d'aide et de soutien des entreprises en difficulté (dispositifs de prêts garantis par l'Etat, dispositifs d'aides au soutien de la trésorerie des entreprises, la sécurité des salariés en entreprises etc.), le droit social des entreprises, le droit numérique et le droit des contrats pendant la crise sanitaire Covid-19.*

**Mise à jour Le 18 mars 2021**

**Réalisé par Ana GUSAN, docteure en droit public**

## Table des matières

➤ Ouvrages.....	2
➤ Législation.....	2
➤ Rapports, Recommandations, Liens utiles .....	7
➤ Articles.....	9
<b>MARS 2021 .....</b>	<b>9</b>
<b>FEVRIER 2021 .....</b>	<b>9</b>
<b>JANVIER 2021 .....</b>	<b>11</b>
<b>DECEMBRE 2020 .....</b>	<b>12</b>
<b>NOVEMBRE 2020 .....</b>	<b>14</b>
<b>OCTOBRE 2020 .....</b>	<b>16</b>
<b>SEPTEMBRE 2020 .....</b>	<b>20</b>
<b>AOÛT 2020 .....</b>	<b>27</b>
<b>JUILLET 2020.....</b>	<b>28</b>
<b>JUIN 2020 .....</b>	<b>41</b>
<b>MAI 2020 .....</b>	<b>59</b>
<b>AVRIL 2020 .....</b>	<b>77</b>
<b>MARS 2020.....</b>	<b>98</b>
<b>JANVIER 2020.....</b>	<b>102</b>
➤ Jurisprudence .....	102

➤ **Ouvrages**

DELPECH Xavier, BONNET Clémence, ROYER Erwan (dir.), *Covid-19 et droits des affaires*, Collection Grand Angle, Dalloz, 2020.

DECHRISTE Caroline, MAVOKA-ISANA Armelle, ROYER Erwan, *Covid-19 et droit du travail*, Collection Grand Angle, Dalloz, 2020.

➤ **Législation**

**LOI n° 2021-195 du 23 février 2021 ratifiant diverses ordonnances prises sur le fondement de l'article 11 de la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 (1), JORF n°0047 du 24 février 2021, Texte n° 2**

***Ordonnance n° 2020-1443 du 25 novembre 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises aux conséquences de l'épidémie de covid-19, JORF n° 0286 du 26 novembre 2020***

- ***Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2020-1443 du 25 novembre 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises aux conséquences de l'épidémie de covid-19, JOFR n° 0286 du 26 novembre 2020***

***Ordonnance n° 2020-596 du 20 mai 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles aux conséquences de l'épidémie de covid-19, JOFR n° 0124 du 21 mai 2020***

- ***Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2020-596 du 20 mai 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles aux conséquences de l'épidémie de covid-19, JOFR n° 0124 du 21 mai 2020***

***Ordonnance n° 2020-341 du 27 mars 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles à l'urgence sanitaire et modifiant certaines dispositions de procédure pénale, JOFR n° 0076 du 28 mars 2020***

- ***Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2020-341 du 27 mars 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles à l'urgence sanitaire et modifiant certaines dispositions de procédure pénale, JOFR n° 0076 du 28 mars 2020***

Décret n° 2021-221 du 26 février 2021 modifiant le décret n° 2020-1316 du 30 octobre 2020 relatif à l'activité partielle et au dispositif d'activité partielle spécifique en cas de réduction d'activité durable, JORF n°0050 du 27 février 2021, Texte n° 18

Décret n° 2021-217 du 25 février 2021 modifiant les décrets n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 et n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, JORF n°0049 du 26 février 2021, Texte n° 28

Décret n° 2021-211 du 24 février 2021 modifiant le code de commerce et portant mise en cohérence de dispositions réglementaires, JORF n°0049 du 26 février 2021, Texte n° 13.

Décret n° 2021-192 du 22 février 2021 relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation, JORF n°0046 du 23 février 2021, Texte n° 4

Décret n° 2021-188 du 20 février 2021 modifiant le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, JORF n°0045 du 21 février 2021, Texte n° 13

Décret n° 2021-173 du 17 février 2021 modifiant les décrets n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 et n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, JORF n°0042 du 18 février 2021, Texte n° 29

Ordonnance n° 2021-136 du 10 février 2021 portant adaptation des mesures d'urgence en matière d'activité partielle, JORF n°0036 du 11 février 2021, Texte n° 24

Décret n° 2020-1653 du 23 décembre 2020 modifiant le dispositif d'aides ad hoc au soutien de la trésorerie des entreprises fragilisées par la crise de la covid-19, JORF n° 0311 du 24 décembre 2020

Décret n° 2020-1620 du 19 décembre 2020 relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises, JORF n° 0307 du 20 décembre 2020

LOI n° 2020-1508 du 3 décembre 2020 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière, JORF n°0293 du 4 décembre 2020, Texte n° 2

Décret n° 2020-1458 du 27 novembre 2020 relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises, JORF n° 0289 du 29 novembre 2020

Décret n° 2020-1328 du 2 novembre 2020 relatif au fonds de solidarité, JOFR n° 0267 du 3 novembre 2020

Décret n° 2020-1314 du 30 octobre 2020 relatif aux modalités d'utilisation des crédits inscrits pour les prêts participatifs du fonds de développement économique et social, JORF n° 0265 du 31 octobre 2020

Décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, JORF n° 0264 du 30 octobre 2020

Arrêté du 4 septembre 2020 accordant la garantie de l'Etat aux établissements de crédit et sociétés de financement en application du VI quater de l'article 6 de la loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020, JORF n° 0219 du 8 septembre 2020

Décret n° 2020-1103 du 1er septembre 2020 relatif aux cotisations et contributions sociales des entreprises, travailleurs indépendants et artistes-auteurs affectés par la crise sanitaire, JOFR n° 0214 du 2 septembre 2020

Décret n° 2020-1085 du 24 août 2020 relatif à l'aide aux employeurs d'apprentis prévue à l'article 76 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, JORF n° 0207 du 25 août 2020

Décret n° 2020-1084 du 24 août 2020 relatif à l'aide aux employeurs de salariés bénéficiaires d'un contrat de professionnalisation prévue à l'article 76 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, JORF n° 0207 du 25 août 2020

Décret n° 2020-1048 du 14 août 2020 modifiant le décret n° 2020-371 du 30 mars 2020 relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation, JOFR n° 0200 du 15 août 2020

Décret n° 2020-1049 du 14 août 2020 adaptant pour les discothèques certaines dispositions du décret n°2020-371 du 30 mars 2020 relatif au fonds de solidarité, JORF n° 0200 du 15 août 2020

Décret n° 2020-1053 du 14 août 2020 modifiant le décret n° 2020-371 du 30 mars 2020 modifié relatif au fonds de solidarité (Guyane et Mayotte), JORF n° 0200 du 15 août 2020

Loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, JOFR n° 0187 du 31 juillet 2020

Décret n° 2020-926 du 28 juillet 2020 relatif au dispositif spécifique d'activité partielle en cas de réduction d'activité durable, JOFR n° 0186 du 30 juillet 2020

Décret n° 2020-873 du 16 juillet 2020 modifiant le décret n°2020-371 du 30 mars 2020 relatif au fonds de solidarité, JORF n° 0174 du 17 juillet 2020

Arrêté du 13 juillet 2020 portant modification de l'arrêté du 23 mars 2020 accordant la garantie de l'Etat aux établissements de crédit, JORF n° 0175 du 18 juillet 2020

Décret n° 2020-860 du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé, articles 42 à 44, Journal Officiel du 11 juillet 2020

Décret n° 2020-810 du 29 juin 2020 portant modulation temporaire du taux horaire de l'allocation d'activité partielle, Journal Officiel du 30 juin 2020

Décret n° 2020-794 du 26 juin 2020 relatif à l'activité partielle, Journal officiel du 28 juin 2020

Ordonnance n° 2020-777 du 24 juin 2020 relative à l'adaptation, pour la saison 2019/2020, du régime applicable aux contrats des sportifs et entraîneurs professionnels salariés, Journal Officiel du 25 juin 2020

Ordonnance n° 2020-770 du 24 juin 2020 relative à l'adaptation du taux horaire de l'allocation d'activité partielle, Journal Officiel du 25 juin 2020

Directive (UE) n° 2019/1023 du Parlement Européen et du Conseil, du 20 juin 2019, relative aux cadres de restructuration préventive, à la remise de dettes et aux déchéances, et aux mesures à prendre pour augmenter l'efficacité des procédures en matière de restructuration, d'insolvabilité et de remise de

dettes, et modifiant la directive (UE) 2017/1132 (directive sur la restructuration et l'insolvabilité), Journal officiel n° L 172

Règlement (UE) 2020/873 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2020 modifiant les règlements (UE) no 575/2013 et (UE) 2019/876 en ce qui concerne certains ajustements à apporter en réponse à la pandémie de COVID-19, Journal officiel de l'Union européenne n° L 204/4 du 26 juin 2020

Décret n° 2020-759 du 21 juin 2020 modifiant le décret n° 2020-663 du 31 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, Journal Officiel du 22 juin 2020

Décret n° 2020-757 du 20 juin 2020 modifiant le décret n° 2020-371 du 30 mars 2020 relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation, JOFR n° 0152 du 21 juin 2020

Loi n° 2020-734 du 17 juin 2020 relative à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne, JOFR n° 0149 du 18 juin 2020

Décret n° 2020-749 du 17 juin 2020 portant création d'un dispositif d'aide exceptionnelle pour les centres équestres et les poneys clubs recevant du public touchés par les mesures prises pour ralentir la propagation de l'épidémie de covid-19, Journal Officiel du 19 juin 2020

Ordonnance n° 2020-740 du 17 juin 2020 relative à l'octroi d'avances en compte courant aux entreprises en difficulté par les organismes de placement collectif de capital investissement et les sociétés de capital-risque, JOFR n° 0149 du 18 juin 2020

Ordonnance n° 2020-738 du 17 juin 2020 portant diverses mesures en matière de commande publique, Journal officiel du 18 juin 2020

Circulaire n° JUSC2014072C du 16 juin 2020 de présentation de l'ordonnance n° 2020-596 du 20 mai 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles aux conséquences de l'épidémie de covid-19, JOFR n° 0124 du 21 mai 2020

Décret n° 2020-712 du 12 juin 2020 relatif à la création d'un dispositif d'aides *ad hoc* au soutien de la trésorerie des entreprises fragilisées par la crise de covid-19, Journal Officiel du 13 juin 2020

Ordonnance n° 2020-705 du 10 juin 2020 relative au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation, Journal Officiel du 11 juin 2020

Ordonnance n° 2020-595 du 20 mai 2020 modifiant l'ordonnance n° 2020-304 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale et aux contrats de syndic de copropriété, JORF n° 0124 du 21 mai 2020

Ordonnance n° 2020-560 du 13 mai 2020 fixant les délais applicables à diverses procédures pendant la période d'urgence sanitaire, JOFR n° 0118 du 14 mai 2020

Décret n° 2020-552 du 12 mai 2020 modifiant le décret n° 2020-371 du 30 mars 2020 relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation, Journal Officiel n° 0117 du 13 mai 2020

Loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions, JOFR n° 0116 du 12 mai 2020

Décret n°2020-548 du 11 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire

- dispositions concernant les déplacements et les transports
- dispositions concernant les rassemblements, réunions ou activités
- dispositions concernant les établissements recevant du public.

Arrêté du 7 mai 2020 relatif à l'application du taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée aux masques de protection et produits destinés à l'hygiène corporelle adaptés à la lutte contre la propagation du virus covid-19, JORF n° 0113 du 8 mai 2020

Arrêté du 6 mai 2020 portant modification de l'arrêté du 23 mars 2020 en application de l'article 6 de la loi n° 2020-289 de finances rectificative pour 2020, JORF n° 0112 du 7 mai 2020

Arrêté du 2 mai 2020 portant modification de l'arrêté du 23 mars 2020 accordant la garantie de l'Etat aux établissements de crédit et sociétés de financement, JORF n° 0109 du 4 mai 2020

Loi n° 2020-473 du 25 avril 2020 de finances rectificative pour 2020, Journal Officiel du 26 avril 2020

Ordonnance n° 2020-460 du 22 avril 2020 portant diverses mesures prises pour faire face à l'épidémie de covid-19, JORF n° 0099 du 23 avril 2020

Décret n° 2020-433 du 16 avril 2020 modifiant le décret n° 2020-371 du 30 mars 2020 relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation, JOFR n° 0094 du 17 avril 2020

Ordonnance n° 2020-427 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions en matière de délais pour faire face à l'épidémie de covid-19, JOFR n° 0093 du 16 avril 2020

Décret n° 2020-418 du 10 avril 2020 portant adaptation des règles de réunion et de délibération des assemblées et organes dirigeants des personnes morales et entités dépourvues de personnalité morale de droit privé en raison de l'épidémie de covid-19, JOFR n° 0089 du 11 avril 2020

Décret n° 2020-371 du 30 mars 2020 relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation, Journal Officiel du 31 mars 2020

Ordonnance n° 2020-316 du 25 mars 2020 relative au paiement des loyers, des factures d'eau, de gaz et d'électricité afférents aux locaux professionnels des entreprises dont l'activité est affectée par la propagation de l'épidémie de covid-19, JOFR n° 0074 du 26 mars 2020

Ordonnance n° 2020-317 du 25 mars 2020 portant création d'un fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation, JOFR n° 0074 du 26 mars 2020

Ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période, JOFR n° 0074 du 26 mars 2020

Ordonnance n° 2020-321 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles de réunion et de délibération des assemblées et organes dirigeants des personnes morales et entités dépourvues de personnalité morale de droit privé en raison de l'épidémie de covid-19, JOFR n° 0074 du 26 mars 2020

Ordonnance n° 2020-304 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale et aux contrats de syndic de copropriété, JORF n° 0074 du 26 mars 2020

Loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19, Journal Officiel n° 0072 du 24 mars 2020

Loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020, Journal Officiel du 24 mars 2020

Arrêté du 23 mars 2020 accordant la garantie de l'Etat aux établissements de crédit et sociétés de financement en application de l'article 4 de la loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020, JORF n° 0072 du 24 mars 2020

#### ➤ **Rapports, Recommandations, Liens utiles**

Conseil des ministres du 24 février 2021. Les dispositifs de soutien aux entreprises, aux salariés et aux travailleurs indépendants pour faire face à la crise sanitaire, [Prononcé le 24 février 2021 - Conseil des ministres 24022021 soutien des entreprises crise covid 19 | Vie publique.fr \(vie-publique.fr\)](#)

Conseil des ministres du 25 novembre 2020. Adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises aux conséquences de l'épidémie de covid-19, [Prononcé le 25 novembre 2020 - Conseil des ministres 25112020 Entreprises en difficulté Covid 19 | Vie publique.fr \(vie-publique.fr\)](#)

Conseil National de Productivité, *Les effets de la crise covid-19 sur la productivité et la compétitivité*, Deuxième rapport, janvier 2021 [Les effets de la crise Covid-19 sur la productivité et la compétitivité | France Stratégie \(strategie.gouv.fr\)](#)

Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion, *Télétravail en période de COVID-19*, Questions-réponses par thème, mise à jour le 13 janvier 2021 [Télétravail - covid-19 coronavirus - FAQ- questions-réponses \(travail-emploi.gouv.fr\)](#)

Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion, *Protocole national pour assurer la santé et la sécurité des salariés en entreprises face à l'épidémie de Covid-19*, actualisé le 6 janvier 2021 sur <https://travail-emploi.gouv.fr/le-ministere-en-action/coronavirus-covid-19/protection-des-travailleurs/protocole-national-sante-securite-salaries>

« Ordonnance du 25 novembre 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises aux conséquences de l'épidémie de covid-19 », publié sur <https://www.vie-publique.fr/loi/277404-ordonnance-25-novembre-2020-covid-19-entreprises-en-difficulte#:~:text=26%20novembre%202020-.Ordonnance%20du%2025%20novembre%202020%20portant%20adaptation%20des%20r%C3%A8gles%20relatives,l'%C3%A9pid%C3%A9mie%20de%20covid%2D19&text=L'ordonnance%20adapte%20jusqu'au,%C3%A9volution%20de%20la%20crise%20sanitaire>

Commission européenne, Communication de la Commission 3200 final du 8 avril 2020, Cadre temporaire pour l'appréciation des pratiques anticoncurrentielles dans les coopérations mises en place entre des entreprises pour réagir aux situations d'urgence découlant de la pandémie actuelle de Covid-19, 2020/C 116 I/02, C/2020/3200 [EUR-Lex - 52020XC0408\(04\) - EN - EUR-Lex \(europa.eu\)](https://eur-lex.europa.eu/lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:52020XC0408(04) - EN - EUR-Lex (europa.eu))

Recommandations de la Banque Centrale Européenne du 27 mars 2020 relative aux politiques de distribution de dividendes pendant la pandémie de COVID-19 et abrogeant la recommandation BCE/2020/1, Journal officiel de l'Union européenne C 102 I/1 du 30 mars 2020 <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:52020HB0019>

Autorité de la concurrence, communiqué du 23 mars 2020, Le réseau européen de concurrence adresse un message aux entreprises sur les mesures qu'elles peuvent prendre face à l'épidémie du Covid-19 [Le réseau européen de concurrence adresse un message aux entreprises sur les mesures qu'elles peuvent prendre face à l'épidémie du Covid-19 | Autorité de la concurrence \(autoritedelaconcurrence.fr\)](https://autoritedelaconcurrence.fr/le-reseau-europeen-de-concurrence-adresse-un-message-aux-entreprises-sur-les-mesures-quelles-peuvent-prendre-face-a-l-epidemie-du-covid-19)

Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion, Questions-réponses sur le coronavirus, 28 février 2020, « La lettre juridique n°815 du 5 mars 2020 - Santé et sécurité au travail, « Coronavirus en entreprise : quelles obligations pour les employeurs et les salariés ? » [La lettre juridique n°815 du 5 mars 2020 | Lexbase](https://www.lexbase.fr/la-lettre-juridique-n-815-du-5-mars-2020)

Fiche technique sur les mesures d'adaptation des règles de passation, de procédure et d'exécution des contrats publics pendant la crise sanitaire sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/covid-19-et-contrats-publics-de-nouvelles-mesures-de-soutien-aux-entreprises>

Les mesures d'urgence pour les entreprises, sur <https://www.ifppc.fr/ifppc/actualites/1914,covid19-entreprise-difficulte>

Ministère de l'Economie, des Finances et de la Relance, Coronavirus COVID-19 : soutien aux entreprises, sur [www.economie.gouv.fr/coronavirus-soutien-entreprises](https://www.economie.gouv.fr/coronavirus-soutien-entreprises)



➤ **Articles**

**MARS 2021**

ADMI Leila, « Fonds de solidarité pour les entreprises : nouveaux ajustements », *Dalloz Actualité*, 8 mars 2021.

- Décr. n° 2021-192, 22 févr. 2021, JO 23 févr.

LA SEMAINE JURIDIQUE (EDITION GENERALE), « Ratification de diverses ordonnances prises sur le fondement de la loi du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie », *La semaine juridique (Edition générale)*, n° 10, 8 mars 2021, p. 454.

- L. n° 2021-195, 23 fév. 2021, JO 24 février 2021, texte n°2

MEILLAT Thierry, « Covid-19 : la vaccination en entreprise », *JCP S (édition sociale)*, n° 10, 9 mars 2021, p. 6-8.

SEVILLIA Benoît, « En questions : le dépistage en entreprise, de l'éthylotest au test PCR », *JCP S (édition sociale)*, n° 9, 2 mars 2021, p. 3-5.

**FEVRIER 2021**

ADMI Leila, « Fonds de solidarité pour les entreprises : nouvelles modifications », *Dalloz Actualité*, 16 février 2021.

- Décr. n° 2021-129, 8 févr. 2021, JO 9 févr.

AMIZET Béatrice, VIGREUX Sébastien, MONSERIE-BON Marie-Hélène, LAROCHE Maud, « Les plans », Dossier Dispositions COVID : quelles mesures pérenniser ?, Webinaire du 16 novembre 2020 organisé par le Centre de droit des affaires et l'AJDE de l'université Toulouse 1 Capitole, *Bulletin Joly Entreprises en difficulté*, n°1, janvier-février 2021, p. 67-71.

BIGOT Jean, « Assurance et Covid-19 : où en est-on ? », *Revue générale du droit des assurances*, n° 2, février 2021.

BORGA Nicolas, « S'adapter dans la durée : nouveau Credo du droit des entreprises en difficulté ? », *Revue des procédures collectives*, n° 1, janvier-février 2021, p. 11-13.

- Ordonnance n° 2020-1443 du 25 novembre 2020  
➤ Loi ASAP n° 2020-1525 du 7 décembre 2020

CLAVREUL Dominique, « Dépistage du covid-19 en entreprise », *Lexbase Hebdo - Edition Sociale*, n° 853, 4 février 2021.

DEBAT Olivier, « Faciliter le refinancement de l'entreprise grâce à la cession-bail », *Revue de droit bancaire et financier*, n° 1, janvier-février 2021, p. 4-5.

DE MAULEON Aymar, NERGUARARIAN Carole, « La restructuration des prêts garantis par l'Etat (« PGE »), *Revue des procédures collectives*, n° 1, janvier-février 2021, p. 3 -4.

DUMONT Marie-Pierre, MACORIG-VENIER Francine, « Le privilège de la sauvegarde et du redressement judiciaire », », Dossier Dispositions COVID : quelles mesures pérenniser ?, Webinaire du 16 novembre 2020 organisé par le Centre de droit des affaires et l'AJDE de l'université Toulouse 1 Capitole, *Bulletin Joly Entreprises en difficulté*, n°1, janvier-février 2021, p. 62-66.

FABRIES-LECEA Eugénie, Fin-langer Laurence, « Aspects de droit social », Dossier Dispositions COVID : quelles mesures pérenniser ?, Webinaire du 16 novembre 2020 organisé par le Centre de droit des affaires et l'AJDE de l'université Toulouse 1 Capitole, *Bulletin Joly Entreprises en difficulté*, n°1, janvier-février 2021, p. 72-76.

GOLDBERG-DARMON Muriel, GUERIN Guillaume, « La communication financière des sociétés cotées : les leçons à tirer de la crise sanitaire », *Actes Pratiques & Ingénierie Sociétaire*, n° 175, janvier-février 2021, p. 1-2.

GOLIARD François, « Les conséquences du Covid-19 sur la fiscalité locale des activités touristiques », *Juris Tourisme*, n° 238, 1<sup>er</sup> février 2021, p. 36-39.

INFOREG, « La bonne foi dans les relations contractuelles en période de crise sanitaire », *Cahier de droit de l'entreprise*, n° 1, janvier-février 2021, p. 51-54.

INFOREG, « Bail commercial et Covid-19 Exclusion de la force majeure à l'obligation de paiement des loyers », *Cahier de droit de l'entreprise*, n° 1, janvier-février 2021, p. 57-58.

IZARD Sabine, « Le ministère du Travail met à jour le Protocole national en entreprise », Semaine sociale Lamy, n° 1940, 8 février 2021, p. 2-3.

JCP S (EDITION SOCIALE), « Nouvelle mise à jour du protocole sanitaire national en entreprise », *JCP S (édition sociale)*, n° 6, 9 février 2021, p. 6-7.

JULLIAN Nadège, « Le déconfinement de la fusion », *Droit des sociétés*, n° 2, février 2021, p. 1-1.

KLEIN Jukie, BARBARA Emmanuelle, PINCHAUT Catherine, « Les transformations de l'entreprise à l'heure du télétravail », *Cahier de droit de l'entreprise*, n° 1, janvier-février 2021, p. 9-16.

MENJUCQ Michel, GRANEL Laurent, BUISINE Olivier, LAURENT Benjamin, FARGES Jean-Pierre, « Faut-il pérenniser certaines mesures provisoires des ordonnances Covid ? », Table ronde, *Revue des procédures collectives*, n° 1, janvier-février 2021, p. 47-54.

ROYER Erwan, « De nouvelles mesures de soutien », *Juris Tourisme*, n° 238, 1<sup>er</sup> février 2021, p. 6-6.

➤ Décret numéro 2021-32 du 16 janvier 2021, Journal Officiel du 17 janvier 2021

SAINT-ALARY-HOUIN Corinne, « Avant-propos », Dispositions COVID : quelles mesures pérenniser ?, Webinaire du 16 novembre 2020 organisé par le Centre de droit des affaires et l'AJDE de l'université Toulouse 1 Capitole, *Bulletin Joly Entreprises en difficulté*, n°1, janvier-février 2021, p. 56-56.

SUPIOT Marie, « AGOA 2021, SA dont des titres sont admis aux négociations sur un marché réglementé », *La Semaine Juridique (Entreprise et affaires)*, n° 8-9, 25 février 2021, p. 21-39.

TEBOUL Georges, « L'actualité du coronavirus pour les entreprises en difficulté : le soutien aux entreprises et les décisions récentes », *Les Petites Affiches*, n° 27, 8 février 2021, p. 6-9.

THERON Julien, BORGA Nicolas, BUISINE Olivier, FALIH Driss, GRANEL Laurent, « La prévention », Dispositions COVID : quelles mesures pérenniser ?, Webinaire du 16 novembre 2020 organisé par le Centre de droit des affaires et l'AJDE de l'université Toulouse 1 Capitole, *Bulletin Joly Entreprises en difficulté*, n°1, janvier-février 2021, p. 57-61.

## JANVIER 2021

BAUER Delphine, « A l'occasion du second confinement, les DRH toujours mobilisés », Entretien avec Audrey Richard, *Les Petites Affiches*, n° 3, janvier 2021, p. 3-6.

BULLETIN JOLY DU TRAVAIL, « Vade-mecum sur la réalisation des tests Covid-19 en entreprise », *Bulletin du travail (ancien nom Cahiers sociaux du barreau de Paris)*, n° 1, janvier 2021, p. 6-6.

- Circulaire interministérielle numéro 2020-229 du 14 décembre 2020

CARON Christophe, « Ordonnances numériques de crise sanitaire », *Communication Commerce Électronique*, n° 1, janvier 2021, p. 1-1.

- Loi numéro 2020-1508 du 3 décembre 2020 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière (DADDUE)

DAOUD Emmanuel, BARBEZAT Laurie, « En question : l'utilité de la RSE dans le cadre de la pandémie », *JCP S (édition sociale)*, n° 3, janvier 2021, p. 7-9.

DELPECH Xavier, « Nouvelles modifications du mécanisme du fonds de solidarité », *Dalloz Activité*, 8 janvier 2021.

- Décr. n° 2020-1770, 30 déc. 2020, JO 31 déc.
- Décr. n° 2020-1830, 31 déc. 2020, JO 1er janv. 2021

FALLIK Déborah, « Les entreprises face à la Covid-19 : nouvelles adaptations pour le droit des entreprises en difficulté », *Option Droit & Affaires*, n° 520, 6 janvier 2021, p. 10-11.

- Loi numéro 2020-1525 du 7 décembre 2020 d'accélération et de simplification de l'action publique (loi Asap),
- Ordonnance numéro 2020-596 du 20 mai 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles aux conséquences de l'épidémie de Covid-19,
- Ordonnance numéro 2020-1443 du 25 novembre 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises aux conséquences de l'épidémie de Covid-19

FOURNIER DE SAINT JEAN Mayeul, KAEPPELIN Emmanuel, « Management packages : panorama des nouveautés et des enjeux survenus en 2020 », *Droit des sociétés*, n° 1, janvier 2021, p. 5-7.

IZARD Sabine, « Les services de santé au travail au cœur de la stratégie de prévention contre la Covid-19 », *Semaine sociale Lamy*, n° 1938, 25 janvier 2021, p. 6-6.

JCP S (ÉDITION SOCIALE), « Le protocole sanitaire en entreprise a été mis à jour », *JCP S (édition sociale) anciennement revue Travail et protection sociale*, n° 3, janvier 2021, p. 10-11.

- Ministère du travail protocole national pour assurer la santé et la sécurité des salariés en entreprise face à l'épidémie de Covid-19, 6 janvier 2021

JCP S (ÉDITION SOCIALE), « Nouvelles retouches apportées au fond de solidarité, à partir de janvier 2021 », *JCP S (édition sociale) anciennement revue Travail et protection sociale*, n° 1, janvier 2021, p. 11-11.

- Décret numéro 2020-1770 du 30 décembre 2020, Journal Officiel du 31 décembre 2020, texte numéro 39,
- Décret numéro 2020-1830 du 31 décembre 2020, Journal Officiel du 1<sup>er</sup> juin 2021, texte numéro 14

KEIM-BAGOT Morane, MOIZARD Nicolas, « Santé au travail et pandémie : les droits du salarié en recul ? », *Revue droit du travail Dalloz*, n° 1, janvier 2021, p. 25-36.

ROUQUET Yves, « Covid-19 : définition des critères d'éligibilité aux mesures relatives aux loyers et aux charges », *Dalloz Actualité*, 14 janvier 2021.

- Décr. n° 2020-1766, 30 déc. 2020, JO 31 déc.

## DECEMBRE 2020

AUMERAN Xavier, « Aides au paiement des cotisations sociales et sport en entreprise », *Jurisport (ex Revue juridique et économique du sport)*, n° 214, décembre 2020, p. 6-6.

BAUD Marie-Sophie, « Épidémie, pertes d'exploitation et contrats d'assurance : une équation à plusieurs inconnues », *Lexbase Hebdo - Edition Privée Générale*, n° 847, 10 décembre 2020.

BEAL Stéphane, « L'APC, un outil intéressant parmi d'autres », Entretien, propos recueillis par Françoise Champeaux, *Semaine sociale Lamy*, n° 1933, décembre 2020, p. 20-21.

DONDERO Bruno, « L'assemblée générale impossible... », *Option Finance*, n° 1586/1587, décembre 2020, p. 49-49.

DWERNICKI Stanislas, CHESNEAU Étienne, GRANJON Yannick, « Covid-19 : quel avenir pour la force obligatoire du contrat », *Les Petites Affiches*, n° 260, décembre 2020, p. 9-18.

FAVENNEC-HÉRY Françoise, « Le télétravail : un régime juridique en construction », *Semaine sociale Lamy*, n° 1932, décembre 2020, p. 6-9.

HEBBAT Idris, « Du Covid-19 à l’affaire LVMH/Tiffany : le grand retour de la clause MAC », *Les Petites Affiches*, n° 248, décembre 2020, p. 8-12.

HOUSSIN Mathias, ALLAIS Jérôme, « Covid-19 : troisième ordonnance d’adaptation des règles relatives aux entreprises en difficulté ; Note sous Ordonnance numéro 2020-1443 du 25 novembre 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises aux conséquences de l’épidémie de covid-19, Journal officiel numéro 0286 du 26 novembre 2020 », *La Gazette du Palais*, n° 44, décembre 2020, p. 14-17.

- Ordonnance numéro 2020-1443 du 25 novembre 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises aux conséquences de l’épidémie de covid-19, Journal officiel numéro 0286 du 26 novembre 2020

JCP S (ÉDITION SOCIALE), « Congés payés, contrats courts, prêt de main-d'oeuvre : certaines mesures d'urgence sont reconduites », *JCP S (édition sociale) anciennement revue Travail et protection sociale*, n° 51, décembre 2020, p. 12-12.

JCP S (ÉDITION SOCIALE), « Modalités des réunions à distance des IRP pendant la période d’état d’urgence », *JCP S (édition sociale) anciennement revue Travail et protection sociale*, n° 50, décembre 2020, p. 7-7.

JCP S (ÉDITION SOCIALE), « Clap de fin pour la subvention “prévention Covid” », *JCP S (édition sociale) anciennement revue Travail et protection sociale*, n° 50, décembre 2020, p. 9-9.

JCP S (ÉDITION SOCIALE), « Covid-19 : le fonds de solidarité évolue au 1er décembre 2020 », *JCP S (édition sociale) anciennement revue Travail et protection sociale*, n° 49, décembre 2020, p. 4-4.

LEMERCIER Karine, MERCIER François, « Loi ASAP : prolongation des règles adaptant le droit des entreprises en difficulté à la covid-19 », *Dalloz actualité*, 23 décembre 2020.

- L. n° 2020-1525, 7 déc. 2020, d'accélération et de simplification de l'action publique, JO 8 déc. 2020

LEMERCIER Karine, MERCIER François, « Covid-19 : nouvelle adaptation des règles applicables aux entreprises en difficulté », *Dalloz Actualité*, 4 décembre 2020.

- Ord. n° 2020-1443, 25 nov. 2020, portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises aux conséquences de l’épidémie de covid-19, JO 26 nov. 2020
- Ord. n° 2020-1443, 25 nov. 2020, rapport au président de la République, JO 26 nov. 2020

MORAND Michel, « L'APC, un accord né sous X », *Semaine sociale Lamy*, n° 1933, décembre 2020, p. 8-11.

RIOCHE Steven, « L’entreprise reconfinée ; Note sous Décret numéro 2020-1316 du 30 octobre 2020 relatif à l’activité partielle et au dispositif d’activité partielle spécifique en cas de réduction d’activité durable, Journal officiel numéro 0265 du 31 octobre 2020 et Décret numéro 2020-1319 du 30 octobre

2020 relatif à l'activité partielle, Journal officiel numéro 0265 du 31 octobre 2020 », *La Gazette du Palais*, n° 42, décembre 2020, p. 64-67.

RONTCHEVSKY Nicolas, « La communication financière des sociétés cotées à l'épreuve de la crise sanitaire et économique : constats et points d'attention relevés par l'AMF », *Bulletin Joly Bourse*, novembre-décembre 2020, p. 54-54.

## NOVEMBRE 2020

BLONDEAU Sonia, COUDREAU Dimitri, « Maintien des garanties de PSC aux salariés placés en activité partielle », *Semaine sociale Lamy*, n° 1931, novembre 2020, p. 6-8.

- Loi n° 2020-734 du 17 juin 2020 relative à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne, article 12,
- Loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire, article 8,
- Direction de la sécurité sociale, instruction interministérielle du 16 novembre 2020, n° DSS.3C/5B/2020/197

BLONDEL Marie, « La Covid-19 a-t-elle mis en péril la procédure de conciliation ? », *Les Petites Affiches*, n° 223, novembre 2020, p. 12-19.

BULLETIN DU TRAVAIL (ANCIEN NOM CAHIERS SOCIAUX DU BARREAU DE PARIS), « Cnil : rappels sur la collecte de données personnelles par les employeurs dans le cadre du Covid-19 », *Bulletin du travail (ancien nom Cahiers sociaux du barreau de Paris)*, n° 11, novembre 2020, p. 5-6.

COURSIER Philippe, « Covid-19 : quelles conséquences en cas de reconnaissance d'une maladie professionnelle ? », *JCP S (édition sociale) anciennement revue Travail et protection sociale*, n° 45, novembre 2020, p. 16-21.

DHENNE Matthieu, « Covid-19 : la renaissance de la licence d'office ? », *AJ Contrat*, n°11, novembre 2020, p. 479-481.

FADEUILHE Pierre, « Covid-19 : un dispositif d'aide et d'exonération de cotisations inadapté pour les groupements d'employeurs », *JCP S (édition sociale) anciennement revue Travail et protection sociale*, n° 45, novembre 2020, p. 5-7.

JCP G SEMAINE JURIDIQUE (ÉDITION GÉNÉRALE), « Confinement 2 : renforcement du fonds de solidarité », *JCP G Semaine Juridique (édition générale)*, n° 46, novembre 2020, p. 1985-1986.

- Décret n° 2020-1328 du 2 novembre 2020, Journal Officiel du 3 novembre 2020, texte n° 3

JCP G SEMAINE JURIDIQUE (ÉDITION GÉNÉRALE), « Confinement 2 et poursuite d'activité des cabinets d'avocats », *JCP G Semaine Juridique (édition générale)*, n° 46, novembre 2020, p. 2024-2024.

JCP S (ÉDITION SOCIALE), « Critères de vulnérabilité ouvrant droit au chômage partiel : retour à la case départ », *JCP S (édition sociale) anciennement revue Travail et protection sociale*, n° 45, novembre 2020, p. 7-8.

JCP S (ÉDITION SOCIALE), « État d'urgence sanitaire : députés et sénateurs ne s'accordent pas », *JCP S (édition sociale) anciennement revue Travail et protection sociale*, n° 45, novembre 2020, p. 14-14.

- Projet de la loi Sénat n° 108 du 4 novembre 2020

JCP S (ÉDITION SOCIALE), « Le fonds de solidarité "Covid-19" est à nouveau aménagé », *JCP S (édition sociale) anciennement revue Travail et protection sociale*, n° 45, novembre 2020, p. 10-10.

- Décret n° 2020-1328 du 2 novembre 2020, Journal Officiel du 3 novembre 2020, texte n° 3

JCP S (ÉDITION SOCIALE), « Prorogation de l'état d'urgence sanitaire : adoption du projet de loi en 1 ère lecture par l'Assemblée nationale », *JCP S (édition sociale) anciennement revue Travail et protection sociale*, n° 44, novembre 2020, p. 12-12.

- Projet de loi Sénat n° 74, 24 octobre 2020

KIRILOWITS Nicolas, « La Crise du Covid-19 a accéléré les innovations entrevues depuis des années », *Les Petites Affiches*, n° 223, novembre 2020, p. 3-4.

LACHIÈZE Christophe, « Covid-19 : la Commission européenne met fin à la procédure d'infraction visant l'ordonnance n° 2020-315 relative au secteur du tourisme », *JCP G Semaine Juridique (édition générale)*, n° 47, novembre 2020, p. 2038-2038.

- Commission Européenne, procédures d'infraction, 30 octobre 2020

LOISEAU Grégoire, « A propos de la force normative du protocole national sanitaire en entreprise », *JCP S (édition sociale) anciennement revue Travail et protection sociale*, n° 44, novembre 2020, p. 3-5.

LOPES Pierre, « Le dispositif d'activité partielle à nouveau aménagé », *JCP S (édition sociale) anciennement revue Travail et protection sociale*, n° 45, novembre 2020, p. 3-4.

PELLETIER Serge, BOCHÉ ROBINET Mylène, VERFAILLIE TANGUY Virginie et al., « Responsabilité du chef d'entreprise et Covid : quelles réformes et quelle appréciation ? », *Option Finance*, n° 1584, novembre 2020, p. 49-50.

POUJADE Hélène, « Covid-19 et plans de cession : libéralisation sous contrôle de la cession d'entreprise (Ord. n° 2020-596 du 20 mai 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles aux conséquences de l'épidémie de Covid-19, art. 7), *RTD Com. Revue Trimestrielle de droit commercial*, 2020, p.715-719.

## OCTOBRE 2020

AMY Jean-Christophe, « Fusions-acquisitions : quelles parades pour gérer l'incertitude créée par la Covid-19 ? », *Option Droit & Affaires*, n° 510, octobre 2020, p. 8-9.

ANSAULT Jean-Jacques, « Le principe de classement des créanciers », *Droit et Patrimoine*, n° 306, octobre 2020, p. 56-57.

- Ordonnance n° 2020-596 du 20 mai 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles aux conséquences de l'épidémie de covid-19, Journal officiel n° 0124 du 21 mai 2020,
- Ordonnance n° 2019-1101 du 30 octobre 2019 portant réforme du droit de la copropriété des immeubles bâtis, Journal officiel n° 254 du 31 octobre 2019

BATTISTINI Patrice, « Covid-19 : critères des bénéficiaires et modalités d'application du dispositif de suspension de certaines charges courantes d'exploitation des locaux professionnels », *Les Petites Affiches*, n° 218, octobre 2020, p. 8-9.

BONNEAU Thierry, « L'article 4 de l'ordonnance n° 2020-321 du 25 mars 2020 suspend-il temporairement les droits attachés à la qualité d'actionnaire? ; Note sous Ordonnance n° 2020-321 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles de réunion et de délibération des assemblées et organes dirigeants des personnes morales et entités dépourvues de personnalité morale de droit privé en raison de l'épidémie de covid-19, Journal officiel n° 0074 du 26 mars 2020 », *JCP E Semaine Juridique (édition entreprise)*, n° 41, octobre 2020, p. 9-10.

CARRIÈRE Florian, « Le prêt de main-d'œuvre entre entreprises ou la politique des (très) petits pas », *Semaine sociale Lamy*, n° 1923, octobre 2020, p. 4-6.

- Loi n° 2020-734 du 17 juin 2020 relative à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne, article 52,
- Code du travail, article L. 8241-2,
- Code du travail, article L. 8241-1

COURET Alain, « Les assemblées générales des sociétés anonymes en 2020 : bilan et perspectives », *JCP E Semaine Juridique (édition entreprise)*, n° 42, octobre 2020, p. 17-22.

- Ordonnance n° 2020-321 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles de réunion et de délibération des assemblées et organes dirigeants des personnes morales et entités dépourvues de personnalité morale de droit privé en raison de l'épidémie de covid-19, Journal officiel n° 0074 du 26 mars 2020

COURSIER Philippe, « Covid-19 : sous quelles conditions peut intervenir une prise en charge au titre des risques professionnels ? », *JCP S (édition sociale) anciennement revue Travail et protection sociale*, n° 42, octobre 2020, p. 16-23.



DELEMAZURE Clotilde, « Changement de paradigme pour l'entreprise en difficulté », *Option Finance*, n° 1578, octobre 2020, p. 46-46.

DUREAU-HAZERA Clément, « Validité d'une MAC clause dans les opérations de fusions-acquisitions en cas de pandémie », *JCP E Semaine Juridique (édition entreprise)*, n° 41, octobre 2020, p. 20-26.

- Ordonnance n° 2020-321 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles de réunion et de délibération des assemblées et organes dirigeants des personnes morales et entités dépourvues de personnalité morale de droit privé en raison de l'épidémie de covid-19, Journal officiel n° 0074 du 26 mars 2020

FORT Nadia, « La CNIL lève ses réserves sur l'application StopCovid », *JCP G Semaine Juridique (édition générale)*, n° 42, octobre 2020, p. 1826-1826.

- Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 3 septembre 2020, décision n° 2020-015, Juris-Data n° 2020-014544

FRANÇOIS Bénédicte, « Le bilan des assemblées générales à l'heure de la pandémie de la covid-19 ; Note sous Capitalcom, Bilan des AG 2020. Des assemblées totalement inédites, 24 juin 2020 », *Revue des sociétés*, n° 10, octobre 2020, p. 584-588.

HAFTEL Bernard, « Les contrats internationaux à l'heure du Covid-19 », *Option Finance*, n° 2020/3, octobre 2020, p. 70-78.

- Ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période, Journal officiel n° 74 du 26 mars 2020,
- Règlement (CE) n° 593/2008 du Parlement européen et du Conseil du 17 juin 2008 sur la loi applicable aux obligations contractuelles, Journal officiel de l'Union européenne n° L 177 du 4 juillet 2008

IZARD Sabine, « De nouvelles mesures pour faire face à la crise sanitaire », *Semaine sociale Lamy*, n° 1924, octobre 2020, p. 2-3.

IZARD Sabine, « Le protocole national est adapté en zones de couvre-feu », *Semaine sociale Lamy*, n° 1926, octobre 2020, p. 2-4.

- Décret n° 2020-1262 du 16 octobre prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire

JCP G (ÉDITION GÉNÉRALE), « Modification des conditions d'accès au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées », *JCP G Semaine Juridique (édition générale)*, n° 42, octobre 2020, p. 1817-1817.

- Décret n° 2020-1200, 30 septembre 2020, Journal Officiel du 1 er octobre 2020, texte n° 15

JCP S (ÉDITION SOCIALE) ANCIENNEMENT REVUE TRAVAIL ET PROTECTION SOCIALE, « Réponses économiques apportées à la crise sanitaire : où se situe la France par rapport aux autres pays ? », *JCP S (édition sociale) anciennement revue Travail et protection sociale*, n° 43, octobre 2020, p. 11-11.

- Rapport d'étape, octobre 2020

JCP S (ÉDITION SOCIALE), « Covid-19 et échéances Urssaf : réactivation des possibilités de report », *JCP S (édition sociale) anciennement revue Travail et protection sociale*, n° 41, octobre 2020, p. 4-4.

JCP S (ÉDITION SOCIALE), « Un outil en ligne pour aider les entreprises à évaluer les risques et établir un plan d'action », *JCP S (édition sociale) anciennement revue Travail et protection sociale*, n° 40, octobre 2020, p. 9-9.

JCP S (ÉDITION SOCIALE), « Exonération et aide au paiement des cotisations sociales : précisions sur les dispositifs issus du 3e collectif budgétaire pour 2020 », *JCP S (édition sociale) anciennement revue Travail et protection sociale*, n° 40, octobre 2020, p. 8-9.

JOURNOT Marie, « A l'international », *JCP S (édition sociale) anciennement revue Travail et protection sociale*, n° 43, octobre 2020, p. 3-6.

KULLMANN Jérôme, « Covid-19 et assurance des pertes d'exploitation : nouveau "petit guide-âne" destiné à combattre l'ignorance de la langue française et la méconnaissance de principes juridiques élémentaires », *Revue Générale du Droit des Assurances*, n° 10, octobre 2020, p. 4-7.

LABAKI Rania, « Entreprises familiales en temps de crise : quelle approche pour la gouvernance familiale ? », *Droit et Patrimoine*, n° 306, octobre 2020, p. 59-61.

LANGET Maxime, FALIH Driss, « Nouvelles mesures d'adaptation du livre VI du Code de commerce aux conséquences de l'épidémie Covid-19 », *Bulletin Joly Entreprises en difficulté*, n° 5, octobre 2020, p. 55-60.

- Ordonnance n° 2020-341 du 27 mars 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles à l'urgence sanitaire et modifiant certaines dispositions de procédure pénale, Journal officiel n° 0076 du 28 mars 2020,
- Ordonnance n° 2020-596 du 20 mai 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles aux conséquences de l'épidémie de covid-19, Journal officiel n° 0124 du 21 mai 2020,
- Code de commerce, article L. 234-1

MAIRE Guillaume, « Le contrat et l'après Covid-19 », *Revue Lamy Droit Civil*, n° 185, octobre 2020, p. 32-39.

- Code civil, article 1195. Ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période, Journal officiel du 26 Mars 2020,
- Ordonnance n° 2020-427 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions en matière de délais pour faire face à l'épidémie de covid-19, Journal officiel du 16 Avril 2020

MARTUCCI Francesco, « La politique de la concurrence face à la crise de la Covid-19 : « faire vivre et ne plus laisser mourir », *RTD Eur. Revue Trimestrielle de droit européen*, 2020, p. 551.

MELCION Jean, « Brexit : Rappel sur l'impact d'un «no deal» sur les relations contractuelles », *Option Droit & Affaires*, n° 510, octobre 2020, p. 10-11.

PELLIER Jean-Denis, « Crise sanitaire : il faut sauver l'ordonnance n° 2020-315 relative au tourisme ! », *Recueil Dalloz Sirey*, n° 37, octobre 2020, p. 2074-2075.

- Ordonnance n° 2020-315 du 25 mars 2020 relative aux conditions financières de résolution de certains contrats de voyages touristiques et de séjours en cas de circonstances exceptionnelles et inévitables ou de force majeure

PETIT Guillaume, « Le choix de l'offre de reprise du dirigeant : un débat permanent », *Option Droit & Affaires*, n° 511, octobre 2020, p. 8-9.

- Ordonnance n° 2020-596 du 20 mai 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles aux conséquences de l'épidémie de covid-19

QUARMBY Ben, GERBAY Rémy, « L'impact de la Covid-19 sur les contrats commerciaux soumis au droit américain », *JCP E Semaine Juridique (édition entreprise)*, n° 40, octobre 2020, p. 30-35.

REVUE LAMY DROIT DES AFFAIRES, « Covid-19 et trésorerie des entreprises : du nouveau concernant le dispositif d'aides *ad hoc* ; Note sous Décret n° 2020-1140 du 15 septembre 2020 modifiant le dispositif d'aides *ad hoc* au soutien de la trésorerie des entreprises fragilisées par la crise du covid-19, Journal officiel n° 0227 du 17 septembre 2020 », *Revue Lamy Droit des affaires*, n° 163, octobre 2020, p. 12-12.

- Décret n° 2020-1140 du 15 septembre 2020 modifiant le dispositif d'aides *ad hoc* au soutien de la trésorerie des entreprises fragilisées par la crise du covid-19, Journal officiel n° 0227 du 17 septembre 2020

REVUE LAMY DROIT DES AFFAIRES, « Covid-19 et prêt garanti par l'État : les dernières nouveautés ; Note sous Arrêté du 15 septembre 2020 portant modification de l'arrêté du 23 mars 2020 accordant la garantie de l'État aux établissements de crédit et sociétés de financement en application de l'article 6 de la loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020, Journal officiel n° 0227 du 17 septembre 2020 », *Revue Lamy Droit des affaires*, n° 163, octobre 2020, p. 12-12.

- Arrêté du 15 septembre 2020 portant modification de l'arrêté du 23 mars 2020 accordant la garantie de l'État aux établissements de crédit et sociétés de financement en application de l'article 6 de la loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020, Journal officiel n° 0227 du 17 septembre 2020

REVUE LAMY DROIT DES AFFAIRES, « Covid-19 : des nouveautés durant le mois d'août pour le fonds de solidarité aux entreprises », *Revue Lamy Droit des affaires*, n° 163, octobre 2020, p. 11-12.

- Décret n° 2020-1048 du 14 août 2020 modifiant le décret n° 2020-371 du 30 mars 2020 relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation, Journal officiel n° 0200 du 15 août 2020

REVUE LAMY DROIT DES AFFAIRES, « Covid-19 et trésorerie des entreprises : dispositif de renforcement des financements par affacturage ; Note sous Loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, Journal officiel n° 0187 du 31 juillet 2020 », *Revue Lamy Droit des affaires*, n° 163, octobre 2020, p. 10-11.

- Loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, Journal officiel n° 0187 du 31 juillet 2020

SEMAINE SOCIALE LAMY, « Le Conseil d'État refuse de suspendre le protocole sanitaire », *Semaine sociale Lamy*, n° 1926, octobre 2020, p. 5-6.

TEBOUL Georges, « Actualité des entreprises en difficulté : du nouveau sur la Covid-19 et la jurisprudence », *Les Petites Affiches*, n° 216, octobre 2020, p. 8-12.

TEBOUL Georges, « Petite revue d'actualité du droit des entreprises en difficulté : une reprise difficile ? », *La Gazette du Palais*, n° 35, octobre 2020, p. 47-50.

WATKINS Mark, « Une saison touristique estivale, comment dire... atypique », *JurisTourisme (anciennement Tourisme et droit)*, n° 234, octobre 2020, p. 16-16.

## SEPTEMBRE 2020

ABADIE Armelle, BUSSAC Alexis, LACROIX François, GERNER Frédéric, « Vacance de l'immeuble : quels impacts fiscaux pour le bailleur ? », *Option Finance*, Suppl 1573, septembre 2020, p. 8-10.

- Décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, Journal officiel n° 0072 du 24 mars 2020

AOUIMEUR-MILANO Houria, « La garantie du régime AGS dans les ordonnances des 27 mars et 20 mai 2020 relatives à l'adaptation du droit des procédures collectives pour faire face à la crise Covid-19 ; Note sous Ordonnance n° 2020-596 du 20 mai 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles aux conséquences de l'épidémie de covid-19, Journal officiel n° 0124 du 21 mai 2020 », *La Gazette du Palais*, n° 29, septembre 2020, p. 20-21.

- Ordonnance n° 2020-596 du 20 mai 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles aux conséquences de l'épidémie de covid-19, Journal officiel n° 0124 du 21 mai 2020,

- Ordonnance n° 2020-346 du 27 mars 2020 portant mesures d'urgence en matière d'activité partielle, Journal officiel n° 0076 du 28 mars 2020

BACCICHETTI Edith, REY Claire, « De nouvelles contraintes légales pour les plateformes en ligne », *Option Finance*, n° 1575, septembre 2020, p. 56-58.

- Règlement (UE) 2019/1150 du Parlement européen et du Conseil promouvant l'équité et la transparence pour les entreprises utilisatrices de services d'intermédiation en ligne, Journal officiel de l'Union européenne n° L 186/57 du 11 juillet 2019

BARBIÈRI Jean-François, « L'alerte par le commissaire aux comptes selon l'ordonnance n° 2020-596 : un pas incertain vers les préconisations du rapport de Cambourg ? », *Bulletin mensuel d'information des sociétés Joly (BMIS)*, n° 9, septembre 2020, p. 35-38.

BATAILLE Lisa, BADIANE Laurent, « Recommandations sur les cookies-Recueil du consentement et responsabilité des acteurs : un délicat compromis », *JCP E Semaine Juridique (édition entreprise)*, n° 38, septembre 2020, p. 31-34.

- Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, Journal officiel n° 7 janvier 1978

BROUSSOLLE Yves, « Les principales dispositions de l'ordonnance n° 2020-738 du 17 juin 2020 portant diverses mesures en matière de commande publique », *Les Petites Affiches*, n° 196, septembre 2020, p. 5-7.

BROUSSOLLE Yves, « Les principales dispositions de l'ordonnance n° 2020-341 du 27 mars 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles à l'urgence sanitaire et modifiant certaines dispositions de procédure pénale », *Les Petites Affiches*, n° 182, septembre 2020, p. 5-7.

CAUSSANEL-HAJI Mehdi, « Absences de salariés partageant leur domicile avec une personne vulnérable ou de parents d'un enfant suspecté d'être porteur de la Covid-19 : quelles solutions ? », *Option Finance*, n° 1573, septembre 2020, p. 45-45.

CAUSSANEL-HAJI Mehdi, « Employeurs : êtes-vous certain d'avoir pris toutes les mesures nécessaires afin de faire face au risque représenté par l'exposition à la Covid-19 ? », *Option Finance*, n° 1575, septembre 2020, p. 53-54.

CHAMPEAUX Françoise, « L'inégal accès à des conditions de télétravail de qualité », Entretien avec Karine Babule Chargée de mission Anact, spécialiste du télétravail, *Semaine sociale Lamy*, n° 1920, septembre 2020, p. 7-10.

CHAMPEAUX Françoise, « Un nouveau protocole pour assurer la santé des salariés », *Semaine sociale Lamy*, n° 1919, septembre 2020, p. 2-4.

- Protocole national pour assurer la santé et la sécurité des salariés en entreprises face à l'épidémie de Covid-19, 31 août 2020

COCHETEUX Patrick, « Pertes d'exploitation et assurances : indemnisation liée à la fermeture d'un restaurant pour cause de Covid-19 », *Les Petites Affiches*, n° 179, septembre 2020, p. 15-20.

COURTOIS D'ARCOLLIÈRES MORGANE, SALON Aurélie, « Un dispositif de reconnaissance du caractère professionnel de la Covid-19 timide et à parfaire », *Semaine sociale Lamy*, n° 1922, septembre 2020, p. 2-4.

- Décret n° 2020-1131 du 14 septembre 2020 relatif à la reconnaissance des maladies professionnelles des pathologies liées à une infection au SARS-CoV2

DIOP Binty, SAMB-TOSCO Seynabou, « Regards croisés sur le contrat administratif et le contrat de droit privé éprouvés par la crise au Sénégal », *Lexbase Afrique-Ohada*, n° 36, septembre 2020, p. 8-12.

FERRÈRE Rosetta, ISSAD Myriam, « Été prolifique pour la Commission européenne : panorama des propositions pour soutenir la reprise post-Covid-19 », *Option Finance*, n° 1573, septembre 2020, p. 43-44.

FRIONNET Christophe, MARIN Grégoire, « Contrats privés de construction : nouveaux enjeux juridiques et fiscaux liés à l'épidémie de Covid-19 », *Option Finance*, Suppl 1573, septembre 2020, p. 2-3.

- Code civil, article 1195,
- Décret n° 2020-860 du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé, Journal officiel n° 0170 du 11 juillet 2020

GANCIA Jean-Charles, KHAMAIES Nabil, « Entreprises en difficulté et Covid-19 : quel avenir post-état d'urgence sanitaire ? », *Option Finance*, n° 1573, septembre 2020, p. 40-41.

- Ordonnance n° 2020-346 du 27 mars 2020 portant mesures d'urgence en matière d'activité partielle, Journal officiel n° 0076,
- Ordonnance n° 2020-596 du 20 mai 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles aux conséquences de l'épidémie de covid-19, Journal officiel n° 0124

GENET Véronique, « Amendement IFRS 16 : comment comptabiliser les allègements de loyers ? », *Option Finance*, n° 1575, septembre 2020, p. 55-55.

GRANOTIER Julien, « Vers un véritable vote électronique en assemblée générale ? », *Droit des sociétés*, n° 8-9, août-septembre 2020, p. 1-3.

IPPOLITO Alexandre et PHILIPPO Estelle, « La fiscalité des sociétés en difficulté après les mesures du Covid-19 : comment la faillite affecte-t-elle la fiscalité ou comment la fiscalité affecte-t-elle la faillite et l'insolvabilité », *Les Nouvelles Fiscales*, n° 1271, septembre 2020, p. 3-4.

IZARD Sabine, « « Le télétravail ne peut être constant, permanent et exclusif » », Entretien avec Sophie Prunier-Poulmaire, Maître de conférences en Ergonomie, Responsable de l'itinéraire Pédagogique

Ergonomie et Santé au Travail, Université Paris Nanterre, *Semaine sociale Lamy*, n° 1920, septembre 2020, p. 11-12.

IZARD Sabine, « Port du masque, télétravail... : le point sur les recommandations ministérielles », *Semaine sociale Lamy*, 1920, septembre 2020, p. 13-14.

IZARD Sabine, « Vers une négociation interprofessionnelle sur le télétravail », *Semaine sociale Lamy*, n° 1922, septembre 2020, p. 5-6.

JCP S (ÉDITION SOCIALE), « Enquête ANDRH : l'emploi et le futur du travail : les DRH au cœur des enjeux des organisations », *JCP S (édition sociale) anciennement revue Travail et protection sociale*, n° 39, septembre 2020, p. 7-8.

JCP S (ÉDITION SOCIALE), « Activité partielle et monétisation des jours de repos : l'Urssaf actualise sa position sur le régime social de la somme monétisée », *JCP S (édition sociale) anciennement revue Travail et protection sociale*, n° 39, septembre 2020, p. 4-5.

JCP S (ÉDITION SOCIALE), « Protocole sanitaire au travail : un "questions-réponses" pour faciliter son appropriation par les entreprises », *JCP S (édition sociale) anciennement revue Travail et protection sociale*, n° 37, septembre 2020, p. 8-9.

JCP S (ÉDITION SOCIALE), « Covid-19 : instauration de dispositifs exceptionnels d'exonération ou de réduction de cotisations sociales ciblées sur certaines entreprises et certains secteurs d'activité », *JCP S (édition sociale) anciennement revue Travail et protection sociale*, n° 36, septembre 2020, p. 7-9.

- Décret n° 2020-1103 du 1<sup>er</sup> septembre 2020, Journal Officiel du 2 septembre 2020

JUDE Jean-Michel, « Covid-19 et droits des croisiéristes », *Droit maritime français*, n° 827, septembre 2020, p. 733-746.

KENFACK Hugues, « La clause résolutoire des baux commerciaux dans la tourmente du Covid 19 », *La Gazette du Palais*, n° 31, septembre 2020, p. 14-16.

- Ordonnance n° 2020-316 du 25 mars 2020 relative au paiement des loyers, des factures d'eau, de gaz et d'électricité afférents aux locaux professionnels des entreprises dont l'activité est affectée par la propagation de l'épidémie de covid-19, Journal officiel n° 0074 du 26 mars 2020,
- Ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période, Journal officiel n° 0074 du 26 mars 2020

LEBEL Christine, « Fin de l'urgence sanitaire : des outils pour le rebond des exploitations agricoles », *Revue de droit rural*, n° 485, septembre 2020, p. 15-18.

- Ordonnance n° 2020-596 du 20 mai 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles aux conséquences de l'épidémie de covid-19, Journal Officiel du 21 mai 2020,
- Ordonnance n° 2020-705 du 10 juin 2020 relative au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et

sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation, Journal Officiel du 11 juin 2020,

- Décret n° 2020-371 du 30 mars 2020 relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation, Journal Officiel du 31 mars 2020,
- Décret n° 2020-552 du 12 mai 2020 modifiant le décret n° 2020-371 du 30 mars 2020 relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation, Journal Officiel du 13 mai 2020,
- Ordonnance n° 2020-460 du 22 avril 2020 portant diverses mesures prises pour faire face à l'épidémie de covid-19, Journal Officiel du 23 avril 2020,
- Décret n° 2020-712 du 12 juin 2020 relatif à la création d'un dispositif d'aides ad hoc au soutien de la trésorerie des entreprises fragilisées par la crise de covid-19, Journal Officiel du 13 juin 2020,
- Loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020, Journal Officiel du 24 mars 2020,
- Loi n° 2020-473 du 25 avril 2020 de finances rectificative pour 2020, Journal Officiel du 26 avril 2020,
- Décret n° 2020-749 du 17 juin 2020 portant création d'un dispositif d'aide exceptionnelle pour les centres équestres et les poneys clubs recevant du public touchés par les mesures prises pour ralentir la propagation de l'épidémie de covid-19, Journal Officiel du 19 juin 2020,
- Loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19, Journal Officiel du 24 mars 2020,
- Cour de cassation, Chambre commerciale économique et financière, 20 Mars 2019, pourvoi n° 17-27.527,
- Cour de cassation, Chambre commerciale, 15 Novembre 2016, pourvoi n° 14-22.785,
- Code de commerce-Article R. 642-7

LES NOUVELLES FISCALES, « Covid-19 : le point sur les principales mesures de la LFR 2020 (3) », *Les Nouvelles Fiscales*, n° 1272, septembre 2020, p. 5-9.

- Loi de finances rectificative pour 2020, 30 juillet 2020, n° 2020-935, Journal Officiel du 31 juillet 2020

MERCAT-BRUNS Marie, « Covid-19 aux États-Unis et mesures sociales variables à l'épreuve du fédéralisme américain », *Droit social*, n° 9, septembre 2020, p. 708-714.

- États-Unis d'Amérique, Families First Coronavirus Response Act, Public Law n° 116-127, 18 mars 2020,
- États-Unis d'Amérique, Coronavirus Aid, Relief, and Economic Security Act or the CARES Act, Public Law n° 116-136, 27 mars 2020

MONTAS Arnaud, « L'exécution du contrat de transport maritime de marchandises à l'épreuve de la Covid-19 », *Droit maritime français*, n° 827, septembre 2020, p. 722-732.



MORIN Michel, « Le Celebrity Apex, navire neuf de croisière pris dans la tempête de la Covid-19 », *Droit maritime français*, n° 827, septembre 2020, p. 712-717.

NICINSKI Sophie, « Le droit des affaires face à la crise sanitaire », *Actualité Juridique Droit Administratif (AJDA)*, n° 30, septembre 2020, p. 1717-1726.

PAGNERRE Yannick, « L'impact de la crise sur la protection sociale complémentaire », *Droit social*, n° 9, septembre 2020, p. 672-677.

- Loi n° 2020-734 du 17 juin 2020 relative à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne, Journal Officiel du 18 juin 2020, texte 1,
- Code de la sécurité sociale, articles L. 242-1 et L. 911-1

PAPADIMITRIOU Costas, « La crise de Covid-19 et le droit du travail en Grèce », *Droit social*, n° 9, septembre 2020, p. 697-701.

- Grèce, acte législatif du 11 mars 2020,
- Grèce, décision ministérielle 12998 du 28 mars 2020,
- Grèce, acte législatif du 20 mars 2020

PRADEL Camille-Frédéric, PRADEL-BOUREUX Perle, PRADEL Virgile, « Covid-19 : le port du masque obligatoire pour les salariés dans les espaces collectifs clos », *JCP S (édition sociale) anciennement revue Travail et protection sociale*, n° 36, septembre 2020, p. 3-5.

PYDIAMAH Wesley, MONNERVILLE SMITH Sarah, « Médiation des litiges en Afrique : quels défis à l'ère du Covid-19 ? », *Option Droit & Affaires*, n° 506, septembre 2020, p. 8-9.

RAY Jean-Emmanuel, « Du télétravail au travail flexible. Notre nouveau monde numérique du travail », *Semaine sociale Lamy*, n° 1920, septembre 2020, p. 3-7.

RENGOT Numa, DIZABEAU Jean, « Procédures collectives : quand le sauvetage de l'entreprise est (aussi) celui de son dirigeant », *Option Droit & Affaires*, n° 507, septembre 2020, p. 8-9.

RIOCHE Steven, « L'organisation de l'entreprise « déconfinée » ; Note sous Protocole national de déconfinement pour les entreprises pour assurer la santé et la sécurité des salariés, 3 mai 2020, assoupli les 11 et 24 juin 2020 et révisé le 3 août 2020 et Protocole national pour assurer la santé et la sécurité des salariés en entreprise face à l'épidémie de Covid-19, 31 août 2020 », *La Gazette du Palais*, n° 30, septembre 2020, p. 82-86.

- Protocole national de déconfinement pour les entreprises pour assurer la santé et la sécurité des salariés, 3 mai 2020, assoupli les 11 et 24 juin 2020 et révisé le 3 août 2020,
- Protocole national pour assurer la santé et la sécurité des salariés en entreprise face à l'épidémie de Covid-19, 31 août 2020

SABATIER Clément, « Impact du coronavirus sur les contrats de sponsoring sportif », *Option Droit & Affaires*, n° 504, septembre 2020, p. 8-9.

SAURET Alain, ROCHE Vincent, « L'épargne salariale, entre crise et reprise ; Note sous Ordonnance n° 2020-322 du 25 mars 2020 adaptant temporairement les conditions et modalités d'attribution de l'indemnité complémentaire prévue à l'article L. 1226-1 du code du travail et modifiant, à titre exceptionnel, les dates limites et les modalités de versement des sommes versées au titre de l'intéressement et de la participation, Journal officiel n° 0074 du 26 mars 2020 », *La Gazette du Palais*, n° 30, septembre 2020, p. 78-81.

- Ordonnance n° 2020-322 du 25 mars 2020 adaptant temporairement les conditions et modalités d'attribution de l'indemnité complémentaire prévue à l'article L. 1226-1 du code du travail et modifiant, à titre exceptionnel, les dates limites et les modalités de versement des sommes versées au titre de l'intéressement et de la participation, Journal officiel n° 0074 du 26 mars 2020,
- Ordonnance n° 2020-385 du 1<sup>er</sup> avril 2020 modifiant la date limite et les conditions de versement de la prime exceptionnelle de pouvoir d'achat, Journal officiel n° 0080 du 2 avril 2020,
- Décret n° 2020-683 du 4 juin 2020 autorisant le déblocage anticipé de l'épargne salariale en cas de violences conjugales, Journal officiel n° 0138 du 6 juin 2020,
- Décret n° 2020-795 du 26 juin 2020 actualisant certaines dispositions relatives à l'intéressement, à la participation et aux accords et plans d'épargne salariale, Journal officiel n° 0159 du 28 juin 2020

SCHLUMBERGER Edmond, « Droit européen des sociétés » (janvier 2020 – juin 2020), *Droit des sociétés*, n° 8-9, août-septembre 2020, p. 7-12.

TEBOUL Georges, « La force majeure et la crise du coronavirus : une application ou une évolution ? », *Dalloz Actualité*, 8 septembre 2020.

TEPER Frédéric, « Fiscalité des entreprises : quelle réponse face à l'épidémie ? », *Décideurs Juridiques et Financiers*, n° 34, septembre 2020, p. 56-57.

THIÉBAUT Louise, QUENEZ Chloé, « L'activité partielle de longue durée à l'appui du projet d'entreprise », *Option Droit & Affaires*, n° 507, septembre 2020, p. 10-11.

TISSEYRE Sandrine, « Les petites entreprises et l'après Covid-19. Légiférer sur la petite entreprise : un besoin au-delà de la crise sanitaire », *Recueil Dalloz Sirey*, n° 32, septembre 2020, p. 1801-1804.

- Loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19

VANULS Caroline, « L'obligation de sécurité de l'employeur à l'épreuve de la pandémie de Covid-19 ; Note sous Protocole national de déconfinement pour les entreprises pour assurer la santé et la sécurité des salariés, 9 mai 2020, assoupli les 11 et 24 juin 2020 et révisé le 3 août 2020 et Protocole national pour assurer la santé et la sécurité des salariés en entreprise face à l'épidémie de Covid-19, 31 août 2020 », *La Gazette du Palais*, n° 30, septembre 2020, p. 66-71.

- Protocole national de déconfinement pour les entreprises pour assurer la santé et la sécurité des salariés, 9 mai 2020, assoupli les 11 et 24 juin 2020 et révisé le 3 août 2020,
- Protocole national pour assurer la santé et la sécurité des salariés en entreprise face à l'épidémie de Covid-19, 31 août 2020

## AOUT 2020

BATTISTINI Patrice, « Covid-19 : les conséquences de la crise sanitaire sur la prorogation des délais en matière immobilière », *Les Petites Affiches*, n° 165, août 2020, p. 10-19.

BAUER Delphine, « Val-de-Marne : après la crise économique, la reprise », *Les Petites Affiches*, n° 162, août 2020, p. 3-5.

CHAMPEAUX Françoise, « La crise de la Covid-19 et le dialogue social », *Semaine sociale Lamy*, n° 1917, août 2020, p. 5-5.

- Ordonnance n° 2017-1385 du 22 septembre 2017 relative au renforcement de la négociation collective

CHAMPEAUX Françoise, « Le port du masque obligatoire dans les entreprises », *Semaine sociale Lamy*, n° 1917, août 2020, p. 1-1.

CLARET Hélène, « Modifications du Code de la consommation par la loi n° 2020-734 du 17 juin 2020 relative à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne », *Contrats Concurrence Consommation*, n° 8, août 2020, p. 3-4.

- Loi n° 2020-734 du 17 juin 2020 relative à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne, articles 39 et 42

HADEF Djamel, « Le Gouvernement français introduit un droit dérogatoire au droit de la commande publique afin d'adapter ses dispositions à la crise sanitaire du Covid-19 », *Concurrences*, n° 3, août 2020, p. 177-181.

- Gouvernement français, ordonnance n° 2020-319 du 25 mars 2020 portant diverses mesures d'adaptation des règles de passation, de procédure ou d'exécution des contrats soumis au code de la commande publique et des contrats publics qui n'en relèvent pas pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19

IZARD Sabine, « Un nouveau dispositif d'activité partielle de longue durée », *Semaine sociale Lamy*, n° 1917, août 2020, p. 3-3.

- Ordonnance n° 2017-1385 du 22 septembre 2017 relative au renforcement de la négociation collective

IZARD Sabine, « Un plan pour favoriser l'emploi des jeunes », *Semaine sociale Lamy*, n° 1917, août 2020, p. 4-4.

JCP S (ÉDITION SOCIALE), « Covid-19 : les entreprises appelées à stocker des masques en cas de deuxième vague », *JCP S (édition sociale) anciennement revue Travail et protection sociale*, n° 31, août 2020, p. 10-10.

KIRILOWITS Nicolas, « La crise sanitaire renforce le télétravail mais ne le consacre pas », *Les Petites Affiches*, Entretien avec Frank Zorn, n° 157, août 2020, p. 3-4.

KULLMANN Jérôme, « Covid-19 et garantie obligatoire des pertes d'exploitation », *Revue Générale du Droit des Assurances*, n° 8, août 2020, p. 1-1.

LOKIEC Pascal, « L'accord de performance collective ou le champ infini des possibles », *Semaine sociale Lamy*, n° 1918, août 2020, p. 3-8.

MEYER Georges, « L'exigence de loyauté dans la négociation des accords de performance collective », *Semaine sociale Lamy*, n° 1918, août 2020, p. 9-14.

- Ordonnance n° 2017-1385 du 22 septembre 2017 relative au renforcement de la négociation collective

REYGROBELLET Arnaud, « Gel des avoirs bancaires par les Nations Unies : pas de force majeure ! », *Option Finance*, n° 1571, août 2020, p. 43-43.

- Cour de cassation, Assemblée plénière, 10 juillet 2020, Bank Sepah contre Overseas Financial Ltd, pourvoi n° 18-18.542,
- Règlement n° 423/2007 du Conseil du 19 avril 2007 concernant l'adoption de mesures restrictives à l'encontre de l'Iran, Journal officiel de l'Union européenne n° L 103 du 20 avril 2007

THOMAS Étienne, « La Commission européenne et le Réseau européen de concurrence apportent leur réponse à la pandémie du Coronavirus en assouplissant, temporairement et sous certaines conditions, les règles en matière d'ententes aux fins de ne pas freiner les velléités de coopérations d'entreprises concurrentes pour remédier aux pénuries de médicaments et d'équipements médicaux », *Concurrences*, n° 3, août 2020, p. 90-91.

## **JUILLET 2020**

A.O., « Sur la réglementation suscitée par la Covid-19 », *Revue Critique de Droit International Privé (RCDIP)*, n° 3, juillet 2020, p. 615-618.

ADAM Patrice, « La liberté (des salariés) à l'épreuve de la pandémie », *Droit social*, n° 7-8, juillet 2020, p. 581-587.

AJ CONTRATS D'AFFAIRE, « Covid-19 : assouplissement temporaire des règles de la commande publique », *AJ Contrats d'affaires - Concurrence - Distribution*, n° 7, juillet 2020, p. 305-306.

- Ordonnance n° 2020-738 du 17 juin 2020, Journal Officiel du 18 juin 2020

AUMERAN Xavier, « Possibilité de proroger les contrats pour six mois », *Jurisport (ex Revue juridique et économique du sport)*, n° 210, juillet 2020, p. 7-7.

- Loi n° 2020-734 du 17 juin 2020 relative à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne, Journal Officiel du 18 juin 2020,
- Ordonnance n° 2020-777 du 24 juin 2020 relative à l'adaptation, pour la saison 2019/2020, du régime applicable aux contrats des sportifs et entraîneurs professionnels salariés, Journal Officiel du 25 juin 2020,
- Code du sport, article L. 222-2-4

BATTISTINI Patrice, « Le dispositif du fonds de solidarité et des aides à destination des entreprises touchées par les conséquences du Covid-19 est prorogé », *Les Petites Affiches*, n° 133, juillet 2020, p. 18-22.

- Décret n° 2020-552 du 12 mai 2020

BAUER Delphine, « Aucun dossier n'a été bloqué par le Covid-19 », Entretien avec François Bursaux, *Les Petites Affiches*, n° 134, juillet 2020, p. 9-12.

BEN CHEIKH-VECCHIONI Léa, « Extension de la garantie de l'AGS dans le cadre de la crise sanitaire liée au Covid-19 ; Note sous Ordonnance n° 2020-341 du 27 mars 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles à l'urgence sanitaire et modifiant certaines dispositions de procédure pénale, Journal officiel n° 0076 du 28 mars 2020 », *La Gazette du Palais*, n° 26, juillet 2020, p. 87-90.

- Ordonnance n° 2020-341 du 27 mars 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles à l'urgence sanitaire et modifiant certaines dispositions de procédure pénale, Journal officiel n° 0076 du 28 mars 2020,
- Ordonnance n° 2020-596 du 20 mai 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles aux conséquences de l'épidémie de covid-19, Journal officiel n° 0124 du 21 mai 2020

BERTHELOT Geoffroy, « Présentation générale des aménagements temporaires du droit des entreprises en difficulté ; Note sous Ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période, Journal officiel n° 0074 du 26 mars 2020 », *La Gazette du Palais*, n° 26, juillet 2020, p. 58-61.

BERTHELOT Geoffroy, FERRARI Benjamin, « Les mesures favorables aux plans de sauvegarde et de redressement issues des ordonnances Covid-19 ; Note sous Ordonnance n° 2020-341 du 27 mars 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles à l'urgence sanitaire et modifiant certaines dispositions de procédure pénale, Journal officiel n° 0076 du 28 mars 2020 », *La Gazette du Palais*, n° 26, juillet 2020, p. 76-79.

- Ordonnance n° 2020-341 du 27 mars 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles à l'urgence sanitaire et modifiant certaines dispositions de procédure pénale, Journal officiel n° 0076 du 28 mars 2020,
- Ordonnance n° 2020-596 du 20 mai 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles aux conséquences de l'épidémie de covid-19, Journal officiel n° 0124 du 21 mai 2020

BLAIN Rémy, CATALA MARTY Julie, DELVIGNE Jean-Pierre, « Soutien aux entreprises : de quelle marge de manœuvre dispose l'État en temps de crise ? », *Les Petites Affiches*, n° 131, juillet 2020, p. 9-19.

BLANCHARD Nicolas, « Point sur les dernières mesures intéressant le sport », *Jurisport (ex Revue juridique et économique du sport)*, n° 210, juillet 2020, p. 6-6.

- Loi n° 2020-734 du 17 juin 2020 relative à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne, Journal Officiel du 18 juin 2020,
- Ordonnance n° 2020-770 du 24 juin 2020 relative à l'adaptation du taux horaire de l'allocation d'activité partielle, Journal Officiel du 25 juin 2020,
- Ordonnance n° 2020-777 du 24 juin 2020 relative à l'adaptation, pour la saison 2019/2020, du régime applicable aux contrats des sportifs et entraîneurs professionnels salariés, Journal Officiel du 25 juin 2020,
- Décret n° 2020-759 du 21 juin 2020 modifiant le décret n° 2020-663 du 31 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, Journal Officiel du 22 juin 2020,
- Décret n° 2020-860 du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé, articles 42 à 44, Journal Officiel du 11 juillet 2020,
- Décret n° 2020-757 du 20 juin 2020 modifiant le décret n° 2020-371 du 30 mars 2020 relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation, Journal Officiel du 21 juin 2020,
- Décret n° 2020-810 du 29 juin 2020 portant modulation temporaire du taux horaire de l'allocation d'activité partielle, Journal Officiel du 30 juin 2020,
- Projet de loi de finances rectificative n° 3074 pour 2020 (PLFR 3)

BONNEAU Thierry, « Distribution des dividendes, financement de l'économie par les entreprises bancaires et État de droit ; Note sous Recommandations de la Banque Centrale Européenne du 27 mars 2020 relative aux politiques de distribution de dividendes pendant la pandémie de COVID-19 et abrogeant la recommandation BCE/2020/1, Journal officiel de l'Union européenne C 102 I/1 du 30 mars 2020 », *Revue de Droit Bancaire et Financier*, n° 4, juillet 2020, p. 1-2.

- Recommandations de la Banque Centrale Européenne du 27 mars 2020 relative aux politiques de distribution de dividendes pendant la pandémie de COVID-19 et abrogeant la recommandation BCE/2020/1, Journal officiel de l'Union européenne C 102 I/1 du 30 mars 2020

BOUSTANI Diane, « L'appréhension de l'état de cessation des paiements selon la réglementation Covid-19 ; Note sous Ordonnance n° 2020-341 du 27 mars 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles à l'urgence sanitaire et modifiant certaines dispositions de procédure pénale, Journal officiel n° 0076 du 28 mars 2020 », *La Gazette du Palais*, n° 26, juillet 2020, p. 73-75.

- Ordonnance n° 2020-341 du 27 mars 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles à l'urgence sanitaire et modifiant certaines dispositions de procédure pénale, Journal officiel n° 0076 du 28 mars 2020

BROUSSOLLE Yves, « Les principales dispositions de l'ordonnance n° 2020-705 du 10 juin 2020 relative au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de Covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation », *Les Petites Affiches*, n° 146, juillet 2020, p. 13-16.

BROUSSOLLE Yves, « Les principales dispositions du décret n° 2020-371 du 30 mars 2020 relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de Covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation », *Les Petites Affiches*, n° 137, juillet 2020, p. 7-10.

BUISINE Olivier, « De quelques ajustements complémentaires relatifs au droit des entreprises en difficulté », *Revue des procédures collectives*, n° 4, juillet 2020, p. 8-12.

CASSAN Catherine, « Crise sanitaire : quel impact sur les contrôles fiscaux ? », *Option Finance*, n° 1567, juillet 2020, p. 49-50.

CLAMOUR Guylain, « La commande publique, instrument de soutien aux entreprises fragilisées par la crise sanitaire », *Contrats et Marchés publics*, n° 7, juillet 2020, p. 15-16.

- Ordonnance n° 2020-738 du 17 juin 2020 portant diverses mesures en matière de commande publique, Journal officiel du 18 juin 2020, texte n° 4

CLÉMENT Jean-Nicolas, « Entreprises et environnement », *Cahiers de droit de l'entreprise*, n° 4, juillet 2020, p. 16-16.

COUSIN Barthélemy, RUSE Bertille, « Ordonnances Covid-19 et contrats internationaux : des « lois de police supplétives » ? ; Note sous Loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19, Journal officiel n° 0072 du 24 mars 2020 », *JCP E Semaine Juridique (édition entreprise)*, n° 29, juillet 2020, p. 9-10.

- Ordonnance n° 2020-316 du 25 mars 2020 relative au paiement des loyers, des factures d'eau, de gaz et d'électricité afférents aux locaux professionnels des entreprises dont l'activité est affectée par la propagation de l'épidémie de covid-19, Journal officiel n° 0074 du 26 mars 2020,
- Ordonnance n° 2020-317 du 25 mars 2020 portant création d'un fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation, Journal officiel n° 0074 du 26 mars 2020,

- Ordonnance n° 2020-560 du 13 mai 2020 fixant les délais applicables à diverses procédures pendant la période d'urgence sanitaire, Journal officiel n° 0118 du 14 mai 2020

DALMASSO Raphaël, « Les trois âges de l'activité partielle », *Droit social*, n° 7, juillet 2020, n° 8, p. 612-617.

- Décret n° 51-319 du 12 mars 1951 fixant les conditions d'attribution des allocations de chômage, Journal Officiel du 13 mars 1951, page 2671,
- Loi n° 75-5 du 3 janvier 1975 relative aux licenciements pour cause économique, Journal Officiel du 4 janvier 1975, page 202,
- Décret n° 2012-341 du 9 mars 2012 portant modification des dispositions du code du travail relatives aux conditions d'attribution de l'allocation spécifique de chômage partiel, Journal Officiel du 10 mars 2012, texte 26

DE BAILLIENCOURT Olympe, « La tenue à huis clos des assemblées générales de sociétés cotées au regard de l'assouplissement des mesures sanitaires », *Droit des sociétés*, n° 7, juillet 2020, p. 29-31.

DOUAOUI-CHAMSEDDINE Malika, « Le droit des entreprises en difficulté à l'épreuve du Covid-19 : gel de l'état de cessation des paiements et moratoire ; Note sous Ordonnance n° 2020-341 du 27 mars 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles à l'urgence sanitaire et modifiant certaines dispositions de procédure pénale, Journal officiel n° 0076 du 28 mars 2020 », *JCP E Semaine Juridique (édition entreprise)*, n° 27, juillet 2020, p. 17-24.

- Ordonnance n° 2020-341 du 27 mars 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles à l'urgence sanitaire et modifiant certaines dispositions de procédure pénale, Journal officiel n° 0076 du 28 mars 2020,
- Ordonnance n° 2020-596 du 20 mai 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles aux conséquences de l'épidémie de covid-19, Journal officiel n° 0124 du 21 mai 2020

DURAND-PASQUIER Gwenaëlle, DUVAL Sandrine, GICQUEL Benoit, HERITIER Brice, DELASSAULT Xavier, CARON Vincent, « Quelles conditions pour la reprise des chantiers de construction ? Approche transversale : exigences sociales, risque pénal et aménagements contractuels en marchés privés et publics de travaux », *Construction-Urbanisme*, n° 7, juillet 2020, p. 4-9.

FERRARI Benjamin, « Liquidation judiciaire simplifiée et rétablissement professionnel après l'ordonnance n° 2020-596 du 20 mai 2020 ; Note sous Ordonnance n° 2020-596 du 20 mai 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles aux conséquences de l'épidémie de covid-19, Journal officiel n° 0124 du 21 mai 2020 », *La Gazette du Palais*, n° 26, juillet 2020, p. 84-86.

- Ordonnance n° 2020-596 du 20 mai 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles aux conséquences de l'épidémie de covid-19, Journal officiel n° 0124 du 21 mai 2020



FERRARI Benjamin, « Ordonnances « délai » prises pour faire face à la crise sanitaire et droit des entreprises en difficulté ; Note sous Ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période, Journal officiel n° 0074 du 26 mars 2020 », *La Gazette du Palais*, n° 26, juillet 2020, p. 62-67.

- Ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période, Journal officiel n° 0074 du 26 mars 2020,
- Ordonnance n° 2020-560 du 13 mai 2020 fixant les délais applicables à diverses procédures pendant la période d'urgence sanitaire, Journal officiel n° 0118 du 14 mai 2020,
- Ordonnance n° 2020-427 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions en matière de délais pour faire face à l'épidémie de covid-19, Journal officiel n° 0093 du 16 avril 2020

FU-BOURGNE Xiaolin, « Plateformes et transactions des données médicales en Chine. Quand l'État remet de l'ordre », *Expertises des systèmes d'information*, n° 459, juillet 2020, p. 275-279.

GALLOIS Julie, « Création de l'article L. 3136-2 du CSP, applicable aux délits non-intentionnels résultant du Covid-19 : irresponsabilité pénale du chef d'entreprise ou faux-semblant ? ; Note sous Code de la santé publique (CSP), article L. 3136-2 », *JCP E Semaine Juridique (édition entreprise)*, n° 28, juillet 2020, p. 9-11.

- Loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions, Journal officiel n° 0116 du 12 mai 2020,
- Code de la santé publique (CSP), article L. 3136-2

GÉNIAUT Benoît, « Covid-19 et télétravail », *Droit social*, n° 7, juillet 2020, n° 8, p. 607-611.

GOUËZEL Antoine, « Suite et fin (?) des modifications de l'ordonnance « délais » », *AJ Contrats d'affaires - Concurrence - Distribution*, n° 7, juillet 2020, p. 304-305.

- Ordonnance n° 2020-666 du 3 juin 2020, Journal Officiel du 4 juin 2020,
- Ordonnance n° 2020-737 du 21 juin 2020, Journal Officiel du 18 juin 2020

GRIGUER Merav, SCEMAMA Dan, « Retour sur le régime juridique de responsabilité en matière de véhicules autonomes issu de la loi Pacte », *Cahiers de droit de l'entreprise*, n° 4, juillet 2020, p. 49-52.

GROSSI Isabelle, « Responsabilité civile des dirigeants sociaux : décalogue », *Actes Pratiques et Ingénierie Sociétaire*, n° 172, juillet 2020, p. 41-47.

- Loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises, Journal officiel n° 0119 du 23 mai 2019,
- Loi n° 2019-744 du 19 juillet 2019 de simplification, de clarification et d'actualisation du droit des sociétés, Journal officiel n° 0167 du 20 juillet 2019,
- Ordonnance n° 2020-321 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles de réunion et de délibération des assemblées et organes dirigeants des personnes morales et entités

dépourvues de personnalité morale de droit privé en raison de l'épidémie de covid-19, Journal officiel n° 0074 du 26 mars 2020,

- Décret n° 2020-418 du 10 avril 2020 portant adaptation des règles de réunion et de délibération des assemblées et organes dirigeants des personnes morales et entités dépourvues de personnalité morale de droit privé en raison de l'épidémie de covid-19, Journal officiel n° 0089 du 11 avril 2020

HADJ-AÏSA Hakim, « Covid-19 et application des dispositions du titre IV du livre IV du Code de commerce », *AJ Contrats d'affaires - Concurrence - Distribution*, n° 7, juillet 2020, p. 325-331.

HEYMANS Xavier, SERY Laurent « Poursuite des chantiers en période de Covid-19 : prolongation de délai, indemnisation et résiliation », *JCP A (Administrations et collectivités territoriales)*, n° 27, juillet 2020, p. 28-36.

ICARD Julien, « Le licenciement pour motif économique et la crise sanitaire », *Droit social*, n° 7-8, juillet 2020, p. 602-606.

- Loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19, Journal Officiel du 24 mars 2020, texte 2

INFOREG, « Mesures exceptionnelles et spéciales aménageant certaines clauses contractuelles de droit privé dans le cadre de l'épidémie de Covid-19 ; Note sous Ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période, Journal officiel n° 0074 », *Cahiers de droit de l'entreprise*, n° 4, juillet 2020, p. 38-40.

- Ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période, Journal officiel n° 0074

JCP E SEMAINE JURIDIQUE (ÉDITION ENTREPRISE), « Coronavirus : règles pour encourager les banques à accorder des prêts ; Note sous Règlement (UE) 2020/873 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2020 modifiant les règlements (UE) no 575/2013 et (UE) 2019/876 en ce qui concerne certains ajustements à apporter en réponse à la pandémie de COVID-19, Journal officiel de l'Union européenne n° L 204/4 du 26 juin 2020 », *JCP E Semaine Juridique (édition entreprise)*, n° 28, juillet 2020, p. 14-14.

- Règlement (UE) 2020/873 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2020 modifiant les règlements (UE) no 575/2013 et (UE) 2019/876 en ce qui concerne certains ajustements à apporter en réponse à la pandémie de COVID-19, Journal officiel de l'Union européenne n° L 204/4 du 26 juin 2020

JCP E SEMAINE JURIDIQUE (ÉDITION ENTREPRISE), « Coronavirus : une circulaire présente les dispositions de la 2e ordonnance relative aux procédures collectives ; Note sous Circulaire du 16 juin 2020 de présentation de l'ordonnance n° 2020-596 du 20 mai 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles aux conséquences de l'épidémie

de covid-19, Journal officiel n° 0124 du 21 mai 2020 », *JCP E Semaine Juridique (édition entreprise)*, n° 27, juillet 2020, p. 12-13.

- Circulaire n° JUSC2014072C du 16 juin 2020 de présentation de l'ordonnance n° 2020-596 du 20 mai 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles aux conséquences de l'épidémie de covid-19, Journal officiel n° 0124 du 21 mai 2020

JCP E SEMAINE JURIDIQUE (ÉDITION ENTREPRISE), « Fonds de solidarité « Covid-19 » : nouvelle extension du dispositif », *JCP E Semaine Juridique (édition entreprise)*, n° 27, juillet 2020, p. 12-12.

- Décret n° 2020-757 du 20 juin 2020 modifiant le décret n° 2020-371 du 30 mars 2020 relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation, Journal officiel n° 0152 du 21 juin 2020

JCP S (ÉDITION SOCIALE), « Des députés lancent des propositions pour relancer l'économie », *JCP S (édition sociale) anciennement revue Travail et protection sociale*, n° 28, juillet 2020, p. 13-14.

KAHN DIT COHEN Timothée, « De temps... en temps », *Droit social*, 7, juillet 2020, n° 8, p. 618-622.

- Ordonnance n° 2020-323 du 25 mars 2020 portant mesures d'urgence en matière de congés payés, de durée du travail et de jours de repos, Journal Officiel du 26 mars 2020, texte 52

LAFURIE Karl, « Contrainte des créanciers dans le régime de crise de la conciliation : présent et avenir ; Note sous Ordonnance n° 2020-596, du 20 mai 2020, portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles aux conséquences de l'épidémie de Covid-19, Journal officiel n° 0124 », *Bulletin Joly Entreprises en difficulté*, n° 4, juillet 2020, p. 72-75.

- Ordonnance n° 2020-596, du 20 mai 2020, portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles aux conséquences de l'épidémie de covid-19, Journal officiel n° 0124, article 2,
- Code civil, article 1345-5,
- Directive (UE) n° 2019/1023 du Parlement Européen et du Conseil, du 20 juin 2019, relative aux cadres de restructuration préventive, à la remise de dettes et aux déchéances, et aux mesures à prendre pour augmenter l'efficacité des procédures en matière de restructuration, d'insolvabilité et de remise de dettes, et modifiant la directive (UE) 2017/1132 (directive sur la restructuration et l'insolvabilité), Journal officiel n° L 172

LANÇON Elisabeth, SERY Laurent, « Crise sanitaire et refus du maître d'ouvrage ou des entreprises de reprendre les chantiers : légitimité de ces décisions et éventuel recours », *Le Moniteur - Contrats publics*, n° 211, juillet 2020, p. 51-58.

LAPORTE Christian, « Reprise des délais de la procédure de saisie immobilière à compter du 24 juin 2020 », *Procédures*, n° 7, juillet 2020, p. 16-16.

- Ordonnance n° 2020-595 du 20 mai 2020 modifiant l'ordonnance n° 2020-304 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale et aux contrats de syndic de copropriété, article premier

LAVISSE Cécile, « Suspension de l'exécution des marchés et gestion des sous-traitants », *Le Moniteur - Contrats publics*, n° 211, juillet 2020, p. 25-29.

LE CORRE Pierre-Michel, « Le nouveau privilège de sauvegarde ou de redressement ; Note sous Ordonnance n° 2020-596 du 20 mai 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles aux conséquences de l'épidémie de covid-19, Journal officiel n° 0124 du 21 mai 2020 », *La Gazette du Palais*, n° 26, juillet 2020, p. 80-83.

- Ordonnance n° 2020-596 du 20 mai 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles aux conséquences de l'épidémie de covid-19, Journal officiel n° 0124 du 21 mai 2020

LEBEL Christine, « L'exploitant agricole et les ordonnances Covid-19 ; Note sous Ordonnance n° 2020-341 du 27 mars 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles à l'urgence sanitaire et modifiant certaines dispositions de procédure pénale, Journal officiel n° 0076 du 28 mars 2020 », *La Gazette du Palais*, n° 26, juillet 2020, p. 70-72.

- Ordonnance n° 2020-341 du 27 mars 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles à l'urgence sanitaire et modifiant certaines dispositions de procédure pénale, Journal officiel n° 0076 du 28 mars 2020,
- Ordonnance n° 2020-596 du 20 mai 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles aux conséquences de l'épidémie de covid-19, Journal officiel n° 0124 du 21 mai 2020

LEDOUX Caroline, HIPPOLYTE Guilain, GROLIMUND Charlotte, « Éléments de réflexion sur les opérations de M&A en France post Covid-19 », *JCP E Semaine Juridique (édition entreprise)*, n° 29, juillet 2020, p. 18-20.

LEGEAIS Dominique, « Création d'un nouveau privilège ; Note sous Ordonnance n° 2020-596 du 20 mai 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles aux conséquences de l'épidémie de covid-19, Journal officiel n° 0124 du 21 mai 2020 », *Revue de Droit Bancaire et Financier*, n° 4, juillet 2020, p. 37-38.

- Ordonnance n° 2020-596 du 20 mai 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles aux conséquences de l'épidémie de covid-19, Journal officiel n° 0124 du 21 mai 2020

LEGEAIS Dominique, « L'utilisation des nouvelles technologies dans la lutte contre la Covid », *Revue de Jurisprudence Commerciale (RJC)*, n° 4, juillet 2020, p. 337-343.

LEGROS Jean-Pierre, « Note sous Ordonnance n° 2020-341 du 27 mars 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles à l'urgence sanitaire et

modifiant certaines dispositions de procédure pénale, Journal officiel n° 0076 du 28 mars 2020 », *Droit des sociétés*, n° 7, juillet 2020, p. 32-34.

- Ordonnance n° 2020-341 du 27 mars 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles à l'urgence sanitaire et modifiant certaines dispositions de procédure pénale, Journal officiel n° 0076 du 28 mars 2020,
- Ordonnance n° 2020-596 du 20 mai 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles aux conséquences de l'épidémie de covid-19, Journal officiel n° 0124 du 21 mai 2020

LOIR Romain, « Note sous Ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période, Journal officiel n° 0074 du 26 mars 2020 », *JCP E Semaine Juridique (édition entreprise)*, n° 28, juillet 2020, p. 29-30.

- Ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période, Journal officiel n° 0074 du 26 mars 2020

LOPES Pierre, « Activité partielle et Covid-19 : de nouvelles précisions réglementaires », *JCP S (édition sociale) anciennement revue Travail et protection sociale*, n° 27, juillet 2020, p. 3-5.

- Décret n° 2020-810 du 26 juin 2020

MARION Arnaud, PIENS Gaétan, DI MARCO Juilen, « La résilience de l'entreprise », *Revue Lamy Droit des affaires*, n° 161, juillet 2020, p. 32-35.

MATSOPOULOU Haritini, « La responsabilité pénale du chef d'entreprise pendant l'état d'urgence sanitaire ; Note sous Loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions, Journal officiel n° 0116 », *Revue des sociétés*, n° 7, juillet 2020, n° 8, p. 395-398.

- Loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions, Journal officiel n° 0116,
- Code de la santé publique, article L. 3136-2

MAUBLANC Jean-Pierre, « Décroissance économique et fiscalité à l'épreuve de la pandémie de coronavirus », *AJDI Actualité Juridique Droit Immobilier*, 2020, p. 365.

MONSÈRIÉ-BON Marie-Hélène et POUJADE Hélène « Les plans après l'ordonnance du 20 mai 2020 ; Note sous Ordonnance n° 2020-596, du 20 mai 2020, portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles aux conséquences de l'épidémie de Covid-19, Journal officiel n° 0124 », *Bulletin Joly Entreprises en difficulté*, n° 4, juillet 2020, p. 76-80.

- Ordonnance n° 2020-596, du 20 mai 2020, portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles aux conséquences de l'épidémie de covid-19, Journal officiel n° 0124,

- Ordonnance n° 2020-351 du 27 mars 2020 relative à l'organisation des examens et concours pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19, Journal officiel n° 0076

MONTÉРАН Thierry, « La conciliation et la sauvegarde accélérée dans les ordonnances Covid-19 ; Note sous Ordonnance n° 2020-341 du 27 mars 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles à l'urgence sanitaire et modifiant certaines dispositions de procédure pénale, Journal officiel n° 0076 du 28 mars 2020 », *La Gazette du Palais*, n° 26, juillet 2020, p. 68-69.

NOGUELLOU Rozen, « Les marchés publics et concessions face à la crise sanitaire », *Revue de droit immobilier*, n° 7, juillet 2020, p. 360-363.

NORAY Hugues de, « Comptes semestriels 2020 : quelles orientations se dégagent pour présenter les conséquences de la crise Covid-19 », *Option Finance*, n° 1567, juillet 2020, p. 46-47.

PASTOR Elodie, ARTIERES Séverine, « Reprise de l'activité : l'heure de la négociation d'entreprise a sonné ! », *Droit social*, n° 7, juillet 2020, n° 8, p. 623-626.

RADÉ Christophe, « Covid-19 et force majeure », *Droit social*, n° 7, juillet 2020, n° 8, p. 598-601.

- Code civil, article 1218

RENARD Anne, GIMONEL Cécile, « Assurance et Covid-19 : le risque pandémique est-il couvert ? », *Option Finance*, n° 1568, juillet 2020, p. 41-41.

REVUE LAMY DE LA CONCURRENCE, « Covid-19 : le Gouvernement favorise l'accès à la commande publique des entreprises en difficulté en raison de la crise sanitaire », *Revue Lamy de la Concurrence*, n° 96, juillet 2020, p. 13-14.

- Ordonnance n° 2020-738 du 17 juin 2020 portant diverses mesures en matière de commande publique. Journal officiel, 18 juin 2020

REVUE LAMY DROIT DES AFFAIRES, « Fonds de solidarité : délai étendu et conditions d'octroi précisées ; Note sous Décret n° 2020-552 du 12 mai 2020 modifiant le décret n° 2020-371 du 30 mars 2020 relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation, Journal officiel n° 0117 », *Revue Lamy Droit des affaires*, n° 161, juillet 2020, p. 12-13.

- Décret n° 2020-552 du 12 mai 2020 modifiant le décret n° 2020-371 du 30 mars 2020 relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation, Journal officiel n° 0117

RF SOCIAL, « Covid-19 : renforcement de la prestation de conseil en RH destinée aux TPE-PME », *RF Social*, n° 209, juillet 2020, p. 5-6.

ROULET Vincent, « Le CSE ? Une victime qui se porte bien ! », *Revue droit du travail Dalloz*, n° 7, juillet 2020, p. 445-447.

SAINT-GENIEST Catherine, VIEL Marion, « La Covid-19 infecte les relations bailleurs-preneurs dans l'espace confiné du bail commercial », *Option Finance*, n° 1568, juillet 2020, p. 48-50.

- Ordonnance n° 2020-316 du 25 mars 2020 relative au paiement des loyers, des factures d'eau, de gaz et d'électricité afférents aux locaux professionnels des entreprises dont l'activité est affectée par la propagation de l'épidémie de covid-19, Journal officiel n° 0074 du 26 mars 2020,
- Ordonnance n° 2020-317 du 25 mars 2020 portant création d'un fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation, Journal officiel n° 0074 du 26 mars 2020,
- Ordonnance n° 2020-560 du 13 mai 2020 fixant les délais applicables à diverses procédures pendant la période d'urgence sanitaire, Journal officiel n° 0118 du 14 mai 2020

SAINTOURENS Bernard, « Rétablissement professionnel et pandémie « Covid-19 » : fixation temporaire du plafond d'éligibilité à 15 000 euros », *Revue des procédures collectives*, n° 4, juillet 2020, p. 19-19.

- Ordonnance n° 2020-596 du 20 mai 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles aux conséquences de l'épidémie de covid-19, article 6, alinéa 2

SAINTOURENS Bernard, « Liquidation judiciaire simplifiée et pandémie « Covid-19 » : neutralisation temporaire des conditions de seuil d'effectif salarié », *Revue des procédures collectives*, n° 4, juillet 2020, p. 18-18.

- Ordonnance n° 2020-596 du 20 mai 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles aux conséquences de l'épidémie de covid-19, article 6, alinéa premier

SAINTOURENS Bernard, « Sauvegarde accélérée et pandémie « Covid-19 » : neutralisation temporaire des conditions de seuils financiers », *Revue des procédures collectives*, n° 4, juillet 2020, p. 17-18.

- Ordonnance n° 2020-596 du 20 mai 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles aux conséquences de l'épidémie de covid-19, article 3

SAINTOURENS Bernard, « Appréciation de l'état de cessation des paiements et pandémie « Covid-19 » : référence temporaire à la date du 12 mars 2020 », *Revue des procédures collectives*, n° 4, juillet 2020, p. 16-17.

- Ordonnance n° 2020-596 du 20 mai 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles aux conséquences de l'épidémie de covid-19, article 3

SEMAINE SOCIALE LAMY, « De nouvelles précisions en matière d'activité partielle », *Semaine sociale Lamy*, n° 1915, juillet 2020, p. 3-3.

- Décret n° 2020-810 du 29 juin 2020 portant modulation temporaire du taux horaire de l'allocation d'activité partielle. Journal officiel, 30 juin 2020,
- Décret n° 2020-794 du 26 juin 2020 relatif à l'activité partielle. Journal officiel, 28 juin 2020

SEUBE Jean-Baptiste, « Note sous Ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période, Journal officiel n° 0074 du 26 mars 2020 », *JCP E Semaine Juridique (édition entreprise)*, n° 28, juillet 2020, p. 26-27.

STORCK Michel, « Covid-19 : octroi d'avances en compte courant aux entreprises en difficulté par les OPC de capital investissement et les sociétés de capital-risque », *Bulletin Joly Bourse et produits financiers*, n° 4, juillet 2020, p. 8-9.

- Ordonnance n° 2020-740 du 17 juin 2020 relative à l'octroi d'avances en compte courant aux entreprises en difficulté par les organismes de placement collectif de capital investissement et les sociétés de capital-risque

STRICKLER Yves, « Crise sanitaire et procédure civile (suite) », *Procédures*, n° 7, juillet 2020, p. 13-14.

- Ordonnance n° 2020-595 du 20 mai 2020 modifiant l'ordonnance n° 2020-304 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale et aux contrats de syndic de copropriété

TEBOUL Georges, « Les effets de la crise du coronavirus sur les entreprises en difficulté : encore du nouveau ! », *Dalloz Actualité*, 1<sup>er</sup> juillet 2020.

- Circulaire DACS du 16 juin 2020

VANDERMEEREN Roland, « Covid-19 : encore de nouvelles mesures d'exception pour les contrats de la commande publique », *Bulletin pratique immobilier (BPIM)*, n° 4, juillet 2020, p. 7-8.

VERCHÈRE Arnaud, « L'application de l'amendement à la norme IFRS 16 relatif aux allègements de loyers liés à la Covid-19 dans les comptes semestriels suspendue au processus d'adoption européen », *Option Finance*, n° 1566, juillet 2020, p. 43-44.

- IASB, 28 mai 2020, Amendement à la norme IFRS 16 traitant des allègements de loyers liés à la covid-19

VINCENT Catherine, « Les articles 6 et 7 de l'ordonnance du 20 mai 2020 : Le choix du rebond au détriment des créanciers ; Note sous Ordonnance n° 2020-596, du 20 mai 2020, portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles aux conséquences de l'épidémie de Covid-19, Journal officiel n° 0124 », *Bulletin Joly Entreprises en difficulté*, n° 4, juillet 2020, p. 81-84.



- Ordonnance n° 2020-596, du 20 mai 2020, portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles aux conséquences de l'épidémie de covid-19, Journal officiel n° 0124, article 6,
- Ordonnance n° 2020-596, du 20 mai 2020, portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles aux conséquences de l'épidémie de covid-19, Journal officiel n° 0124, article 7,
- Code de commerce, article L. 642-3

VOGEL Louis et VOGEL Joseph « Les enseignements de l'affaire Amazon pour les entreprises », *Revue de Jurisprudence Sociale (RJS)*, n° 7, juillet 2020, p. 494-500.

## JUIN 2020

AABIBOU Hafsa, PARISOT Niky, HOUIN-BRESSAND Caroline, « L'impact de la crise sanitaire liée au Covid-19 sur les crédits en cours », *La Gazette du Palais*, n° 21, juin 2020, p. 74-80.

- Ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période, Journal officiel du 26 mars 2020,
- Ordonnance n° 2020-427 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions en matière de délais pour faire face à l'épidémie de covid-19, Journal officiel n° 0093 du 16 avril 2020

ANDERNACK Isabelle, « Covid-19 : quelles implications sur les rapports financiers semestriels ? », *Option Finance*, n° 1565, juin 2020, p. 46-46.

BACHELOT Luc, COURSIER Philippe, « Covid-19 : la phase 3 du déconfinement dans les entreprises », *JCP S (édition sociale) anciennement revue Travail et protection sociale*, n° 26, juin 2020, p. 8-18.

BARBIÈRI Jean-François, « État d'urgence sanitaire : l'ordonnance dite « sur les comptes » », *Revue des sociétés*, n° 6, juin 2020, p. 334-337.

- Loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19, Journal officiel n° 0072 du 24 mars 2020,
- Ordonnance n° 2020-318 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles relatives à l'établissement, l'arrêté, l'audit, la revue, l'approbation et la publication des comptes et des autres documents et informations que les personnes morales et entités dépourvues de personnalité morale de droit privé sont tenues de déposer ou publier dans le contexte de l'épidémie de covid-19, Journal officiel n° 0074 du 26 mars 2020

BASTOS Alexandre, BENTEUX Grégory, « Covid-19, le jour d'après ou le difficile équilibre entre dette et capital », *Option Finance*, Suppl 1563, juin 2020, p. 4-4.

BAUER Delphine, « Le système mis en place a bien fonctionné », *Les Petites Affiches*, n° 124, juin 2020.

BEAUGRAND Thomas, « Les règles dans l'entreprise en période de crise sanitaire », *Expertises des systèmes d'information*, n° 458, juin 2020, p. 231-238.

BENTEUX Grégory et BASTOS Alexandre, « Covid-19, le jour d'après ou le difficile équilibre entre dette et capital », *Option Finance*, Suppl 1563, juin 2020, p. 4-4.

BERNHEIM-DESVAUX Sabine, « Libres propos sur les premiers impacts du Covid-19 sur le droit de la consommation », *Contrats Concurrence Consommation*, n° 5, mai 2020, p. 42-46.

- Loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19,
- Ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période

BERTHELOT Geoffroy, « Difficultés des entreprises : une nouvelle ordonnance contre le Covid-19 », *Recueil Dalloz Sirey*, n° 20, juin 2020, p. 1168-1168.

- Ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période,
- Ordonnance n° 2020-341 du 27 mars 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles à l'urgence sanitaire et modifiant certaines dispositions de procédure pénale

BERTHELOT Geoffroy, « Covid-19 : Acte 2- Une nouvelle ordonnance portant sur le droit des entreprises en difficulté », *JCP E Semaine Juridique (édition entreprise)*, n° 23, juin 2020, p. 9-9.

- Ordonnance n° 2020-596 du 20 mai 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles aux conséquences de l'épidémie de covid-19, Journal officiel n° 0124 du 21 mai 2020

BONNEAU Pierre, « Covid-19 : les instruments offerts par le droit social pour affronter la crise », *Option Finance*, Suppl 1563, juin 2020, p. 13-13.

- Décret n° 2020-325 du 25 mars 2020 relatif à l'activité partielle, Journal officiel n° 0074 du 26 mars 2020,
- Code du travail, article L. 2254-2

BORDENAVE Alexandre, Gosset Philippe, « Covid-19 : Prêt garanti par l'État et contrats bancaires ; Note sous Loi n° 2020-473 du 25 avril 2020 de finances rectificative pour 2020 (1), Journal officiel n° 0102 du 26 avril 2020 », *Option Finance*, Suppl 1563, juin 2020, p. 15-15.

- Loi n° 2020-473 du 25 avril 2020 de finances rectificative pour 2020 (1), Journal officiel n° 0102 du 26 avril 2020

BOREL Jean-Philippe, « Coronavirus : quelles conséquences pour le notariat et les contrats en cours ? », *Actualité Juridique Droit Immobilier (AJDI)*, n° 6, juin 2020, p. 422-429.

BOSSARD Clément, KONN Alexandre, « Protéger les collaborateurs et les clients du covid-19, préserver l'office du risque pénal », *JCP N Semaine Juridique (édition notariale et immobilière)*, n° 25, juin 2020.

BOUSQUET Jean-Robert, « Opérations de M&A en France et Covid-19 : premier bilan et perspective d'avenir », *Option Finance*, n° 1564, juin 2020.

BOUTÉ Guillaume, « Le retournement d'entreprise mis à l'épreuve par la crise du covid-19 », *Option Finance*, Suppl 1563, juin 2020, p. 11-11.

- Ordonnance n° 2020-596 du 20 mai 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles aux conséquences de l'épidémie de covid-19, Journal officiel n° 0124 du 21 mai 2020

BUHAJ Céline, SEVINO Aldo, « La crise sanitaire et les marchés publics », *Opérations immobilières*, n° 126, juin 2020, p. 36-40.

BULLETIN DE L'ASSOCIATION NATIONALE DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS (ANSA), « Principales dispositions de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative ; Note sous Loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, Journal officiel n° 0187 du 31 juillet 2020 », *Bulletin de l'Association Nationale des Sociétés par Actions (ANSA)*, juin 2020, n° 20-III, p. 1-5.

- Loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, Journal officiel n° 0187 du 31 juillet 2020,
- Code général des impôts, article

BULLETIN DE L'ASSOCIATION NATIONALE DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS (ANSA), « Prorogation des délais ; Note sous Loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19, Journal officiel n° 0072 du 24 mars 2020 », *Bulletin de l'Association Nationale des Sociétés par Actions (ANSA)*, n° 2020-III, juin 2020, p. 1-7.

- Loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19, Journal officiel n° 0072 du 24 mars 2020,
- Loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises, Journal officiel n° 0119 du 23 mai 2020,
- Ordonnance n° 2020-318 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles relatives à l'établissement, l'arrêté, l'audit, la revue, l'approbation et la publication des comptes et des autres documents et informations que les personnes morales et entités dépourvues de personnalité morale de droit privé sont tenues de déposer ou publier dans le contexte de l'épidémie de covid-19, Journal officiel n° 0074 du 26 mars 2020,
- Ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais et droit d'opposition des créanciers en cas de fusion, de TUP ou de réduction de capital non motivée par des pertes, Journal officiel n° 0074 du 26 mars 2020,
- Ordonnance n° 2020-560 fixant les délais applicables à diverses procédures pendant la période d'urgence sanitaire, Journal officiel n° 0118 du 13 mai 2020,
- Ordonnance n° 2020-666 du 3 juin 2020 relative aux délais applicables en matière financière et agricole pendant l'état d'urgence sanitaire, Journal officiel n° 0136 du 4 juin 2020,

- Règlement (UE) 2020/699 établissant des mesures temporaires concernant les assemblées générales des sociétés européennes (SE) et des sociétés coopératives européennes (SEC), Journal officiel de l'Union européenne n° L 165/25 du 27 mai 2020,
- Code de commerce, article L. 225

BUY Frédéric, « La crise au supermarché », *Recueil Dalloz Sirey*, n° 22, juin 2020.

CADIET Loïc, « Procédure civile et covid-19, acte II : de l'exception au principe ? », *JCP G Semaine Juridique (édition générale)*, n° 24, juin 2020, p. 1084-1087.

CARPENTIER Elise, « Les autorisations d'urbanisme et le coronavirus », *Actualité Juridique Droit Administratif (AJDA)*, n° 21, juin 2020.

CHAMPEAUX Françoise, « Première application par le Conseil d'État du droit souple en droit du travail », *Semaine sociale Lamy*, 1912, juin 2020.

CONAN Fiona, MOLINIER Arnaud, « L'indemnisation des pertes d'exploitation liées au coronavirus : la portée de la décision du tribunal de commerce de Paris du 22 mars 2020 est à relativiser ; Note sous Tribunal de commerce de Paris, 12 mai 2020, RG n° 2020017022 », *Option Finance*, n° 1564, juin 2020, p. 48-49.

- Tribunal de commerce de Paris, 12 mai 2020, RG n° 2020017022

COULON Cédric, « Covid-19 : une proposition de loi pour associer l'État à l'indemnisation des entreprises par les compagnies d'assurance », *Responsabilité civile et assurances*, n° 6, juin 2020, p. 4-4.

COURET Alain, « Interpréter le droit des sociétés en temps de Covid-19 », *Revue des sociétés*, n° 6, juin 2020, p. 331-333.

COURSIÈRE-PLUNTZ Virginie, « Crise du covid-19 : adaptation du contrôle des concentrations à la reprise d'entreprises en difficulté », *Option Finance*, Suppl 1563, juin 2020, p. 12-12.

- Règlement (CE) n° 139/2004 du Conseil du 20 janvier 2004 relatif au contrôle des concentrations entre entreprises ("le règlement CE sur les concentrations"), Journal officiel de l'Union européenne n° L 24/1 du 29 janvier 2004,
- Code de commerce, article L. 430-4 alinéa 1

COUTANT-LAPALUS Christelle, « Fonctionnement des copropriétés pendant l'épidémie de covid-19 : de nouvelles mesures d'exception », *JCP N Semaine Juridique (édition notariale et immobilière)*, n° 23, juin 2020, p. 5-5.

- Ordonnance n° 2020-595 du 20 mai 2020 modifiant l'ordonnance n° 2020-304 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale et aux contrats de syndic de copropriété, Journal officiel n° 0124 du 21 mai 2020

DAUXERRE Nathalie, « Du collectif à l'individuel : une adaptation de l'activité partielle au service de la reprise d'activité », *JCP S (édition sociale) anciennement revue Travail et protection sociale*, n° 25, juin 2020, p. 20-26.

DEFRÉNOIS, « Covid-19 : précisions sur le point de départ de certains actes », *Répertoire du Notariat Defrénois*, n° 24, juin 2020, p. 9-10.

- Ordonnance n° 2020-666 du 3 juin 2020 relative aux délais applicables en matière financière et agricole pendant l'état d'urgence sanitaire, Journal Officiel du 4 juin 2020

DEFRÉNOIS, « Covid-19 : nouvelles mesures post-confinement », *Répertoire du Notariat Defrénois*, n° 26, juin 2020, p. 5-8.

- Loi n° 2020-734 du 17 juin 2020 relative à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne, Journal Officiel du 18 juin 2020,
- Ordonnance n° 2020-738 du 17 juin 2020 portant diverses mesures en matière de commande publique, Journal Officiel du 18 juin 2020,
- Ordonnance n° 2020-740 du 17 juin 2020 relative à l'octroi d'avances en compte courant aux entreprises en difficulté par les organismes de placement collectif de capital investissement et les sociétés de capital-risque, Journal Officiel du 18 juin 2020

DEFRÉNOIS, « Covid-19 : nouvelles précisions en matière de copropriété », *Répertoire du Notariat Defrénois*, n° 24, juin 2020, p. 8-8.

- Ordonnance n° 2020-595 du 20 mai 2020 modifiant l'ordonnance n° 2020-304 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale et aux contrats de syndic de copropriété, Journal Officiel du 21 mai 2020

DELPECH Xavier, « Crise sanitaire-Précisions sur l'application du fonds de solidarité en faveur des associations », *JurisTourisme (anciennement Tourisme et droit)*, n° 231, juin 2020, p. 12-12.

- Décret n° 2020-552 du 12 mai 2020 modifiant le décret n° 2020-371 du 30 mars 2020 relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation, Journal Officiel du 13 mai 2020

DELPECH Xavier, « Activités touristiques-Crise sanitaire-Une ordonnance au secours des professionnels des spectacles et du sport », *JurisTourisme (anciennement Tourisme et droit)*, n° 231, juin 2020, p. 39-42.

DELPECH Xavier, « Les professionnels des spectacles et du sport face à la tourment du Covid-19 », *AJ Contrats d'affaires - Concurrence - Distribution*, n° 6, juin 2020, p. 257-257.

- Ordonnance n° 2020-538 du 7 mai 2020, Journal Officiel du 8 mai 2020

DELPECH Xavier, « Soft law vs hard law », *AJ Contrats d'affaires - Concurrence - Distribution*, n° 6, juin 2020, p. 253-253.

DELPECH Xavier, « Une ordonnance au secours des professionnels des spectacles et du sport », *Juris tourisme*, n° 231, juin 2020, p. 39-42.

DELPECH Xavier, « Covid-19 : création d'un dispositif de soutien à la trésorerie des entreprises », *Dalloz Actualité*, 17 juin 2020.

DELPECH Xavier, « Nouvelle prolongation du fonds de solidarité des très petites entreprises », *Dalloz Actualité*, 17 juin 2020.

DELPECH Xavier, « Nouvel élargissement extension du fonds de solidarité des très petites entreprises », *Dalloz Actualité*, 24 juin 2020.

DONDERO Bruno, « Les dissolutions-TUP produisent leurs effets en dépit de la prorogation des délais d'opposition liée au Covid-19, Note sous Ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période, Journal officiel n° 0074 du 26 mars 2020 », *Option Finance*, n° 1563, juin 2020, p. 43-43.

- Ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période, Journal officiel n° 0074 du 26 mars 2020

DOUAOUI-CHAMSEDDINE Malika, « Octroi d'avances en compte courant aux entreprises en difficulté par les organismes de placement collectif de capital investissement et les sociétés de capital-risque ; Note sous Ordonnance n° 2020-740 du 17 juin 2020 relative à l'octroi d'avances en compte courant aux entreprises en difficulté par les organismes de placement collectif de capital investissement et les sociétés de capital-risque, Journal officiel n° 0149 du 18 juin 2020 », *JCP E Semaine Juridique (édition entreprise)*, n° 26, juin 2020, p. 12-12.

- Ordonnance n° 2020-740 du 17 juin 2020 relative à l'octroi d'avances en compte courant aux entreprises en difficulté par les organismes de placement collectif de capital investissement et les sociétés de capital-risque, Journal officiel n° 0149 du 18 juin 2020,
- Code monétaire et financier, article L. 214-27 et suivants

DOUAOUI-CHAMSEDDINE Malika, « La nouvelle loi portant diverses dispositions urgentes pour faire face aux conséquences de l'épidémie de Covid-19 est publiée ; Note sous Loi n° 2020-734 du 17 juin 2020 relative à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne, Journal officiel n° 0149 du 18 juin 2020 », *JCP E Semaine Juridique (édition entreprise)*, n° 26, juin 2020, p. 11-12.

- Loi n° 2020-734 du 17 juin 2020 relative à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne, Journal officiel n° 0149 du 18 juin 2020

FAVENNEC-HÉRY Françoise, « Quel régime pour les travailleurs des plateformes ? », *JCP S (édition sociale) anciennement revue Travail et protection sociale*, n° 23, juin 2020, p. 26-27.

FROGER-MICHON Caroline, PARCHET Aurélie, « Le dialogue social à l'heure du covid-19 », *Option Finance*, Suppl 1563, juin 2020.

GAGNAIRE François, « Subventions, prêts et avances récupérables au temps du coronavirus : de l'intérêt de bien connaître le champ des possibles pour soutenir les entreprises », *JCP A (Administrations et collectivités territoriales)*, n° 25, juin 2020, p. 41-46.

GALOKHO Cheik, « Les banques, la crise du coronavirus et le droit des aides d'État », *Revue Lamy de la Concurrence*, n° 95, juin 2020, p. 27-33.

GAUTIER Mathieu, JAAFAR Delphine, « Covid-19 et données de santé : Raison et sentiments », *La Gazette du Palais*, n° 22, juin 2020.

GILBERT François, « Ordonnance n° 2020-306 « délais » modifiée-Des dispositions générales très spéciales ; Note sous Ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période, Journal officiel n° 0074 du 26 mars 2020 », *JCP E Semaine Juridique (édition entreprise)*, n° 24, juin 2020, p. 19-19.

- Ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période, Journal officiel n° 0074 du 26 mars 2020

GILBERT François, MANTIENNE David, « Les incidences de l'ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 sur les opérations contractuelles ; Note sous Ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période, Journal officiel n° 0074 du 26 mars 2020 », *Option Finance*, Suppl 1563, juin 2020.

GOETZINGER Anne-Laure, VINCENT DU LAURIER Gilles, LESCROART Valentin, « Le Covid-19 rebat les cartes des pratiques de prix de transfert », *Option Finance*, n° 1562, juin 2020, p. 47-50.

GOMEL Benoît, « Covid-19 et opérations de M&A : évolutions attendues sur les pratiques contractuelles », *Option Finance*, Suppl 1563, juin 2020.

GONZALEZ Gérard, « Covid-19 : le Conseil d'État au chevet de la liberté de culte », *JCP G Semaine Juridique (édition générale)*, n° 24, juin 2020.

GOOSENS Philippe, « L'entreprise face au risque pénal du fait du Covid-19 », *JCP G Semaine Juridique (édition générale)*, n° 23, juin 2020, p. 1078-1078.

GOUËZEL Antoine, « De nouvelles modifications pour l'ordonnance délais : entre continuité et changement », *AJ Contrats d'affaires - Concurrence - Distribution*, n° 6, juin 2020, p. 256-256.

- Ordonnance n° 2020-539 du 7 mai 2020, Journal Officiel du 8 mai 2020, Ordonnance n° 2020-560 du 13 mai 2020, Journal Officiel du 14 mai 2020

GRUMBERG Armand, BARRIERE François, DARRIET Pierre-Hadrien « Quel avenir pour l'activisme actionnarial ? », *Revue Banque*, suppl 845, juin 2020, p. 68-70.

GUYADER Hervé, « Covid-19 et force majeure : une approche comparatiste entre le droit chinois, le droit français et le droit anglais », *Revue Lamy Droit des affaires*, n° 160, juin 2020, p. 42-45.

HAFTEL Bernard, « Le Covid-19 et les contrats internationaux », *Recueil Dalloz Sirey*, n° 19, mai 2020, p. 1040-1042.

- Décret n° 2020-260 du 16 mars 2020 portant réglementation des déplacements dans le cadre de la lutte contre la propagation du virus covid-19,
- Loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19,
- Ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période,
- Ordonnance n° 2020-427 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions en matière de délais pour faire face à l'épidémie de covid-19

HARAVON Michaël, « La justice civile en temps de crise sanitaire », *JCP G Semaine Juridique (édition générale)*, n° 24, juin 2020, p. 1115-1121.

HAYAT Olivier, « Stratégie de contrôle 2020 de la Cnil : le cap va-t-il changer ? », *Expertises des systèmes d'information*, n° 458, juin 2020, p. 216-220.

HOAREAU Stéphane, « Crise Covid-19 et mesures d'urgence : le point de vue du mandataire judiciaire », Dossier Etat d'urgence sanitaire : les adaptations du droit des entreprises en difficulté, *Bulletin Joly Entreprises en difficulté*, n° 3, mai-juin 2020, p. 83-84.

IZARD Sabine, « De nouvelles mesures d'urgence à venir », *Semaine sociale Lamy*, n° 1911, juin 2020, p. 2-2.

- Assemblée nationale, Projet de loi relatif à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures d'urgence ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne, 3 juin 2020

IZARD Sabin, « Les chantiers sociaux de ces prochaines semaines », *Semaine sociale Lamy*, n° 1912, juin 2020, p. 2-3.

IZARD Sabine, « La dernière loi d'urgence est publiée », *Semaine sociale Lamy*, n° 1913, juin 2020, p. 2-4.

IZARD Sabine, « De nouvelles ordonnances à paraître », *Semaine sociale Lamy*, n° 1908, mai 2020, p. 2-4.

JACQUIN André, « La révision triennale post Covid-19 : gare aux épines ! ; Note sous Ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence



sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période, Journal officiel n° 0074 du 26 mars 2020 », *La Gazette du Palais*, n° 24, juin 2020, p. 58-61.

- Ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période, Journal officiel n° 0074 du 26 mars 2020,
- Ordonnance n° 2020-316 du 25 mars 2020 relative au paiement des loyers, des factures d'eau, de gaz et d'électricité afférents aux locaux professionnels des entreprises dont l'activité est affectée par la propagation de l'épidémie de covid-19, Journal officiel n° 0074 du 26 mars 2020

JCP G (ÉDITION GÉNÉRALE), « Allègement du paiement de la CFE dans certains secteurs », *JCP G Semaine Juridique (édition générale)*, n° 24, juin 2020, p. 1100-1100.

- Minefi, communiqué, 5 juin 2020

JCP G (ÉDITION GÉNÉRALE), « Nouveau dispositif ad hoc de soutien à la trésorerie des entreprises fragilisées », *JCP G Semaine Juridique (édition générale)*, n° 25, juin 2020, p. 1156-1156.

- Décret n° 2020-712 du 12 juin 2020, Journal Officiel du 13 juin 2020, texte n° 17

JCP N SEMAINE JURIDIQUE (ÉDITION NOTARIALE ET IMMOBILIÈRE), « Coronavirus : délais applicables en matière financière et agricole pendant l'état d'urgence sanitaire ; Note sous Ordonnance n° 2020-666 du 3 juin 2020 relative aux délais applicables en matière financière et agricole pendant l'état d'urgence sanitaire, Journal officiel n° 0136 du 4 juin 2020 », *JCP N Semaine Juridique (édition notariale et immobilière)*, n° 24, juin 2020.

JCP S (ÉDITION SOCIALE), « Covid-19 : certains délais « sociaux » sont à nouveau modifiés », *JCP S (édition sociale) anciennement revue Travail et protection sociale*, n° 25, juin 2020.

JCP S (ÉDITION SOCIALE), « Le fonds de solidarité « Covid-19 » est prolongé jusqu'au 31 décembre 2020 », *JCP S (édition sociale) anciennement revue Travail et protection sociale*, n° 24, juin 2020.

JCP S (ÉDITION SOCIALE), « La seconde loi d'urgence « Covid-19 » est publiée », *JCP S (édition sociale) anciennement revue Travail et protection sociale*, n° 25, juin 2020, p. 8-8.

- Loi n° 2020-734, 17 juin 2020, Journal Officiel du 18 juin 2020, texte n° 1

JCP S (ÉDITION SOCIALE), « Covid-19 : de nouvelles entreprises éligibles au fonds de solidarité », *JCP S (édition sociale) anciennement revue Travail et protection sociale*, n° 26, juin 2020, p. 3-4.

- Décret n° 2020-757 du 20 juin 2020, Journal Officiel du 21 juin 2020, texte n° 15

JOUVION Frédéric, MICHELEZ Étienne, « L'acte notarié sur support électronique sans présence ni représentation de l'une des parties : comment conjuguer avancée technologique et renforcement de la fonction notariale », *JCP N Semaine Juridique (édition notariale et immobilière)*, n° 24, juin 2020, p. 10-13.

KIRILOWITS Nicolas, « Covid-19 : “La reprise d’activité doit être pensée de manière méthodique et priorisée” », *Les Petites Affiches*, n° 125, juin 2020, p. 3-4.

KIRILOWITS, « Tourisme en Île-de-France : « Les acteurs du marché ont besoin de visibilité et de stabilité », *Les Petites Affiches*, n° 121, juin 2020, p. 7-8.

KIRILOWITS Nicolas, « Coronavirus : “il n’y a pas de chômage partiel aux États-Unis” », Entretien avec Laurence Ruiz, *Les Petites Affiches*, n° 115, juin 2020, p. 6-9.

LACHIÈZE Christophe, « Covid-19 : une ordonnance pour aider les professionnels du sport et de la culture », *JCP G Semaine Juridique (édition générale)*, n° 23, juin 2020, p. 1048-1048.

- Ordonnance n° 2020-538 du 7 mai 2020, Journal Officiel du 8 mai 2020, texte n° 32

LAGRAULET Pierre-Edouard, « Incidence de la décision du Conseil constitutionnel du 28 mai 2020 sur les dispositions des ordonnances relatives au droit de la copropriété », *JCP G Semaine Juridique (édition générale)*, n° 24, juin 2020.

LAHALLE Thibault, « Covid et activité partielle », *Les Petites Affiches*, n° 113, juin 2020, p. 15-26.

LAINÉ Thibault, « Covid-19 et procédures collectives : une nouvelle ordonnance pour aider les entreprises en difficultés ; Note sous Ordonnance n° 2020-596 du 20 mai 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles aux conséquences de l’épidémie de covid-19, Journal officiel n° 0124 du 21 mai 2020 », *Revue Lamy Droit des affaires*, n° 160, juin 2020, p. 4-5.

- Ordonnance n° 2020-596 du 20 mai 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles aux conséquences de l’épidémie de covid-19, Journal officiel n° 0124 du 21 mai 2020

LAPORTE Christian, « Suspension des délais dans la procédure de saisie immobilière pendant l’épidémie de Covid-19 », *JCP G Semaine Juridique (édition générale)*, n° 20, mai 2020, p. 986-987.

LASSERRE-CAPDEVILLE Jérôme, « Nouveau dispositif de soutien à la trésorerie des entreprises fragilisées suite à la crise liée à la covid-19 », *JCP G Semaine Juridique (édition générale)*, n° 26, juin 2020, p. 1203-1203.

- Décret n° 2020-712 du 12 juin 2020, Journal Officiel du 13 juin 2020, texte n° 17

LAVALLART Véronique, « Covid-19 : les adaptations en matière d’épargne salariale », *Option Finance*, n° 1563, juin 2020, p. 44-44.

LAVALLART Véronique, « L’adaptation de l’activité partielle aux enjeux de la reprise et la lutte contre la fraude », *Option Finance*, n° 1561, juin 2020, p. 53-53.

LE CORRE Pierre-Michel, « Le privilège de la sauvegarde et du redressement », *Lexbase Hebdo - Edition Affaires*, n° 638, juin 2020.

- Ordonnance n° 2020-596 du 20 mai 2020, portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles aux conséquences de l'épidémie de covid-19, art. 5, IV

LE CORRE Pierre-Michel, « Publication d'une seconde ordonnance portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles aux conséquences de l'épidémie de covid-19 », *Lexbase Hebdo - Edition Affaires*, n° 637, juin 2020.

LE NINIVIN Alexandre, KARAPETIAN Anais, « La Médiation du crédit, une institution utile face à la crise liée à l'épidémie de Covid-19 », *La Gazette du Palais*, n° 21, juin 2020, p. 86-88.

LEBEL Christine, « Adaptation des règles relatives au droit des exploitations agricoles en difficulté en raison de l'urgence sanitaire », *Revue de droit rural*, n° 484, juin 2020, p. 32-34.

- Ordonnance n° 2020-341 du 27 mars 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles à l'urgence sanitaire et modifiant certaines dispositions de procédure pénale, Journal Officiel du 28 mars 2020,
- Ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période, Journal Officiel du 26 mars 2020,
- Loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19, Journal Officiel du 24 mars 2020,
- Code de commerce, article L. 631-1,
- Code de commerce, article L. 631-8,
- Code de commerce, article L. 645-1,
- Code rural et de la pêche maritime, articles L. 351-1 à L. 351-7,
- Code de commerce, article L. 631-15,
- Code de commerce, article L. 626-26,
- Code de commerce, article L. 661-9,
- Code de procédure civile, article 446-1,
- Code général des impôts, article 14 B,
- Code général des impôts, article 92 B,
- Code général des impôts, article 39,
- Code général des impôts, article 93 A,
- Code général des impôts, article 209

LEBEL Christine, « Difficultés des entreprises et des exploitations agricoles face au covid-19 : adaptation des règles », *JCP N Semaine Juridique (édition notariale et immobilière)*, n° 24, juin 2020, p. 7-8.

- Ordonnance n° 2020-341 du 27 mars 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles à l'urgence sanitaire et modifiant certaines dispositions de procédure pénale, Journal officiel n° 0076 du 28 mars 2020,
- Ordonnance n° 2020-596 du 20 mai 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles aux conséquences de l'épidémie de covid-19, Journal officiel n° 0124 du 21 mai 2020

LEFAILLET Christophe, QUINTARD Clémentine, « Versement de dividendes et covid-19 : entre soft law et risque de responsabilité », *Option Finance*, Suppl 1563, juin 2020.

LEQUATRE Delphine, « La nouvelle PPE : quels moyens au service de ses ambitions ? », *Bulletin de Droit de l'Environnement Industriel (BDEI)*, NS87, juin 2020, p. 5-7.

LEVENEUR Laurent, « Délais relatifs aux garanties dues par le vendeur et état d'urgence sanitaire », *Contrats Concurrence Consommation*, n° 6, juin 2020, p. 65-65.

- Ordonnance n° 2020-306, 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période

LICHÈRE François, « La commande publique, la crise sanitaire et la relance économique », *Actualité Juridique Droit Administratif (AJDA)*, n° 20, juin 2020, p. 1105-1108.

- Ordonnance, n° 2020-319, 25 mars 2020

LINDITCH Florian, « Nouvelles dispositions exceptionnelles relatives aux marchés. L'ordonnance du 17 juin 2020 et l'article 38 de la loi du 17 juin 2020 portant diverses modifications du Code de la commande publique », *JCP A (Administrations et collectivités territoriales)*, n° 26, juin 2020, p. 20-22.

- Ordonnance n° 2020-738 du 17 juin 2020 portant diverses mesures en matière de commande publique,
- Loi n° 2020-734 du 17 juin 2020 relative à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne

LUGAN Sarah, GIANVITI Philippe, REIGNE Philippe, « Les prêts garantis par l'État dans tous leurs états », *Opérations immobilières*, n° 126, juin 2020, p. 52-54.

MACORIG-VENIER Francine, THERON Julien, « Avant-propos », Dossier Etat d'urgence sanitaire : les adaptations du droit des entreprises en difficulté, *Bulletin Joly Entreprises en difficulté*, n° 3, mai-juin 2020, p. 55-56.

MACORIG-VENIER Francine, « La neutralisation de la cessation des paiements au cœur des mesures d'adaptation temporaire du droit des entreprises en difficulté à l'état d'urgence sanitaire », Dossier Etat d'urgence sanitaire : les adaptations du droit des entreprises en difficulté, *Bulletin Joly Entreprises en difficulté*, n° 3, mai-juin 2020, p. 64-69.

MALBLANC Matthias, « L'épandage de pesticides en période de covid-19 : pas d'urgence selon le Conseil d'État », *JCP A (Administrations et collectivités territoriales)*, n° 24, juin 2020.

MALLET Ludivine, « La résilience de la communication financière à l'épreuve de 2020 », *Option Finance*, n° 1562, juin 2020, p. 45-45.

MARTINET Julien, « Les ordonnances "justice" des 25 et 27 mars 2020, aménageant les délais et les procédures civile, pénale, administrative et de prévention des difficultés ; Note sous Ordonnance n° 2020-303 du 25 mars 2020, Ordonnance n° 2020-304 du 25 mars 2020, Ordonnance n° 2020-305 du

25 mars 2020, Ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 et Ordonnance n° 2020-341 du 27 mars 2020 », *Banque et Droit*, n° 191, juin 2020, p. 4-11.

- Ordonnance n° 2020-303 du 25 mars 2020 portant adaptation de règles de procédure pénale sur le fondement de la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19, Journal officiel n° 0074 du 26 mars 2020,
- Ordonnance n° 2020-304 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale et aux contrats de syndic de copropriété, Journal officiel n° 0074 du 26 mars 2020,
- Ordonnance n° 2020-305 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles applicables devant les juridictions de l'ordre administratif, Journal officiel n° 0074 du 26 mars 2020,
- Ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période, Journal officiel n° 0074 du 26 mars 2020,
- Ordonnance n° 2020-341 du 27 mars 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles à l'urgence sanitaire et modifiant certaines dispositions de procédure pénale, Journal officiel n° 0076 du 28 mars 2020

MERLE Philippe, « Covid-19, les commissaires aux comptes et l'alerte », *Recueil Dalloz Sirey*, n° 20, juin 2020, p. 1117-1118.

- Ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période,
- Ordonnance n° 2020-341 du 27 mars 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles à l'urgence sanitaire et modifiant certaines dispositions de procédure pénale,
- Ordonnance n° 2020-596 du 20 mai 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles aux conséquences de l'épidémie DE COVID-19

METAIS Philippe, VALETTE Elodie, MARTIN Garance, « L'effet catalyseur du covid-19 sur la responsabilité sociétale des entreprises », *Le droit en débats, Dalloz Actualité*, 26 juin 2020.

MICHON Charlotte, SAVOUREY Elsa, « COVID-19, respect des droits humains et premières démarches pour les entreprises », *Revue internationale de la compliance et de l'éthique des affaires*, n° 3, juin 2020, p. 35-36.

MILLOT Florent, LEFEBVRE Clara, « La rupture conventionnelle du contrat de travail en période de confinement et de déconfinement », *JCP S (édition sociale) anciennement revue Travail et protection sociale*, n° 24, juin 2020, p. 7-9.

MINEFI 8 juin 2020, « Un guide pour la sécurité des salariés, des employeurs et des clients des HCR est mis à disposition », *JCP S (édition sociale) anciennement revue Travail et protection sociale*, n° 24, juin 2020.

MORALES Valérie, FLEURY-GAZET Stéphanie, « Comment obtenir l'indemnisation des pertes d'exploitation par son assureur », *Lexbase Hebdo - Edition Privée Générale*, n° 828, juin 2020.

MOREL-MAROGER Juliette, « La supervision bancaire européenne et internationale à l'épreuve du Covid-19 ; Note sous Banque Centrale Européenne (BCE), communiqué, 16 avril 2020, Autorité Bancaire Européenne (ABE), déclaration, 12 mars 2020, Comité de Bâle, 27 mars 2020 et Conseil de Stabilité Financière (CSF), 20 mars 2020 », *Banque et Droit*, n° 191, juin 2020, p. 70-71.

MOUSSERON Pierre, « Covid-19 et prérogatives usuelles », *JCP E Semaine Juridique (édition entreprise)*, n° 25, juin 2020, p. 35-35.

PAULHAC Camille, « Soutien massif aux économies européennes : 1900 milliards d'euros d'aide d'État autorisés », *Contrats Concurrence Consommation*, n° 6, juin 2020, p. 2-2.

PÉRINET-MARQUET Hugues, « Nouvelles adaptations temporaires au droit de la copropriété », *JCP G Semaine Juridique (édition générale)*, n° 24, juin 2020, p. 1088-1089.

PÉRINET-MARQUET Hugues, « Covid-19 et contrats de construction : qui paiera les surcoûts ? », *Construction-Urbanisme*, n° 6, juin 2020, p. 1-3.

PERROTIN Frédérique, « Crise sanitaire et force majeure », Entretien avec Corinne Lecocq, *Les Petites Affiches*, n° 118, juin 2020, p. 8-12.

PETITIER Marc, « Des dividendes en confinement : enjeux pour les actionnaires », *Revue Banque*, suppl 845, juin 2020, p. 43-47.

PIÉDELIÈVRE Stéphane, « Coronavirus : la fin de la suspension des délais dans la saisie immobilière », *JCP N Semaine Juridique (édition notariale et immobilière)*, n° 24, juin 2020, p. 16-17.

- Ordonnance n° 2020-595 du 20 mai 2020 modifiant l'ordonnance n° 2020-304 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale et aux contrats de syndic de copropriété, Journal officiel n° 0124 du 21 mai 2020

PIGNAUD Xavier, « Maintien des garanties de protection sociale complémentaire des salariés en activité partielle et Covid-19 », *Semaine sociale Lamy*, n° 1913, juin 2020, p. 5-7.

PRODHOMME Isabelle, SOMMELET Cécile, « Le droit d'opposition des créanciers à l'épreuve de la réglementation liée au Covid-19 : un imbroglio juridique », *La Gazette du Palais*, n° 23, juin 2020, p. 48-51.

PROROK Johan, « Adaptation des règles de réunion et de délibération ; Note sous Ordonnance n° 2020-321 du 25 mars 2020 et Décret n° 2020-418 du 10 avril 2020 », *Banque et Droit*, n° 191, juin 2020, p. 41-42.

PROROK Johan, « Adaptation des règles relatives aux comptes ; Notes sous Ordonnance n° 2020-318 du 25 mars 2020 », *Banque et Droit*, n° 191, juin 2020, p. 43-44.

QUOY Nicolas, BOULLET Antoine, « Plans de continuité d'activité et reprise après désastre », *Expertises des systèmes d'information*, n° 458, juin 2020, p. 248-249.

REN Xu, DUPREZ Richard, « COVID-19 : les droits de propriété intellectuelle comme levier de financement », *Revue Lamy droit de l'immatériel ex Lamy droit de l'informatique*, n° 171, juin 2020, p. 42-45.

REVUE LAMY DE LA CONCURRENCE, « Covid-19 : l'Autorité accepte d'éclairer les entreprises sur la conformité de leur comportement pendant la crise », *Revue Lamy de la Concurrence*, n° 95, juin 2020, p. 5-6.

- Autorité de la concurrence, communiqué de presse, 22 avril 2020

REVUE LAMY DROIT DES AFFAIRES, « Covid-19 : nouvelle prolongation du fonds de solidarité aux entreprises », *Revue Lamy Droit des affaires*, n° 160, juin 2020, p. 11-11.

- Décret n° 2020-552 du 12 mai 2020 modifiant le décret n° 2020-371 du 30 mars 2020 relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation, Journal officiel n° 0117 du 13 mai 2020,
- Décret n° 2020-433 du 16 avril 2020 modifiant le décret n° 2020-371 du 30 mars 2020 relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation, Journal officiel n° 0094 du 17 avril 2020

REVUE LAMY DROIT DES AFFAIRES, « Covid-19 et trésorerie des entreprises : précisions concernant la garantie de l'État ; Note sous Arrêté du 17 avril 2020 portant modification de l'arrêté du 23 mars 2020 accordant la garantie de l'État aux établissements de crédit et sociétés de financement en application de l'article 6 de la loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020, Journal officiel n° 0097 du 21 avril 2020 », *Revue Lamy Droit des affaires*, n° 160, juin 2020, p. 10-11.

- Arrêté du 17 avril 2020 portant modification de l'arrêté du 23 mars 2020 accordant la garantie de l'État aux établissements de crédit et sociétés de financement en application de l'article 6 de la loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020, Journal officiel n° 0097 du 21 avril 2020,
- Arrêté du 2 mai 2020 portant modification de l'arrêté du 23 mars 2020 accordant la garantie de l'État aux établissements de crédit et sociétés de financement en application de l'article 6 de la loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020, Journal officiel n° 0109 du 4 mai 2020,
- Arrêté du 6 mai 2020 portant modification de l'arrêté du 23 mars 2020 accordant la garantie de l'État aux établissements de crédit et sociétés de financement en application de l'article 6 de la loi n° 2020-289 de finances rectificative pour 2020, Journal officiel n° 0112 du 7 mai 2020,
- Loi n° 2020-473 du 25 avril 2020 de finances rectificative pour 2020, Journal officiel n° 0102 du 26 avril 2020

RF SOCIAL, « Covid-19 et licenciement économique », *RF Social*, n° 208, juin 2020, p. 40-40.

RF SOCIAL, « L'activité partielle sous le contrôle de l'administration », *RF Social*, n° 208, juin 2020, p. 10-11.

RF SOCIAL, « Covid-19 : un questions/réponses sur les masques et les obligations des entreprises », *RF Social*, n° 208, juin 2020, p. 7-7.

RF SOCIAL, « Le contrat à durée déterminée », *RF Social*, NS208, juin 2020, p. 4-4.

RF SOCIAL, « Covid-19 : revoir les objectifs fixés aux salariés », *RF Social*, n° 208, juin 2020, p. 14-14.

RIOCHE Steven, « Les mesures sociales du second projet de loi d'urgence », *JCP S (édition sociale) anciennement revue Travail et protection sociale*, n° 24, juin 2020, p. 3-6.

ROCHE Vincent, RIOCHE Steven, « La prime exceptionnelle de pouvoir d'achat au temps du Covid-19 », *JCP S (édition sociale) anciennement revue Travail et protection sociale*, n° 25, juin 2020, p. 13-19.

RODRIGUES Elsa, AMAR Claude, « L'heure de gloire a-t-elle sonné pour les modes alternatifs de règlement des litiges ? », *Option Droit & Affaires*, n° 497, juin 2020, p. 8-9.

ROLLAND-BLANCHARD Anne, TAILLEFER Anne, « Quels risques encourus pour le défaut de paiement des loyers commerciaux au regard des ordonnances n°s 2020-306 et 2020-316 », *Les Petites Affiches*, n° 123, juin 2020, p. 9-15.

ROULET Vincent, « Protection sociale complémentaire et Covid-19 : des organismes assureurs très discrets », *Droit social*, n° 6, juin 2020, p. 564-564.

ROUSSILLE Myriam, « Prêt garanti par l'État, dispositif exceptionnel de soutien aux entreprises face à la crise sanitaire », *La Gazette du Palais*, n° 21, juin 2020, p. 81-85.

- Loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020, Journal officiel n° 0072 du 24 mars 2020,
- Loi n° 2020-473 du 25 avril 2020 de finances rectificative pour 2020, Journal officiel n° 0102 du 26 avril 2020

RUDELLI Delphine, UHRING Lucile, « A l'international », *JCP S (édition sociale) anciennement revue Travail et protection sociale*, n° 25, juin 2020, p. 5-7.

SALATI Olivier, « Covid-19 : quelques précisions sur le sort des procédures civiles d'exécution et des délais de procédure », *La Gazette du Palais*, n° 21, juin 2020, p. 89-90.

- Ordonnance n° 2020-304 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale et aux contrats de syndic de copropriété, Journal officiel n° 0074 du 26 mars 2020,
- Ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période, Journal officiel du 26 mars 2020

SANDER Éric, « Incidence de l'état d'urgence sanitaire sur les actes sous seing privé translatifs de propriété immobilière en Alsace-Moselle », *JCP N Semaine Juridique (édition notariale et immobilière)*, n° 24, juin 2020, p. 9-10.



- Ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période, article 2

SCHWAB Olivier, LAM Christophe, « Loi Pacte et Covid-19 : vers une attractivité accrue du marché des offres publiques ? », *Option Finance*, n° 1561, juin 2020, p. 55-55.

SCHULTZ Philippe, « Urgence sanitaire et résolution des contrats relatifs aux loisirs », *Le Journal des accidents et des catastrophes*, n° 197, juin 2020, p. 4-4.

SEMAINE SOCIALE LAMY, « Les Directe en première ligne pour accompagner la reprise », *Semaine sociale Lamy*, n° 1910, juin 2020, p. 4-5.

SEMAINE SOCIALE LAMY, « Une ordonnance adapte de nouveau la procédure prud'homale », *Semaine sociale Lamy*, n° 1910, juin 2020, p. 3-3.

- Ordonnance n° 2020-595 du 20 mai 2020 modifiant l'ordonnance n° 2020-304 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale et aux contrats de syndic de copropriété

SERENO Sophie, « Le droit social à l'épreuve du Covid-19 », *La Gazette du Palais*, n° 20, juin 2020, p. 53-53.

- Loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19, Journal officiel n° 0072 du 24 mars 2020,
- Loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions, Journal officiel n° 0116 du 12 mai 2020

SERRANO Emmanuelle, « Jacques-Philippe Gunther, associé, Latham & Watkins : « Bruxelles a d'abord à cœur de défendre le consommateur, pas les salariés » », *Entretien, Option Droit & Affaires*, n° 496, juin 2020, p. 4-4.

STAES Olivier, "Incidence de l'article 2 de l'ordonnance n°2020-306 sur les délais de procédure du traitement des entreprises en difficulté », Dossier Etat d'urgence sanitaire : les adaptations du droit des entreprises en difficulté, *Bulletin Joly Entreprises en difficulté*, n° 3, mai-juin 2020, p. 70-73.

SUPIOT Marie, « AGOA 2020 de SARL et approbation des comptes annuels d'une EURL », *JCP E Semaine Juridique (édition entreprise)*, n° 25, juin 2020, p. 15-26.

- Loi n° 2019-744 du 19 juillet 2019 de simplification, de clarification et d'actualisation du droit des sociétés, Journal officiel n° 0167 du 20 juillet 2019,
- Ordonnance n° 2020-318 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles relatives à l'établissement, l'arrêté, l'audit, la revue, l'approbation et la publication des comptes et des autres documents et informations que les personnes morales et entités dépourvues de personnalité morale de droit privé sont tenues de déposer ou publier dans le contexte de l'épidémie de covid-19, Journal officiel n° 0074 du 26 mars 2020

SZEKELY Alexandra, « Éclairage sur les mesures récentes pour les entreprises en difficulté », *Option Droit & Affaires*, n° 496, juin 2020, p. 8-9.

- Ordonnance n° 2020-596 du 20 mai 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles aux conséquences de l'épidémie de Covid-19

TARDY-JOUBERT Sophie, « Les entreprises ne doivent pas avoir peur du tribunal », *Les Petites Affiches*, n° 113, juin 2020, p. 3-4.

TARDY-JOUBERT Sophie, « Le travail à distance va s'étendre », *Les Petites Affiches*, n° 118, juin 2020.

TEBOUL Georges, « Covid-19 et nouvelles mesures pour les entreprises en difficulté : une tapisserie de Pénélope ? ; Note sous Ordonnance n° 2020-596, 20 mai 2020, portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles aux conséquences de l'épidémie de covid-19, Journal officiel n° 0124 du 21 mai 2020 », *La Gazette du Palais*, n° 20, juin 2020, p. 19-19.

THERON Julien, « Aménager le livre VI et prolonger les délais, mais pour combien de temps ? », Dossier Etat d'urgence sanitaire : les adaptations du droit des entreprises en difficulté, *Bulletin Joly Entreprises en difficulté*, n° 3, mai-juin 2020, p. 57-63.

THIBIERGE Louis, « Coronavirus et contrats dans le secteur sportif : quelles solutions juridiques face aux conséquences de la pandémie ? », *Lexbase Hebdo - Edition Privée Générale*, n° 826, juin 2020.

THIERACHE Corinne, BUI Carole, « Déconfinement et données de santé : sortez couverts ! », *Expertises des systèmes d'information*, n° 458, juin 2020, p. 221-228.

TORT Éric, « Covid-19 et recommandations de l'ANC sur les clôtures comptables 2020 : focus sur les règles françaises », *Option Finance*, n° 1563, juin 2020, p. 45-46.

- ANC, 18 mai 2020, Recommandations et observations relatives à la prise en compte de l'impact du Covid-19 dans les comptes établis à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020

VALLENS Jean-Luc, « L'adaptation du droit des entreprises en difficulté à l'épidémie du Covid-19 : l'Europe en ordre dispersé », Dossier Etat d'urgence sanitaire : les adaptations du droit des entreprises en difficulté, *Bulletin Joly Entreprises en difficulté*, n° 3, mai-juin 2020, p. 93-96.

VERROUST-VALLIOT Constance, PELLETIER Serge « L'impact du covid-19 sur les contrats de droit privé », *Dalloz Actualité*, 9 juin 2020.

VILLEDIEU Anne-Laure, FAVERO Eléonore, « Protéger les données personnelles des salariés : avez-vous les bons gestes (barrières) ? », *Option Finance*, n° 1561, juin 2020, p. 51-52.

- Code du travail, article L. 4121-1

VILLENEUVE Pierre, « La commande publique de l'État au soutien du BTP. À propos de la circulaire n° 6177/SG du 9 juin 2020 », *JCP A (Administrations et collectivités territoriales)*, n° 25, juin 2020, p. 6-8.

- Circulaire n° 6177/SG du 9 juin 2020

VOGEL Louis, VOGEL Joseph, « Possibilités, limites et exclusions du recours à l'imprévision dans la crise du Covid-19 », *AJ Contrat*, n° 6, juin 2020, p. 275-279.

VUATTOUX Samuel, « Le décret n° 2020-370 du 30 mars 2020 complétant le décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 et ses dispositions en matière de transport maritime de personnes », *Les Petites Affiches*, n° 125, juin 2020, p. 10-12.

WILHELM Terence, « Comment intégrer les effets de la pandémie du Covid-19 dans les politiques de prix de transfert (réponses pratiques aux questions remontées du terrain) ? », *Les Nouvelles Fiscales*, n° 1268, juin 2020, p. 22-27.

ZOLYNSKI Célia, MAXWELL Winston, « Protection des données personnelles juillet 2019-mai 2020 », *Recueil Dalloz Sirey*, n° 22, juin 2020, p. 1262-1273.

## MAI 2020

ANCEL Bruno, « Les contrats français et américains face au Covid-19 : un futur nimbé d'incertitude ? », *AJ Contrats d'affaires - Concurrence - Distribution*, n° 5, mai 2020, p. 217-221.

ANTOINE Delphine, « Covid-19 : le grippage des loyers commerciaux », *Les Petites Affiches*, n° 97, mai 2020, p. 9-14.

AYRAULT Ludovic, « L'incidence de la crise sanitaire sur les procédures fiscales », *Procédures*, n° 5, mai 2020, p. 50-52.

- Loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19,
- Ordonnance n° 2020-303 du 25 mars 2020 portant adaptation de règles de procédure pénale sur le fondement de la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19,
- Ordonnance n° 2020-304 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale et aux contrats de syndic de copropriété,
- Ordonnance n° 2020-305 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles applicables devant les juridictions de l'ordre administratif

BACH Coralie, « Il est essentiel que les aides publiques ne financent pas le monde d'avant », Entretien avec Arnaud Marion, *Option Droit & Affaires*, n° 494, mai 2020, p. 4-4.

BAKHTIARI Zartoshte, « La responsabilité pénale de l'employeur à l'épreuve du Covid-19 », *Semaine sociale Lamy*, n° 1909, mai 2020, p. 10-14.

- Décret n° 2020-325 du 25 mars 2020 relatif à l'activité partielle,
- Loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions

- DELATTRE Christophe, « Quel rôle pour le ministère public dans le traitement des procédures d'insolvabilité à la suite du Covid-19 ? », *Bulletin Joly Entreprises en difficulté*, n° 3, mai 2020, p. 10-15.

BATTISTINI Patrice, « Crise sanitaire et tour d'horizon des principales mesures affectant le domaine immobilier », *Le Journal des accidents et des catastrophes*, n° 196, mai 2020, p. 4-4.

BATTISTINI Patrice, « Covid-19 et urbanisme : précisions sur le renouvellement du contrat de syndic et de la suspension des délais », *Les Petites Affiches*, n° 108, mai 2020, p. 10-14.

BAUER Delphine, « Les ressources humaines : en première ligne dans l'entreprise face au coronavirus », Entretien avec Audrey Richard, *Les Petites Affiches*, n° 91, mai 2020, p. 5-7.

BÉDIER Laure, ECKERT Gabriel, « Covid-19 et commande publique : 3 questions à... Laure Bédier », *Contrats et Marchés publics*, n° 5, mai 2020, p. 7-7.

- Loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19, Journal Officiel du 24 mars 2020,
- Ordonnance n° 2020-319 du 25 mars 2020 portant diverses mesures d'adaptation des règles de passation, de procédure ou d'exécution des contrats soumis au code de la commande publique et des contrats publics qui n'en relèvent pas pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de Covid-19,
- Code de la commande publique

BERTHELOT Geoffroy, « Covid-19 : les rythmes du droit des entreprises en difficulté à l'épreuve du temps », *JCP E Semaine Juridique (édition entreprise)*, n° 20, mai 2020, p. 21.

- Ordonnance n° 2020-304 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale et aux contrats de syndic de copropriété, Journal officiel n° 0074 du 26 mars 2020,
- Ordonnance n° 2020-341 du 27 mars 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles à l'urgence sanitaire et modifiant certaines dispositions de procédure pénale, Journal officiel n° 0076 du 28 mars 2020

BETTONI Lucas, « Droit de la concurrence. L'application du droit des pratiques anticoncurrentielles dans le contexte de pandémie de COVID-19 », *Contrats Concurrence Consommation*, n° 5, mai 2020, p. 18-25.

BIGAS Xavier, LERON Jérôme, « La prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures », *Le Moniteur - Contrats publics*, n° 209, mai 2020, p. 1-6.

BOCQUILLON Lucie, MARTINET Laurent, ROUER Vincent, LENOURY Hélène, « Covid-19 : Comment faire face aux difficultés d'exécution des contrats de droit privé ? », *Les Petites Affiches*, n° 99, mai 2020, p. 10-14.

BORGA Nicolas, THERON Julien, « Ordonnance n° 2020-341 du 27 mars 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles à l'urgence sanitaire et modifiant certaines dispositions de procédure pénale et Ordonnance n° 2020-596 du 20 mai 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles aux conséquences de l'épidémie de covid-19 », *Revue de Jurisprudence Commerciale (RJC)*, n° 3, mai 2020, p. 249-257.

- Ordonnance n° 2020-341 du 27 mars 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles à l'urgence sanitaire et modifiant certaines dispositions de procédure pénale, Journal officiel n° 0076 du 28 mars 2020,
- Ordonnance n° 2020-596 du 20 mai 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles aux conséquences de l'épidémie de covid-19, Journal officiel n° 0124 du 21 mai 2020

BORGA Nicolas, « Incidences des ordonnances n° 2020-341 du 27 mars 2020, modifiée par l'ordonnance n° 2020-596 du 20 mai 2020, et de l'ordonnance et n° 2020-306 du 25 mars 2020 modifiée par l'ordonnance n° 2020-560 du 13 mai 2020 », *Revue des procédures collectives*, n° 3, mai 2020, p. 31-32.

- Ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période,
- Ordonnance n° 2020-341 du 27 mars 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles à l'urgence sanitaire et modifiant certaines dispositions de procédure pénale,
- Ordonnance n° 2020-560 du 13 mai 2020 fixant les délais applicables à diverses procédures pendant la période d'urgence sanitaire,
- Ordonnance n° 2020-596 du 20 mai 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles aux conséquences de l'épidémie de Covid-19

BORGA Nicolas, COUTURIER Gaël, « L'ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prolongation des délais échus et le droit des entreprises en difficulté », *Revue des procédures collectives*, n° 3, mai 2020, p. 16-20.

- Ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période

BOSCO David, « L'antitrust en temps de crise », *Contrats Concurrence Consommation*, n° 5, mai 2020, p. 39-40.

- Comm. UE, Antitrust Rules and Coronavirus, 30 mars 2020 : [ec.europa.eu/competition/antitrust/coronavirus.html](https://ec.europa.eu/competition/antitrust/coronavirus.html),
- Comm. UE, European Competition Network, Joint statement by the European Competition Network (ECN) on application of competition law during the Corona crisis, 23 mars 2020 : [ec.europa.eu/competition/ecn/202003\\_joint-statement\\_ecn\\_corona-crisis.pdf](https://ec.europa.eu/competition/ecn/202003_joint-statement_ecn_corona-crisis.pdf),
- FTC, DOJ, Joint Antitrust Statement Regarding Covid-19, 24 mars 2020 : [justice.gov/atr/joint-antitrust-statement-regarding-covid-19](https://justice.gov/atr/joint-antitrust-statement-regarding-covid-19)

BOSCO David, « Une communication exceptionnelle pour apprécier les aides de crises des États touchés par l'épidémie », *Contrats Concurrence Consommation*, n° 5, mai 2020, p. 38-39.

- Commission Européenne, communication C (2020), 1863 final, Temporary Framework for State aid measures to support the economy in the current COVID-19 outbreak, 19 mars 2020

BROUSSOLLE Yves, « Les principales dispositions de l'ordonnance n° 2020-315 du 25 mars 2020 concernant les agences de voyages », *Les Petites Affiches*, n° 108, mai 2020, p. 15-17.

- Ordonnance n° 2020-315 du 25 mars 2020, Journal Officiel du 26 mars 2020

BROUSSOLLE Yves, « Les principales dispositions du décret n° 2020-433 du 16 avril 2020 modifiant le décret n° 2020-371 du 30 mars 2020 relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de Covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation », *Les Petites Affiches*, n° 100, mai 2020, p. 11-14.

BROUSSOLLE Yves, « Les principales dispositions du décret n° 2020-378 du 31 mars 2020 relatif au paiement des loyers, des factures d'eau, de gaz et d'électricité afférents aux locaux professionnels des entreprises dont l'activité est affectée par la propagation de l'épidémie de Covid-19 », *Les Petites Affiches*, n° 95, mai 2020, p. 10-12.

BUGADA Alexis, « Droit de retrait et pandémie : entre droit substantiel et droit processuel », *Procédures*, n° 5, mai 2020, p. 34-36.

- Code du travail, article L. 4131-1

BUISINE Olivier, « Présentation de l'ordonnance n° 2020-596 du 20 mai 2020 d'adaptation du droit des entreprises en difficulté », *Revue des procédures collectives*, n° 3, mai 2020, p. 9-15.

- Ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période,
- Ordonnance n° 2020-341 du 27 mars 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles à l'urgence sanitaire et modifiant certaines dispositions de procédure pénale,
- Ordonnance n° 2020-560 du 13 mai 2020 fixant les délais applicables à diverses procédures pendant la période d'urgence sanitaire,
- Ordonnance n° 2020-596 du 20 mai 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles aux conséquences de l'épidémie de covid-19,
- Ordonnance n° 2020-666 du 3 juin 2020 relative aux délais applicables en matière financière et agricole pendant l'état d'urgence sanitaire

BULLETIN PRATIQUE IMMOBILIER, « Covid-19 : les entreprises de travaux peuvent reprendre leurs chantiers dans certaines conditions », *Bulletin pratique immobilier (BPIM)*, n° 3, mai 2020, p. 19-19.

CABANES Christophe, NEVEU Benoît, « L'ordonnance commande publique du 25 mars 2020 : s'adapter loyalement et de manière proportionnée à l'état d'urgence sanitaire », *Le Moniteur - Contrats publics*, n° 209, mai 2020, p. 1-5.

CATTIER Rachel, GIVORD Laurent, « L'exécution des concessions à l'épreuve du Covid-19 », *Le Moniteur - Contrats publics*, n° 209, mai 2020, p. 1-7.

CHAMPEAUX Françoise, IZARD Sabine, « Le protocole de déconfinement donne des principes et des repères », Entretien avec Hervé Lanouzière, Directeur de l'Intefp, *Semaine sociale Lamy*, n° 1907, mai 2020, p. 3-4.

CHAMPEAUX Françoise, « Un protocole pour assurer la santé des salariés », *Semaine sociale Lamy*, n° 1907, mai 2020, p. 2-2.

CHARBONNEAU Cyrille, TRICOIRE Jean-Philippe, « Les marchés privés de construction à l'épreuve du Covid-19 », *Revue de droit immobilier*, n° 5, mai 2020, p. 228-240.

CLAMOUR Guylain, « Adaptation de la commande publique à la crise sanitaire », *Contrats et Marchés publics*, n° 5, mai 2020, p. 49-50.

- Ordonnance n° 2020-319 du 25 mars 2020 portant diverses mesures d'adaptation des règles de passation, de procédure ou d'exécution des contrats soumis au code de la commande publique et des contrats publics qui n'en relèvent pas pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de Covid-19, Journal Officiel du 26 mars 2020, texte n° 43,
- Loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19,
- Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2020-319, 25 mars 2020, Journal Officiel du 26 mars 2020, texte n° 42,
- Décret n° 2016-522 du 27 avril 2016 relatif à la mission d'appui au financement des infrastructures, article 2,
- Code de la commande publique, article L. 2194-1 et L. 3135-1,
- Code de la commande publique, article R. 2194-5 et R. 3135-5,
- Code de la commande publique, article R. 2122-1 et R. 2322-4,
- Conseil d'État, 9 janvier 1925, requête n° 75731, Société Chantiers et ateliers de Saint-Nazaire

COIN Raphaël, « Coronavirus : le tsunami fiscal peut-il être évité ? Le retour : « do more with less » », *Revue de droit fiscal ex droit fiscal*, n° 21, mai 2020, p. 4-7.

COULON Cédric, « Covid-19 et agences de voyages : à propos de l'ordonnance n° 2020-315 du 25 mars 2020 », *Responsabilité civile et assurances*, n° 5, mai 2020, p. 3-3.

DEFRÉNOIS, « Covid-19 : nouvelles mesures intéressant la pratique notariale », *Répertoire du Notariat Defrénois*, n° 22-23, mai 2020, p. 5-12.

- Ordonnance n° 2020-534 du 7 mai 2020 portant diverses dispositions en matière bancaire, Journal Officiel du 8 mai 2020,

- Ordonnance n° 2020-560 du 13 mai 2020 fixant les délais applicables à diverses procédures pendant la période d'urgence sanitaire, Journal Officiel du 14 mai 2020,
- Ordonnance n° 2020-595 du 20 mai 2020 modifiant l'ordonnance n° 2020-304 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale et aux contrats de syndic de copropriété, Journal Officiel du 21 mai 2020,
- Ordonnance n° 2020-596 du 20 mai 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles aux conséquences de l'épidémie de covid-19, Journal Officiel du 21 mai 2020,
- Décret n° 2020-552 du 12 mai 2020 modifiant le décret n° 2020-371 du 30 mars 2020 relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation, Journal Officiel du 13 mai 2020,
- Décret n° 2020-583 du 18 mai 2020 portant adaptation temporaire de dispositions réglementaires relatives à la chasse pendant la crise sanitaire liée au covid-19, Journal Officiel du 19 mai 2020,
- Décret n° 2020-607 du 20 mai 2020 portant dérogation au principe de suspension des délais en matière d'habitat indigne pendant la période d'urgence sanitaire liée à l'épidémie de covid-19, Journal Officiel du 21 mai 2020

DELATTRE Christophe, « Quel rôle pour le ministère public dans le traitement des procédures d'insolvabilité à la suite du Covid-19 ? », *Bulletin Joly Entreprises en difficulté*, n° 3, mai 2020, p. 10-15.

DELPECH Xavier, « Prolongement du fonds de solidarité des très petites entreprises », *Dalloz Actualité*, 15 mai 2020.

DELPECH Xavier, « Une ordonnance au secours des professionnels du tourisme », *JurisTourisme (anciennement Tourisme et droit)*, n° 230, mai 2020, p. 43-47.

DELPECH Xavier, « Covid-19 : nouvel assouplissement des règles de la commande publique », *AI Contrats d'affaires - Concurrence - Distribution*, n° 5, mai 2020, p. 208-208.

- Ordonnance n° 2020-460 du 22 avril 2020, Journal officiel du 23 avril 2020

DERENNE Jacques, CHILARU Catalina, « La Commission européenne adopte un nouvel encadrement temporaire des aides d'État dans le cadre de la pandémie COVID-19 mettant en œuvre une approche flexible pour approuver les aides d'urgence accordées par les États membres aux entreprises touchées par cette pandémie », *Concurrences*, n° 2, mai 2020, p. 128-143.

- Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne (TFUE), article n° 107 (2)(b),
- TFUE, article n° 107 (3)(b)

DE BAILLIENCOURT Olympe, « Covid-19 et assemblées générales des sociétés cotées », *Droit des sociétés*, n° 5, mai 2020, p. 19-23.



DE POOTER Hélène, « La passation conjointe de marchés de contre-mesures médicales dans le contexte de la pandémie de COVID-19 », *Europe*, n° 5, mai 2020, p. 8-13.

DE SZILBEREKY Muriel, « Des assemblées sans rassemblement ?, *Droit des sociétés*, n° 5, mai 2020, p. 19-23.

DONDERO Bruno, « Réunions et délibérations des assemblées et organes dirigeants des personnes morales et entités dépourvues de personnalité morale de droit privé en raison de l'épidémie de Covid-19 », *JCP E Semaine Juridique (édition entreprise)*, n° 19, mai 2020, p. 9-9.

- Décret n° 2020-418 du 10 avril 2020 portant adaptation des règles de réunion et de délibération des assemblées et organes dirigeants des personnes morales et entités dépourvues de personnalité morale de droit privé en raison de l'épidémie de covid-19, Journal officiel n° 0089 du 11 avril 2020

DOROL Sylvain, Laporte, Christian, « Procédures civiles d'exécution et état d'urgence sanitaire », *Procédures*, n° 5, mai 2020, p. 26-30.

- Loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19,
- Ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période,
- Ordonnance n° 2020-304 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale et aux contrats de syndic de copropriété,
- Ordonnance n° 2020-427 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions en matière de délais pour faire face à l'épidémie de covid-19

DUFOUR Olivia, « Covid-19 : l'AMF sur le pied de guerre », *Les Petites Affiches*, n° 100, mai 2020, p. 3-5.

DURAND-PASQUIER Gwenaëlle, « La crise du Covid-19 et les contrats immobiliers et de la construction Des effets retors des ordonnances « délais » aux ressorts du droit commun », *Construction-Urbanisme*, n° 5, mai 2020, p. 3-10.

- Ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période,
- Ordonnance n° 2020-427 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions en matière de délais pour faire face à l'épidémie de covid-19,
- Ordonnance n° 2020-460 du 22 avril 2020 portant diverses mesures prises pour faire face à l'épidémie de covid-19

DURAND-PASQUIER Gwenaëlle, « Les promesses d'après-De quelques idées de clauses pour les avant-contrats signés pendant l'état d'urgence », *JCP N Semaine Juridique (édition notariale et immobilière)*, n° 18, mai 2020, p. 27.

- Ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période,
- Ordonnance n° 2020-427 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions en matière de délais pour faire face à l'épidémie de covid-19, Journal officiel n° 0093 du 16 avril 2020,
- Ordonnance n° 2020-460 du 22 avril 2020 portant diverses mesures prises pour faire face à l'épidémie de covid-19, Journal officiel n° 0099 du 23 avril 2020

EMLEK Christine, GARNIER Céline, « Covid-19 : le point sur l'aménagement des règles de passation et d'exécution des contrats publics », *Revue Lamy de la Concurrence*, n° 94, mai 2020, p. 4-7.

- Loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19,
- Ordonnance n° 2020-319 du 25 mars 2020 portant diverses mesures d'adaptation des règles de passation, de procédure ou d'exécution des contrats soumis au code de la commande publique et des contrats publics qui n'en relèvent pas pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19,
- Ordonnance n° 2020-460 du 22 avril 2020 portant diverses mesures prises pour faire face à l'épidémie de covid-19,
- Commission de l'Union européenne, Communication n° 2020/C 108 I/01 du 1 er avril 2020

ENKAOUA Chloé, « Crise sanitaire et due diligence : quels impacts ? », *Option Droit & Affaires*, n° 492, mai 2020, p. 4-4.

E. R., « Tout savoir sur le fonds de solidarité », *JurisTourisme (anciennement Tourisme et droit)*, n° 230, mai 2020, p. 8-8.

EYDOUX Pascal, ROGUET David, « Les cabinets d'avocats grippés par le Covid-19 », *Procédures*, n° 5, mai 2020, p. 17-21.

FABRIÈS LECÉA Eugénie, « Mesures exceptionnelles Covid-19 et AGS », *Bulletin Joly Entreprises en difficulté*, n° 3, mai-juin 2020, p. 85-88.

FANTONI-QUINTON Sophie, DEMORTIERE Gérald, « Déconfinement, vulnérabilité des travailleurs, comment faire face à l'obligation de sécurité avec l'aide des services de santé au travail ? », *Semaine sociale Lamy*, n° 1907, mai 2020, p. 7-8.

FRANÇOIS Gwennaëlle, « Le dialogue social d'entreprise en période de crise sanitaire », *Bulletin du travail (ancien nom Cahiers sociaux du barreau de Paris)*, n° 5, mai 2020, p. 73-82.

GASBAOUI Julien, STOFFEL Jean-Noël, « Covid-19: conséquences sur les comptes annuels et consolidés établis selon le référentiel comptable français au 31 décembre 2019 », *JCP E Semaine Juridique (édition entreprise)*, n° 20, mai 2020, p. 9-11.

- Code de commerce, article L. 123-20, alinéa 3

GAUCH Guillaume, MILLARD Romain, « L'exécution des différentes catégories de marchés publics à l'épreuve du Covid-19 », *Le Moniteur - Contrats publics*, n° 209, mai 2020, p. 1-6.

GENET Véronique, « Les conséquences de l'épidémie Covid-19 sur l'arrêté semestriel », *Option Finance*, n° 1560, mai 2020, p. 46-46.

GOUËZEL Antoine, « L'ordonnance "délais II" du 15 avril 2020 et le droit des contrats », *AJ Contrats d'affaires - Concurrence - Distribution*, n° 5, mai 2020, p. 210-213.

GRANOTIER Julien, « Covid-19 et obligations d'information des sociétés cotées : une souplesse mesurée », *Droit des sociétés*, n° 5, mai 2020, p. 48-50.

GRAULLE Bénédicte, « Covid-19 : du risque sanitaire au risque cyber », *Option Droit & Affaires*, n° 491, mai 2020, p. 6-7.

GRIGUER Merav, « Vers un recours au tracking dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de Covid-19 en France ? », *Cahiers de droit de l'entreprise*, n° 3, mai 2020, p. 64-68.

GUÉGAN-GÉLINET Laurence, « Covid-19 : le renouvellement du contrat de syndic et de la désignation du conseil syndical après l'ordonnance n° 2020-460 du 22 avril 2020 », *Revue des loyers et des fermages*, n° 1007, mai 2020, p. 228-229.

GUELLIER Philippe, EKINCI Akif, « Passation des contrats de la commande publique en situation d'urgence », *Le Moniteur - Contrats publics*, n° 209, mai 2020, p. 1-5.

GUILLOT Jean-Baptiste, MOLHO Virginie, « Covid-19 : publication d'une première ordonnance « Sport & Culture » », *JCP E Semaine Juridique (édition entreprise)*, n° 21, mai 2020, n° 22, p. 9-9.

- Ordonnance n° 2020-538 du 7 mai 2020 relatif aux conditions financières de résolution de certains contrats en cas de force majeure dans les secteurs de la culture et du sport, Journal officiel n° 0113 du 8 mai 2020

GUYOT Rebecca, HELLO Adélaïde « Les conséquences fiscales des dons des entreprises souhaitant participer à l'effort national », *Option Droit & Affaires*, n° 493, mai 2020, p. 10-11.

HABIBOU Nathalie, « La TVA : un des leviers pour relancer l'économie post-crise sanitaire liée au Covid-19 ? », *Option Finance*, n° 1558, mai 2020, p. 47-47.

HOUIN-BRESSAND Caroline, « Covid-19 : mesures d'adaptation à l'urgence sanitaire ; Note sous Ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période, Journal officiel n° 0074 du 26 mars 2020 », *Revue de Droit Bancaire et Financier*, n° 3, mai 2020, p. 24-25.

- Ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période, Journal officiel n° 0074 du 26 mars 2020,
- Ordonnance n° 2020-341 du 27 mars 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles à l'urgence sanitaire et modifiant certaines dispositions de procédure pénale, Journal officiel n° 0076 du 28 mars 2020

IDOT Laurence, « Covid-19 », *Europe*, n° 5, mai 2020, p. 36-37.

- Cadre temporaire pour l'appréciation des pratiques anticoncurrentielles dans les coopérations mises en place entre des entreprises pour réagir aux situations d'urgence découlant de la pandémie actuelle de COVID-19 (2020/C 116 I/02), 8 avril 2020

INFOREG, « L'exécution des contrats commerciaux en période d'épidémie de Covid-19 », *Cahiers de droit de l'entreprise*, n° 3, mai 2020, p. 58-60.

IZARD Sabine, « Le coronavirus et le risque juridique », *Semaine sociale Lamy*, n° 1909, mai 2020, p. 2-2.

JANUEL Pierre, « Juridictions civiles et difficultés des entreprises : les ordonnances », *Dalloz Actualité*, 20 mai 2020.

JAVAUX Benoît, LACOSTE Anne-Marie, « Impacts du Covid-19 sur les contentieux et arbitrages commerciaux », *Revue Lamy Droit Civil*, n° 181, mai 2020, p. 43-47.

- Ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période modifiée par l'ordonnance n° 2020-427 du 15 avril 2020,
- Ordonnance n° 2020-304 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale et aux contrats de syndic de copropriété,
- Code de procédure civile, article 145,
- Ordonnance n° 2020-341 du 27 mars 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles à l'urgence sanitaire et modifiant certaines dispositions de procédure pénale

JAZOTTES Gérard, « Covid-19 et aides spécifiques aux TPE », *Bulletin Joly Entreprises en difficulté*, n° 3, mai-juin, 2020, p. 89-92.

JCP S (ÉDITION SOCIALE), « Les dispositions sociales du deuxième projet de loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 », *JCP S (édition sociale) anciennement revue Travail et protection sociale*, n° 20, mai 2020, p. 6-7.

- Projet de Loi Assemblée Nationale n° 2907 du 7 mai 2020

JCP S (ÉDITION SOCIALE), « Fonds de solidarité "Covid-19" : prolongation du dispositif et extension à e nouveaux bénéficiaires », *JCP S (édition sociale) anciennement revue Travail et protection sociale*, n° 20, mai 2020, p. 4-4.

- Décret n° 2020-552 du 12 mai 2020, Journal Officiel du 13 mai 2020, texte n° 14

JCP S (ÉDITION SOCIALE), « Déconfinement : les entreprises guidées pour une reprise du travail dans des conditions sanitaires maximales », *JCP S (édition sociale) anciennement revue Travail et protection sociale*, n° 19, mai 2020, p. 9-10.

JCP S (ÉDITION SOCIALE), « Les avocats parisiens lancent un groupe de médiation d'urgence pour les entreprises », *JCP S (édition sociale) anciennement revue Travail et protection sociale*, n° 18, mai 2020, p. 7-7.

- Barreau de Paris, 27 avril 2020, communiqué

JCP S (ÉDITION SOCIALE), « Deuxième projet de loi d'urgence "Covid-19" : le volet social du texte amendé par les députés », *JCP S (édition sociale) anciennement revue Travail et protection sociale*, n° 22, mai 2020, p. 8-9.

- Projet de loi Assemblée Nationale n° 420 du 15 mai 2020

JEAN Sandrine, « Congés payés et jours de repos, des leviers complémentaires ou alternatifs à l'activité partielle », *Bulletin du travail (ancien nom Cahiers sociaux du barreau de Paris)*, n° 5, mai 2020, p. 67-69.

JOURDAN Laurent, « « Les tribunaux de commerce sont en ordre de bataille » », *Les Petites Affiches*, n° 97, mai 2020, p. 3-5.

KIRILOWITS Nicolas, « Covid-19 : report des dates de résiliation pour les contrats », Entretien avec Corinne Khayat et Michel Ponsard, *Les Petites Affiches*, n° 104, mai 2020, p. 3-6.

KULLMAN Jérôme, « Ordonnance du 25 mars 2020 et assurance : le dédale des délais », *Revue Générale du Droit des Assurances*, n° 5, mai 2020, p. 5-13.

LANGET Maxime, FALIH Driss, « L'adaptation du livre VI du Code de commerce aux conséquences économiques de la crise sanitaire due au Covid-19 », *Bulletin Joly Entreprises en difficulté*, n° 3, mai-juin 2020, p. 74-82.

LAURET Romain, VIGIER Marine, « La modification des contrats de la commande publique consécutive à l'épidémie de Covid-19 », *Le Moniteur - Contrats publics*, n° 209, mai 2020, p. 1-6.

LAVALLART Véronique, « Les aménagements exceptionnels prévus en matière de négociation collective et de consultation du comité social et économique dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de Covid-19 », *Option Finance*, n° 1559, mai 2020, p. 45-45.

LAVALLART Véronique, « La sanction des manquements de l'employeur à ses obligations en matière de sécurité et d'évaluation des risques professionnels : la cessation temporaire des activités d'Amazon », *Option Finance*, n° 1557, mai 2020, p. 45-45.

LE CAM Stéphanie, « Les artistes-auteurs face à la crise du covid-19 », *Légipresse*, n° 382, mai 2020, p. 279-287.

LE CORRE Pierre-Michel, « Retour sur les principales mesures de l'ordonnance n° 2020-341 du 27 mars 2020, à la lumière de l'ordonnance n° 2020-596 du 20 mai 2020, portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles à l'urgence sanitaire », *Lexbase Hebdo - Edition Affaires*, n° 636, mai 2020.

- Ordonnance n° 2020-341 du 27 mars 2020, portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles à l'urgence sanitaire

LE CORRE Pierre-Michel, « Présentation de l'ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 modifiée par l'ordonnance n° 2020-427 du 15 avril 2020, puis par l'ordonnance n° 2020-560 du 13 mai 2020, à l'aune du droit des entreprises en difficulté », *Lexbase Hebdo - Edition Affaires*, n° 636, mai 2020.

- Ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020, relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période

LEMERCIER Karine, MERCIER François, « Nouvelle ordonnance d'adaptation du droit des entreprises en difficulté aux conséquences de l'épidémie de covid-19 », *Dalloz Actualité*, 28 mai 2020.

LEROY Yann, « Rompre le contrat de travail en temps de Covid-19 », *JCP S (édition sociale) anciennement revue Travail et protection sociale*, n° 22, mai 2020, p. 13-17.

LEROY Céline, « Crise Covid-19 : rupture, suspension des contrats, impossibilité matérielle ou financière d'exécution », *AJ Contrats d'affaires - Concurrence - Distribution*, n° 5, mai 2020, p. 214-216.

L'ESTOILE CAMPI Agnès de, PEDRO Sandrine, « Établissement stable et résidence des sociétés : réflexions sur l'impact post-crise du Covid-19 », *Option Finance*, n° 1558, mai 2020, p. 44-45.

LES NOUVELLES FISCALES, « Covid-19 : renforcement des mesures fiscales exceptionnelles », *Les Nouvelles Fiscales*, n° 1265, mai 2020, p. 4-6.

LEVENEUR Laurent, « Le Covid-19, la force majeure et le fait du prince », *Contrats Concurrence Consommation*, n° 5, mai 2020, p. 1-2.

MANTIENNE David, « Covid-19 et dividendes : distribuez en connaissance de cause », *Option Finance*, n° 1559, mai 2020, p. 43-43.

MARAIS David, « Un pied dans le (co)vid : prise de position, le risque pénal de la « faute délibérée » existe bien pour les chefs d'entreprise », *Le droit en débats, Dalloz Actualité*, 20 mai 2020.

MARINIER Sophie, « Déconfinement/reconfinement : Quoi faire ? », *Option Finance*, n° 1560, mai 2020, p. 40-42

MARTINO Michel di, « Les prêts de trésorerie garantis par l'État », *Revue des procédures collectives*, n° 3, mai 2020, p. 76-78.

MARTUCCI Francesco, « Le législateur autorise le Gouvernement à accorder la garantie de l'État aux prêts de trésorerie consentis par des établissements de crédit aux entreprises dans le contexte de crise sanitaire », *Concurrences*, n° 2, mai 2020, p. 207-208.

- Loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020,
- Arrêté du 23 mars 2020 accordant la garantie de l'État aux établissements de crédit et sociétés de financement en application de l'article 4 de la loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020

MENJUCQ Michel, GARDON Thierry, LEGRAND François, CROZE Charles, BUISINE Olivier, « L'adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises à l'urgence sanitaire », *Revue des procédures collectives*, n° 3, mai 2020, p. 67-75.

MESTRES Julie, « L'impact de la crise sanitaire sur l'exécution des marchés publics de travaux », *Le Moniteur - Contrats publics*, n° 209, mai 2020, p. 1-8.

MONTECLER Marie-Christine de, « Remise à plat des prorogations de délais pendant la crise sanitaire », *Actualité Juridique Droit Administratif (AJDA)*, n° 19, mai 2020, p. 1029-1029.

MONTECLER Marie-Christine, « Vers la prorogation de l'état d'urgence sanitaire », *Actualité Juridique Droit Administratif (AJDA)*, n° 17, mai 2020, p. 916-916.

MORTIER Renaud, « Les sociétés au temps du confinement », *Droit des sociétés*, n° 5, mai 2020, p. 1-2.

MORTIER Renaud, « Organes collégiaux et confinement », *Droit des sociétés*, n° 5, mai 2020, p. 25-36.

PANDO Annabelle, « Covid-19 : plusieurs initiatives parlementaires émergent », *Les Petites Affiches*, n° 100, mai 2020, p. 6-10.

PELLIER Jean-Denis, « Le gouvernement au secours des professionnels du spectacle et du sport », *Recueil Dalloz Sirey*, n° 19, mai 2020, p. 1042-1043.

- Loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19,
- Ordonnance n° 2020-538 du 7 mai 2020 relatif aux conditions financières de résolution de certains contrats en cas de force majeure dans les secteurs de la culture et du sport

PIÉDELIÈVRE Stéphane, « Coronavirus : aperçu de la nouvelle ordonnance du 22 avril 2020 ; Note sous Ordonnance n° 2020-460 du 22 avril 2020 portant diverses mesures prises pour faire face à l'épidémie de covid-19, Journal officiel n° 0099 du 23 avril 2020 », *JCP N Semaine Juridique (édition notariale et immobilière)*, n° 18, mai 2020, p. 5-6.

- Ordonnance n° 2020-460 du 22 avril 2020 portant diverses mesures prises pour faire face à l'épidémie de covid-19, Journal officiel n° 0099 du 23 avril 2020

PINTAT Pierre, « Quel impact de la crise du Covid-19 sur les procédures de passation de contrats publics aujourd'hui et demain ? », *Le Moniteur - Contrats publics*, n° 209, mai 2020, p. 1-10.

PRADEL Camille-Frédéric, PRADEL-BOUREUX Perle, PRADEL Virgile, « Covid-19 et port du masque sur le lieu de travail », *JCP S (édition sociale) anciennement revue Travail et protection sociale*, n° 19, mai 2020, p. 7-8.

REES Philippe, « Le droit de la commande publique en état d'urgence », *Contrats et Marchés publics*, n° 5, mai 2020, p. 1-2.

- Loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19, Journal Officiel du 24 mars 2020,
- Ordonnance n° 2020-319 du 25 mars 2020 portant diverses mesures d'adaptation des règles de passation, de procédure ou d'exécution des contrats soumis au code de la commande publique et des contrats publics qui n'en relèvent pas pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de Covid-19,
- Ordonnance n° 2020-460 du 22 avril 2020 portant diverses mesures prises pour faire face à l'épidémie de Covid-19,
- Conseil d'État, 22 avril 1983, requête n° 215209, Auffret,
- Conseil d'État, 4 avril 2016, requête n° 396191, Communauté d'agglomération du centre de la Martinique

REMBRY Guillaume, CHRISTOPHE Hubert, EXERJEAN Guillaume, « Stratégies d'assainissement du passif des entreprises en difficulté : état des lieux et perspectives (1re partie) », *Revue de droit fiscal ex droit fiscal*, n° 20, mai 2020, p. 14-25.

REVUE LAMY DROIT DES AFFAIRES, « Covid-19 : création d'un fonds de solidarité aux entreprises ; Note sous Ordonnance n° 2020-317 du 25 mars 2020 portant création d'un fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation, Journal officiel n° 0074 du 26 mars 2020 », *Revue Lamy Droit des affaires*, n° 159, mai 2020, p. 16-17.

- Ordonnance n° 2020-317 du 25 mars 2020 portant création d'un fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation, Journal officiel n° 0074 du 26 mars 2020,
- Décret n° 2020-371 du 30 mars 2020 relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation, Journal officiel n° 0078 du 31 mars 2020,
- Décret n° 2020-394 du 2 avril 2020 modifiant le décret n° 2020-371 du 30 mars 2020 relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation, Journal officiel n° 0081 du 3 avril 2020,
- Décret n° 2020-433 du 16 avril 2020 modifiant le décret n° 2020-371 du 30 mars 2020 relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-



19 et des mesures prises pour limiter cette propagation, Journal officiel n° 0094 du 17 avril 2020

REVUE LAMY DROIT DES AFFAIRES, « Covid-19 et procédures collectives : une ordonnance adapte les échéances ; Note sous Ordonnance n° 2020-341 du 27 mars 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles à l'urgence sanitaire et modifiant certaines dispositions de procédure pénale, Journal officiel n° 0076 du 28 mars 2020 », *Revue Lamy Droit des affaires*, n° 159, mai 2020, p. 15-16.

- Ordonnance n° 2020-341 du 27 mars 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles à l'urgence sanitaire et modifiant certaines dispositions de procédure pénale, Journal officiel n° 0076 du 28 mars 2020

REVUE LAMY DROIT DES AFFAIRES, « Covid-19 : précisions sur les difficultés de paiement des loyers et charges commerciaux ; Note sous Décret n° 2020-378 du 31 mars 2020 relatif au paiement des loyers, des factures d'eau, de gaz et d'électricité afférents aux locaux professionnels des entreprises dont l'activité est affectée par la propagation de l'épidémie de covid-19, Journal officiel n° 0079 du 1 avril 2020 », *Revue Lamy Droit des affaires*, n° 159, mai 2020, p. 14-15.

- Décret n° 2020-378 du 31 mars 2020 relatif au paiement des loyers, des factures d'eau, de gaz et d'électricité afférents aux locaux professionnels des entreprises dont l'activité est affectée par la propagation de l'épidémie de covid-19, Journal officiel n° 0079 du 1 avril 2020

REYGRABELLET Arnaud, « Le droit des sociétés en période d'état d'urgence sanitaire », *Revue des sociétés*, n° 5, mai 2020, p. 275-287.

- Ordonnance n° 2020-321 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles de réunion et de délibération des assemblées et organes dirigeants des personnes morales et entités dépourvues de personnalité morale de droit privé en raison de l'épidémie de covid-19, Journal officiel n° 0074,
- Décret n° 2020-418 du 10 avril 2020 portant adaptation des règles de réunion et de délibération des assemblées et organes dirigeants des personnes morales et entités dépourvues de personnalité morale de droit privé en raison de l'épidémie de covid-19,
- Loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19, Journal officiel n° 0072

REYGRABELLET Arnaud, « Les cessions de fonds de commerce à l'heure de l'état d'urgence sanitaire », *Option Finance*, n° 1558, mai 2020, p. 51-51.

- Ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période, article 2

REYGRABELLET Arnaud, « Le droit des sociétés derrière les masques », *Bulletin mensuel d'information des sociétés Joly (BMIS)*, n° 5, mai 2020, p. 1-1.

- Décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire,
- Loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19,
- Ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période,
- Ordonnance n° 2020-427 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions en matière de délais pour faire face à l'épidémie de covid-19,
- Ordonnance n° 2020-321 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles de réunion et de délibération des assemblées et organes dirigeants des personnes morales et entités dépourvues de personnalité morale de droit privé en raison de l'épidémie de covid-19

RF SOCIAL, « Gérer le télétravail pendant et après la crise du Covid-19 », *RF Social*, n° 207, mai 2020, p. 38-39.

RF SOCIAL, « Réforme de l'apprentissage : dernières précisions », *RF Social*, n° 207, mai 2020, p. 34-35.

RF SOCIAL, « Covid-19 : le régime exceptionnel de chômage partiel précisé », *RF Social*, n° 207, mai 2020, p. 20-31.

RF SOCIAL, « Coronavirus : rapports avec le CSE pendant la crise sanitaire », *RF Social*, n° 207, mai 2020, p. 16-18.

RF SOCIAL, « Quel suivi médical pendant l'épidémie de « Covid-19 » ? », *RF Social*, n° 207, mai 2020, p. 12-14.

RF SOCIAL, « Covid-19 : nouvelles fiches conseils pour les employeurs et les salariés », *RF Social*, n° 207, mai 2020, p. 6-7.

RF SOCIAL, « Coronavirus : procédure adaptée », *RF Social*, NS207, mai 2020, p. 94-97.

RF SOCIAL, « Protection des élus au CSE et des autres salariés protégés », *RF Social*, NS207, mai 2020, p. 4-4.

RF SOCIAL, « Coronavirus : l'exécution du contrat de travail durant le confinement », *RF Social*, n° 207, mai 2020, p. 36-37.

ROLLAND Blandine, « L'incidence de la crise sanitaire au regard des procédures collectives », *Procédures*, n° 5, mai 2020, p. 41-43.

- Loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19,
- Ordonnance n° 2020-341, 27 mars 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles à l'urgence sanitaire et modifiant certaines dispositions de procédure pénale

SABBATIER Céline et Maras, « Questions / réponses concernant l'exécution des marchés publics », *Le Moniteur - Contrats publics*, n° 209, mai 2020, p. 1-5.

SCHLUMBERGER Edmond, « Les dividendes à l'épreuve de la crise sanitaire », *Bulletin mensuel d'information des sociétés Joly (BMIS)*, n° 5, mai 2020, p. 55-59.

- Ordonnance n° 2020-321 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles de réunion et de délibération des assemblées et organes dirigeants des personnes morales et entités dépourvues de personnalité morale de droit privé en raison de l'épidémie de covid-19,
- Ordonnance n° 2020-318 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles relatives à l'établissement, l'arrêté, l'audit, la revue, l'approbation et la publication des comptes et des autres documents et informations que les personnes morales et entités dépourvues de personnalité morale de droit privé sont tenues de déposer ou publier dans le contexte de l'épidémie de covid-19

SCP CORNILLE-FOUCHER, « Moratoire pour les délais d'urbanisme et de construction en application des ordonnances « Covid-19 » », *Construction-Urbanisme*, n° 5, mai 2020, p. 13-21.

SERY Laurent, COULANGE Julie, « Épidémie de Covid-19 et protection des intérêts financiers des concessionnaires », *Le Moniteur - Contrats publics*, n° 209, mai 2020, p. 1-13.

SIMON Charles, « Application pratique des nouveaux textes afin de maîtriser les délais de procédure civile pour faire face à l'épidémie de covid-19 », *Lexbase Hebdo - Edition Privée Générale*, n° 825, mai 2020.

- Ordonnance n° 2020-560 du 13 mai 2020 fixant les délais applicables à diverses procédures pendant la période d'urgence sanitaire,
- Ordonnance n° 2020-595 du 20 mai 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale et aux contrats de syndic de copropriété

STRICKLER Yves, « Incidences de la crise sanitaire sur la procédure civile », *Procédures*, n° 5, mai 2020, p. 22-25.

- Loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19,
- Ordonnance n° 2020-303 du 25 mars 2020 portant adaptation de règles de procédure pénale sur le fondement de la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19,
- Ordonnance n° 2020-304 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale et aux contrats de syndic de copropriété,
- Ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période

TADROS Antoine, « Le Covid-19 et le droit des contrats », *Revue Lamy Droit Civil*, n° 181, mai 2020, p. 38-42.

- Ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020, relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période,

- Ordonnance n° 2020-427 du 15 avril 2020, portant diverses dispositions en matière de délais pour faire face à l'épidémie de Covid-19

TARDY-JOUBERT Sophie, « « Nous sommes en plein saison de mariage » », Entretien avec Angélique Devaux, *Les Petites Affiches*, n° 98, mai 2020, p. 3-4.

TARDY-JOUBERT Sophie, « « Le caractère inédit du Covid-19 tient à la notion de contagion » », Entretien avec François Alambret et David Père, *Les Petites Affiches*, n° 102, mai 2020, p. 3-5.

TRICOIRE Jean-Philippe, CHARBONNEAU Cyrille, « Covid-19 et VEFA », *Revue de droit immobilier*, n° 5, mai 2020, p. 216-227.

VABRES Régis, « Prorogation et suspension des délais en matière fiscale », *Revue des procédures collectives*, n° 3, mai 2020, p. 42-43.

- Ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période,
- Ordonnance n° 2020-427 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions en matière de délais pour faire face à l'épidémie de covid-19,
- Loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions,
- Ordonnance n° 2020-560 du 13 mai 2020 fixant les délais applicables à diverses procédures pendant la période d'urgence sanitaire,
- Ordonnance n°s 2020-596 du 20 mai 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles aux conséquences de l'épidémie de covid-19

VALLEN Jean-Luc, « L'adaptation du droit des entreprises en difficulté à l'épidémie du Covid-19 : l'Europe en ordre dispersé », *Bulletin Joly Entreprises en difficulté*, n° 3, mai 2020, p. 93-96.

VANDERMEEREN Roland, « Covid-19 : d'importantes mesures d'exception en matière de contrat de la commande publique », *Bulletin pratique immobilier (BPIM)*, n° 3, mai 2020, p. 13-16.

VANNI Philippe, « Sortie de crise Covid-19 et encadrement juridique des stratégies commerciales : anticiper, réagir, prévenir pour mieux... rebondir ! », *Option Finance*, n° 1559, mai 2020, p. 40-42.

VERCHÈRE Arnaud, « En un temps record, l'IASB propose d'amender la norme IFRS 16 pour traiter les allègements de loyer liés au Covid-19 », *Option Finance*, n° 1559, mai 2020, p. 46-47.

ISIBELLI-BREUIL Francesca, LHERNOULD Jean-Philippe, « Fonctionnement du CE européen dans le contexte de la crise sanitaire », *JCP S (édition sociale) anciennement revue Travail et protection sociale*, n° 19, mai 2020, p. 14-20.

« Deuxième projet de loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 : mesures intéressant le droit des affaires », *JCP E Semaine Juridique (édition entreprise)*, n° 21, mai 2020, n° 22, p. 11.

- Projet de loi de l'Assemblée Nationale n° 2907 du 7 mai 2020 portant diverses dispositions urgentes pour faire face aux conséquences de l'épidémie de covid-19

MORTIER Renaud, « Mesures de simplification des règles relatives à l'établissement, à l'arrêté et à l'approbation des comptes annuels », *Droit des sociétés*, n° 5, mai 2020, p. 36-37.

## AVRIL 2020

ALLAIS Jérôme, HOUSSIN Mathias, « L'adaptation du droit de la faillite à la crise sanitaire liée au Covid-19 ; Note sous Ordonnance n° 2020-341 du 27 mars 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles à l'urgence sanitaire et modifiant certaines dispositions de procédure pénale, Journal officiel n° 0076 du 28 mars 2020 », *JCP E Semaine Juridique (édition entreprise)*, n° 15-16, avril 2020, p. 18-18.

- Ordonnance n° 2020-341 du 27 mars 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles à l'urgence sanitaire et modifiant certaines dispositions de procédure pénale, Journal officiel n° 0076 du 28 mars 2020

ANTHEAUME Raphaël, « Covid-19 : pour une réponse ambitieuse des collectivités territoriales face à la crise économique ? », *JCP A (Administrations et collectivités territoriales)*, n° 15, avril 2020, p. 34-37.

ANTONI Marie-Pascale, « Coronavirus : le point de vue des entreprises sur les mesures fiscales exceptionnelles de soutien aux entreprises », *Revue de droit fiscal ex droit fiscal*, n° 14, avril 2020, p. 5-7.

AUZERO Gilles, « Les relations collectives de travail dans l'entreprise à l'épreuve du Covid-19 », *Lexbase Hebdo - Edition Sociale*, n° 821, avril 2020.

BARON Irwin, « Le Contrat de construction de maison individuelle (CCMI) à l'épreuve de l'épidémie de coronavirus (Covid-19) », *Construction-Urbanisme*, n° 4, avril 2020, p. 11-19.

BATTISTINI Patrice, « Crise sanitaire : le contrat expiré du syndic en exercice est renouvelé », *Les Petites Affiches*, n° 83, avril 2020, p. 13-14.

BATTISTINI Patrice, « Covid-19 : les mesures de protection relatives au loyers et factures des fluides des locaux des entreprises affectées par la crise sanitaire sont précisées », *Les Petites Affiches*, n° 70, avril 2020, p. 6-8.

BEHAR-TOUCHAIS Martine, « L'impact d'une crise sanitaire sur les contrats en droit commercial », *JCP E Semaine Juridique (édition entreprise)*, n° 15-16, avril 2020, p. 18-18.

- Code civil, article 1148,
- Code civil, article 1195

BERCHEBRU Benoît, « Coronavirus : des mesures exceptionnelles pour soutenir les entreprises et les entrepreneurs individuels », *Les Petites Affiches*, n° 69, avril 2020, p. 6-10.

BERTÉ Marie-Alice, BORTOLUZZI Noémie, GRALL Louis, PERDEREAU Louis, BOITEAU Claudie, « Aides d'État et Covid-19 : un dispositif temporaire pour faire face à la crise sanitaire mondiale », *Revue Lamy de la Concurrence*, n° 93, avril 2020, p. 12-14.

- Commission européenne, 13 mars 2020, COM(2020)112 final,
- Commission européenne, 19 mars 2020, C(2020) 1863 final

BERTHET Pascale, « Les délais de procédure à l'épreuve de l'épidémie de Covid-19 », *Les Petites Affiches*, n° 87, avril 2020, p. 8-15.

BILLET Philippe, « Les loyers et l'accès aux fluides sous le régime de la loi d'urgence sanitaire », *JCP A (Administrations et collectivités territoriales)*, n° 14, avril 2020, p. 42-44.

- Décret n° 2020-371 du 30 mars 2020 relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation,
- Décret n° 2020-378 du 31 mars 2020 relatif au paiement des loyers, des factures d'eau, de gaz et d'électricité afférents aux locaux professionnels des entreprises dont l'activité est affectée par la propagation de l'épidémie de covid-19,
- Ordonnance n° 2020-316 du 25 mars 2020 relative au paiement des loyers, des factures d'eau, de gaz et d'électricité afférents aux locaux professionnels des entreprises dont l'activité est affectée par la propagation de l'épidémie de covid-19

BILLET Philippe, « Retour sur le fonds de solidarité en faveur des très petites entreprises », *JCP A (Administrations et collectivités territoriales)*, n° 15, avril 2020, p. 38-40.

- Loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020,
- Décret n° 2020-371 du 30 mars 2020 relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation,
- Ordonnance n° 2020-317 du 25 mars 2020 portant création d'un fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation,
- Ordonnance n° 2020-391 du 1<sup>er</sup> avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19,
- Décret n° 2020-394 du 2 avril 2020 modifiant le décret n° 2020-371 du 30 mars 2020 relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation,
- Loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19

BLANCHARD Nicolas, « Incontournable Covid 19 », *Jurisport (ex Revue juridique et économique du sport)*, n° 207, avril 2020, p. 6-6.

- Loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19, Journal Officiel du 24 mars 2020, texte n° 2,
- Ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période, Journal Officiel du 26 mars 2020, texte n° 9,
- Ordonnance n° 2020-318 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles relatives à l'établissement, l'arrêté, l'audit, la revue, l'approbation et la publication des comptes et des autres documents et informations que les personnes morales et entités dépourvues de personnalité morale de droit privé sont tenues de déposer ou publier dans le contexte de l'épidémie de covid-19, Journal Officiel du 26 mars 2020, texte n° 41,
- Ordonnance n° 2020-319 du 25 mars 2020, Journal Officiel du 26 mars 2020, texte n° 43,
- Ordonnance n° 2020-321 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles de réunion et de délibération des assemblées et organes dirigeants des personnes morales et entités dépourvues de personnalité morale de droit privé en raison de l'épidémie de covid-19, Journal Officiel du 26 mars 2020, texte n° 47,
- Ordonnance n° 2020-322 du 25 mars 2020 adaptant temporairement les conditions et modalités d'attribution de l'indemnité complémentaire prévue à l'article L. 1226-1 du code du travail et modifiant, à titre exceptionnel, les dates limites et les modalités de versement des sommes versées au titre de l'intéressement et de la participation, Journal Officiel du 26 mars 2020, texte n° 50,
- Ordonnance n° 2020-323 du 25 mars 2020 portant mesures d'urgence en matière de congés payés, de durée du travail et de jours de repos, Journal Officiel du 26 mars 2020, texte n° 52,
- Ordonnance n° 2020-347 du 27 mars 2020 adaptant le droit applicable au fonctionnement des établissements publics et des instances collégiales administratives pendant l'état d'urgence sanitaire, Journal Officiel du 28 mars 2020, texte n° 55,
- Décret n° 2020-325 du 25 mars 2020 relatif à l'activité partielle, Journal Officiel du 26 mars 2020, texte n° 24

BLÉRY Corinne, « Epidémie de Covid-19 : mesures de procédure civile », *Recueil Dalloz Sirey*, n° 14, avril 2020, p. 780-784.

- Ordonnance n° 2020-304 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale et aux contrats de syndic de copropriété, article 1 à article 11

BORGA Nicolas, « L'ordonnance du 27 mars 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises : interrogations à venir ! », *La Gazette du Palais*, n° 14, avril 2020, p. 19.

- Ordonnance n° 2020-341 du 27 mars 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles à l'urgence sanitaire et modifiant certaines dispositions de procédure pénale, Journal officiel n° 0076 du 28 mars 2020

BRIAND Philippe, « Les relations commerciales dans la tourmente de l'épidémie », *JCP G Semaine Juridique (édition générale)*, n° 17, avril 2020, p. 825-828.

BRILLAT-CAPELLO William, « L'arbitrage, une solution à l'encombrement des tribunaux ? », *JCP E Semaine Juridique (édition entreprise)*, n° 15, avril 2020, n° 16, p. 18-18.

- Code de procédure civile, article 1518,
- Code de procédure civile, article 1464,
- Code de procédure civile, article 1442

BROUSSOLLE Yves, « Les principales dispositions de l'ordonnance n° 2020 385 du 1<sup>er</sup> avril 2020 modifiant la date limite et les conditions de versement de la prime exceptionnelle de pouvoir d'achat », *Les Petites Affiches*, n° 86, avril 2020, p. 10-11.

BUCHER Charles-Edouard, « Contrats : la force majeure et l'imprévision remèdes à l'épidémie de covid-19 ? », *Contrats Concurrence Consommation*, n° 4, avril 2020, p. 6-12.

- Ordonnance n° 2020-319 du 25 mars 2020 portant diverses mesures d'adaptation des règles de passation, de procédure ou d'exécution des contrats soumis au code de la commande publique et des contrats publics qui n'en relèvent pas pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19,
- Ordonnance n° 2020-315 du 25 mars 2020 relative aux conditions financières de résolution de certains contrats de voyages touristiques et de séjours en cas de circonstances exceptionnelles et inévitables ou de force majeure,
- Ordonnance n° 2020-316 du 25 mars 2020 relative au paiement des loyers, des factures d'eau, de gaz et d'électricité afférents aux locaux professionnels des entreprises dont l'activité est affectée par la propagation de l'épidémie de covid-19,
- Ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période,
- Code civil, article 1351,
- Code civil, article 1231-1,
- Code civil, article 1220,
- Code civil, article 1343-5

BUY Frédéric, « Les organisateurs sportifs et le coronavirus », *AJ Contrats d'affaires - Concurrence - Distribution*, n° 4, avril 2020, p. 198-200.

CADIET Loïc, « Un état d'exception pour la procédure civile à l'épreuve du coronavirus », *JCP G Semaine Juridique (édition générale)*, n° 15, avril 2020, p. 754-760.

CAUSSANEL-HAJI Mehdi, Houy-Boussard, Olivia, « La (nouvelle) prime exceptionnelle de pouvoir d'achat (PEPA) », *Option Finance*, n° 1556, avril 2020, p. 51-51.



- Ordonnance n° 2020-385 du 1<sup>er</sup> avril 2020 modifiant la date limite et les conditions de versement de la prime exceptionnelle de pouvoir d'achat, Journal officiel n° 0080 du 2 avril 2020

CAYROL Nicolas, « État d'urgence sanitaire : dispositions générales relatives aux délais », *JCP G Semaine Juridique (édition générale)*, n° 16, avril 2020, p. 778-782.

- Ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020, titre 1

CHAMPEAUX Françoise, « La crise sanitaire s'installe », *Semaine sociale Lamy*, n° 1903, avril 2020, p. 2-2.

CHAMPEAUX Françoise, « Notre système d'activité partielle est le plus protecteur d'Europe », Entretien avec Bruno Lucas Délégué général à l'emploi et à la formation professionnelle, *Semaine sociale Lamy*, n° 1903, avril 2020, p. 3-4.

- Décret n° 2020-325 du 25 mars 2020

CHAMPEAUX Françoise, IZARD Sabine, « Vers le jour d'après », *Semaine sociale Lamy*, n° 1905, avril 2020, p. 2-3.

- Ordonnance n° 2020-428 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions sociales pour faire face à l'épidémie de Covid-19

COIN Raphaël, « La crise sanitaire actuelle va affecter la stratégie fiscale des entreprises... la question est comment », *Revue de droit fiscal ex droit fiscal*, n° 15, avril 2020, p. 3-6.

CONFINO Alain, « Coronavirus : sort des loyers des entreprises au regard des textes d'urgence sanitaire (suite, et peut-être pas fin) », *Dalloz Actualité*, 2 avril 2020.

CORMIER LE GOFF Aurélie, CREDOZ-ROSIER Jeannie, GUEDESDA COSTA Stephanie, KODACHROME Juliana, LAPREVOTE Frédéric-Guillaume, « Les obligations et prérogatives de l'employeur au temps du Covid-19 : entre renforcement, aménagement, suspension ou report », *Semaine sociale Lamy*, n° 1905, avril 2020, p. 4-15.

- Ordonnance n° 2020-428 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions sociales pour faire face à l'épidémie de Covid-19,
- Ordonnance n° 2020-460 du 22 avril 2020 portant diverses mesures prises pour faire face à l'épidémie de Covid-19, Journal Officiel n° 0093 du 16 avril 2020,
- Loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19

COURET Alain, DAIGRE Jean-Jacques, BARRILLON Clément, « Les assemblées et les conseils dans la crise. Les mesures provisoires d'exception adoptées par ordonnance », *Recueil Dalloz Sirey*, n° 13, avril 2020, p. 723-729.

- Ordonnance n° 2020-321 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles de réunion et de délibération des assemblées et organes dirigeants des personnes morales et entités dépourvues de personnalité morale de droit privé en raison de l'épidémie de Covid-19,
- Loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19

COUTANT-LAPALUS Christelle, « Le COVID-19 et les ventes immobilières », *Annales des loyers*, n° 4, avril 2020, p. 37-48.

DANOS Frédéric, « Le paiement des loyers relatifs aux baux commerciaux et la crise du Covid-19 », *JCP E Semaine Juridique (édition entreprise)*, n° 17, avril 2020, p. 27.

- Code civil, article 1218,
- Code civil, art. 1219,
- Code civil, article 1722,
- Ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période, Journal officiel n° 0074 du 26 mars 2020,
- Code civil, article 1195

D'AUBIGNY Agathe, « Covid-19 et dons: quelles réductions d'impôt? », *Option Finance*, n° 1556, avril 2020, p. 44-45.

DEFRÉNOIS, « Covid-19 : nouvelles dispositions concernant le tarif, l'immobilier et les entreprises », *Répertoire du Notariat Defrénois*, n° 18, avril 2020, n° 19, p. 5-9.

- Ordonnance n° 2020-460 du 22 avril 2020 portant diverses mesures prises pour faire face à l'épidémie de covid-19, Journal Officiel du 23 avril 2020

DEFRÉNOIS, « Covid-19 : publication des ordonnances prévues par la loi d'urgence », *Répertoire du Notariat Defrénois*, n° 14, avril 2020, p. 5-12.

- Ordonnance n° 2020-304 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale et aux contrats de syndic de copropriété, Journal Officiel du 26 mars 2020,
- Ordonnance n° 2020-316 du 25 mars 2020 relative au paiement des loyers, des factures d'eau, de gaz et d'électricité afférents aux locaux professionnels des entreprises dont l'activité est affectée par la propagation de l'épidémie de covid-19, Journal Officiel du 26 mars 2020,
- Ordonnance n° 2020-317 du 25 mars 2020 portant création d'un fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation, Journal Officiel du 26 mars 2020,
- Ordonnance n° 2020-318 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles relatives à l'établissement, l'arrêté, l'audit, la revue, l'approbation et la publication des comptes et des autres documents et informations que les personnes morales et entités dépourvues de personnalité morale de droit privé sont tenues de déposer ou publier dans le contexte de l'épidémie de covid-19, Journal Officiel du 26 mars 2020,

- Ordonnance n° 2020-319 du 25 mars 2020 portant diverses mesures d'adaptation des règles de passation, de procédure ou d'exécution des contrats soumis au code de la commande publique et des contrats publics qui n'en relèvent pas pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19, Journal Officiel du 26 mars 2020,
- Ordonnance n° 2020-321 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles de réunion et de délibération des assemblées et organes dirigeants des personnes morales et entités dépourvues de personnalité morale de droit privé en raison de l'épidémie de covid-19, Journal Officiel du 26 mars 2020,
- Ordonnance n° 2020-322 du 25 mars 2020 adaptant temporairement les conditions et modalités d'attribution de l'indemnité complémentaire prévue à l'article L. 1226-1 du code du travail et modifiant, à titre exceptionnel, les dates limites et les modalités de versement des sommes versées au titre de l'intéressement et de la participation, Journal Officiel du 26 mars 2020,
- Ordonnance n° 2020-323 du 25 mars 2020 portant mesures d'urgence en matière de congés payés, de durée du travail et de jours de repos, Journal Officiel du 26 mars 2020,
- Ordonnance n° 2020-326 du 25 mars 2020 relative à la responsabilité personnelle et pécuniaire des comptables publics, Journal Officiel du 26 mars 2020,
- Ordonnance n° 2020-330 du 25 mars 2020 relative aux mesures de continuité budgétaire, financière et fiscale des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face aux conséquences de l'épidémie de covid-19, Journal Officiel du 26 mars 2020,
- Ordonnance n° 2020-331 du 25 mars 2020 relative au prolongement de la trêve hivernale, Journal Officiel du 26 mars 2020,
- Ordonnance n° 2020-341 du 27 mars 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles à l'urgence sanitaire et modifiant certaines dispositions de procédure pénale, Journal Officiel du 28 mars 2020,
- Ordonnance n° 2020-347 du 27 mars 2020 adaptant le droit applicable au fonctionnement des établissements publics et des instances collégiales administratives pendant l'état d'urgence sanitaire, Journal Officiel du 28 mars 2020

DELPECH Xavier, « Une ordonnance pour protéger les professionnels du tourisme », *AJ Contrats d'affaires - Concurrence - Distribution*, n° 4, avril 2020, p. 160-161.

- Ordonnance n° 2020-315 du 25 mars 2020, Journal Officiel du 26 mars 2020

DELPECH Xavier, « Coronavirus : les aides du fonds de solidarité pour les très petites entreprises prolongées », *Dalloz Actualité*, 21 avril 2020.

DELPECH Xavier, « Un décret modificatif sur le fonds de solidarité pour les très petites entreprises », *Dalloz Actualité*, 4 avril 2020.

DELPECH Xavier, « Le fonds de solidarité pour les très petites entreprises désormais opérationnel », *Dalloz Actualité*, 1<sup>er</sup> avril 2020.

DESHAYES Olivier, « La prorogation des délais en période de Covid-19 : quels effets sur les contrats ? », *Recueil Dalloz Sirey*, n° 15, avril 2020, p. 831-837.

- Ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période,
- Ordonnance n° 2020-427 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions en matière de délais pour faire face à l'épidémie de covid-19,
- Loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19

DISSAUX Nicolas, « L'épidémie, cette perte », *Recueil Dalloz Sirey*, n° 16, avril 2020, p. 887-888.

- Loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19

DORGANS Olivier, MAYET Camille, BURNICHON Nicolas, « La place et les enjeux des mesures de contrôle à l'export et des sanctions économiques dans le contexte de la pandémie du Covid-19 », *JCP E Semaine Juridique (édition entreprise)*, n° 15, avril 2020, n° 16, p. 18-18.

- Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, article 168

DREYFUS Jean-David, « Covid-19 et contrat public », *AJ Contrats d'affaires - Concurrence - Distribution*, n° 4, avril 2020, p. 187-190.

DUBOIS Mathilde, ZABALA Bruno, « Ordonnances pour faire face à l'épidémie de Covid-19 : assemblées, conseils et comptes des sociétés et autres groupements ; Note sous Ordonnance n° 2020-321, 25 mars 2020, Journal officiel n° 0074 du 26 mars 2020, texte n° 47 et Ordonnance n° 2020-318, 25 mars 2020, Journal officiel n° 0074 du 26 mars 2020, texte n° 41 », *JCP E Semaine Juridique (édition entreprise)*, n° 14, avril 2020, p. 9-10.

- Loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19, Journal officiel n° 0072 du 24 mars 2020, texte n° 2,
- Ordonnance n° 2020-321, 25 mars 2020, Journal officiel n° 0074 du 26 mars 2020, texte n° 47,
- Ordonnance n° 2020-318, 25 mars 2020, Journal officiel n° 0074 du 26 mars 2020, texte n° 41

DUCHANGE Grégoire, « Coronavirus et contrat de travail », *AJ Contrats d'affaires - Concurrence - Distribution*, n° 4, avril 2020, p. 191-193.

FABRE Alexandre, « Il faut sauver les contrats de travail ! », *Revue droit du travail Dalloz*, n° 4, avril 2020, p. 246-249.

FALCO Damien, « Crise du Covid-19 : présentation des mesures fiscales de soutien des entreprises », *Le Journal des accidents et des catastrophes*, n° 195, avril 2020, p. 18-18.

FOURNIER DE SAINT JEAN Mayeul, KAEPPELIN Emmanuel, « Covid-19 : impact des ordonnances du 25 mars 2020 sur les règles comptables et de droit des sociétés », *Droit des sociétés*, n° 4, avril 2020, p. 23-26.

FRIONNET Christophe, LAPLACE Carole, « Impact Covid-19 : quid de vos provisions ? », *Option Finance*, n° 1553, avril 2020, p. 36-37.

GARREAU Olivier, « L'état d'urgence sanitaire : une "circonstance exceptionnelle" en matière de contrats publics », *Revue Lexbase de Droit Public*, n° 580, avril 2020.

- Ordonnance n° 2020-319 du 25 mars 2020

GAUTHIER Maxime, « Coronavirus : mesures fiscales exceptionnelles de soutien aux entreprises », *Revue de droit fiscal ex droit fiscal*, n° 14, avril 2020, p. 3-5.

GÉA Frédéric, « L'activité partielle, face à la crise », *Revue droit du travail Dalloz*, n° 4, avril 2020, p. 250-256.

GIRAUD Paul, « Restez confinés, les délais sont prorogés ; Note sous Ordonnance n° 2020-304 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale et aux contrats de syndic de copropriété et Ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période », *La Gazette du Palais*, n° 14, avril 2020, p. 15-15.

- Ordonnance n° 2020-304 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale et aux contrats de syndic de copropriété, Journal officiel n° 0076 du 26 mars 2020 et Ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période, Journal officiel n° 0074 du 26 mars 2020

GOSELIN Hervé, « Le droit de retrait, le juge et la protection de la santé des travailleurs dans le contexte de la pandémie Covid-19 », *Semaine sociale Lamy*, n° 1905, avril 2020, p. 19-23.

- Ordonnance n° 2020-428 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions sociales pour faire face à l'épidémie de Covid-19

GOUT Pierre-Henri, « L'entreprise et le droit pénal au temps du covid-19 », Dossier, *Dalloz Actualité*, 30 avril 2020.

GRIMALDI Cyril, « Ordonnances du 25 mars 2020 relatives au Covid-19 et droit des contrats immobiliers : des questions subsistent », *Répertoire du Notariat Defrénois*, n° 14, avril 2020, p. 17-19.

- Ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période, Journal Officiel du 26 mars 2020,
- Ordonnance n° 2020-316 du 25 mars 2020 relative au paiement des loyers, des factures d'eau, de gaz et d'électricité afférents aux locaux professionnels des entreprises dont l'activité est affectée par la propagation de l'épidémie de covid-19, Journal Officiel du 26 mars 2020

GRIMALDI Cyril, « Quelle jurisprudence demain pour l'épidémie de Covid-19 en droit des contrats ? », *Recueil Dalloz Sirey*, n° 15, avril 2020, p. 827-828.

GUÉGAN-GÉLINET Laurence, « L'ordonnance n° 2020-304 du 25 mars 2020 et le renouvellement du contrat de syndic pendant la période de pandémie du Covid-19 », *Revue des loyers et des fermages*, n° 1006, avril 2020, p. 173-174.

- Ordonnance n° 2020-304 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale et aux contrats de syndic de copropriété

HIEZ David, « L'appréhension des entreprises d'économie sociale et solidaire par les mesures Covid », *Revue Trimestrielle de Droit Commercial (RTD Com)*, n° 2, avril 2020, p. 383-387.

HOUTCIEFF Dimitri, « Régime dérogatoire d'exécution des contrats dans le cadre de la crise sanitaire : exécuter ou ne pas exécuter », *Lexbase Hebdo - Edition Privée Générale*, n° 820, avril 2020.

IZARD Sabine, « Renault crée un fonds spécial de solidarité pour ses salariés en activité partielle », *Semaine sociale Lamy*, n° 1903, avril 2020, p. 11-11.

IZARD Sabine, « Un dispositif exceptionnel d'activité partielle », *Semaine sociale Lamy*, n° 1902, avril 2020, p. 4-5.

- Ordonnance n° 2020-346 du 27 mars 2020 portant mesures d'urgence en matière d'activité partielle

JACQUOT Nicolas, TEPER Frédéric, « Covid-19 et mesures fiscales d'urgence : une quasi-harmonisation fiscale... pour le moment », *Option Finance*, n° 1554, avril 2020, p. 39-39.

JCP S (ÉDITION SOCIALE), « L'inspection du Travail invitée à élargir les contrôles sur site », *JCP S (édition sociale) anciennement revue Travail et protection sociale*, n° 17, avril 2020, p. 18-18.

JCP S (ÉDITION SOCIALE), « Entre versement de dividendes et aide de l'État, les grandes entreprises doivent choisir », *JCP S (édition sociale) anciennement revue Travail et protection sociale*, n° 17, avril 2020, p. 12-13.

JCP S (ÉDITION SOCIALE), « Le report des cotisations sociales des entreprises est prolongé pour le mois d'avril », *JCP S (édition sociale) anciennement revue Travail et protection sociale*, n° 15, avril 2020, p. 16-17.

JCP S (ÉDITION SOCIALE), « Les entreprises peuvent placer leurs salariés en activité partielle et ne pas effectuer de demande d'indemnisation auprès de l'État », *JCP S (édition sociale) anciennement revue Travail et protection sociale*, n° 15, avril 2020, p. 15-15.

JCP S (ÉDITION SOCIALE), « Nouveau round d'ordonnance Covid-19 en social », *JCP S (édition sociale) anciennement revue Travail et protection sociale*, n° 17, avril 2020, p. 9-10.

JCP S (ÉDITION SOCIALE), « Coronavirus : le ministère du Travail actualise son questions/réponses », *JCP S (édition sociale) anciennement revue Travail et protection sociale*, n° 14, avril 2020, p. 10-10.

JCP G (ÉDITION GÉNÉRALE), « Fonds de solidarité à destination des entreprises dont l'activité est impactée par l'épidémie du Coronavirus », *JCP G Semaine Juridique (édition générale)*, n° 14, avril 2020, p. 698-698.

- Décret n° 2020-371, 30 mars 2020, Journal Officiel du 31 mars 2020, texte n° 29

JCP E SEMAINE JURIDIQUE (ÉDITION ENTREPRISE), « Covid-19 : mesures de soutien aux entreprises », *JCP E Semaine Juridique (édition entreprise)*, n° 15-16, avril 2020, p. 18-18.

JCP E SEMAINE JURIDIQUE (ÉDITION ENTREPRISE), « Coronavirus : nouveau round d'ordonnance Covid-19 en social (2) ; Note sous Ordonnance n° 2020-460 du 22 avril 2020 portant diverses mesures prises pour faire face à l'épidémie de covid-19, Journal officiel n° 0099 du 23 avril 2020 », *JCP E Semaine Juridique (édition entreprise)*, n° 18, avril 2020, p. 17-18.

- Ordonnance n° 2020-460 du 22 avril 2020 portant diverses mesures prises pour faire face à l'épidémie de covid-19, Journal officiel n° 0099 du 23 avril 2020

JCP E SEMAINE JURIDIQUE (ÉDITION ENTREPRISE), « Coronavirus : nouveau round d'ordonnance Covid-19 en social ; Note sous Ordonnance n° 2020-428 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions sociales pour faire face à l'épidémie de covid-19, Journal officiel n° 0093 du 16 avril 2020 », *JCP E Semaine Juridique (édition entreprise)*, n° 18, avril 2020, p. 16-17.

- Ordonnance n° 2020-428 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions sociales pour faire face à l'épidémie de covid-19, Journal officiel n° 0093 du 16 avril 2020,
- Décret n° 2020-434 du 16 avril 2020 relatif à l'adaptation temporaire des délais et modalités de versement de l'indemnité complémentaire prévue à l'article L. 1226-1 du code du travail, Journal officiel n° 0094 du 17 avril 2020,
- Loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19, Journal officiel n° 0072 du 24 mars 2020

JCP E SEMAINE JURIDIQUE (ÉDITION ENTREPRISE), « Coronavirus : le décret d'application de l'ordonnance sur la tenue des assemblées et les organes dirigeants des sociétés est publié ; Note sous Décret n° 2020-418 du 10 avril 2020 portant adaptation des règles de réunion et de délibération des assemblées et organes dirigeants des personnes morales et entités dépourvues de personnalité morale de droit privé en raison de l'épidémie de covid-19, Journal officiel n° 0089 du 11 avril 2020 », *JCP E Semaine Juridique (édition entreprise)*, n° 17, avril 2020, p. 11-11.

- Décret n° 2020-418 du 10 avril 2020 portant adaptation des règles de réunion et de délibération des assemblées et organes dirigeants des personnes morales et entités dépourvues de personnalité morale de droit privé en raison de l'épidémie de covid-19, Journal officiel n° 0089 du 11 avril 2020

JCP E SEMAINE JURIDIQUE (ÉDITION ENTREPRISE), « Coronavirus : le ministère du Travail actualise son questions/réponses ; Note sous Ministère du travail, questions/réponses, 31 mars 2020 », *JCP E Semaine Juridique (édition entreprise)*, n° 15, avril 2020, n° 16, p. 15-16.

- Ministère du travail, questions/réponses, 31 mars 2020

JCP N SEMAINE JURIDIQUE (ÉDITION NOTARIALE ET IMMOBILIÈRE), « Coronavirus: fonds de solidarité aux entreprises ; Note sous Ordonnance n° 2020-317 du 25 mars 2020 portant création d'un fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation, Journal officiel n° 0074 du 26 mars 2020 », *JCP N Semaine Juridique (édition notariale et immobilière)*, n° 14, avril 2020, p. 12-13.

- Ordonnance n° 2020-317 du 25 mars 2020 portant création d'un fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation, Journal officiel n° 0074 du 26 mars 2020

JCP N SEMAINE JURIDIQUE (ÉDITION NOTARIALE ET IMMOBILIÈRE), « Coronavirus: fonds de solidarité aux entreprises ; Note sous Ordonnance n° 2020-317 du 25 mars 2020 portant création d'un fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation, Journal officiel n° 0074 du 26 mars 2020 », *JCP N Semaine Juridique (édition notariale et immobilière)*, n° 14, avril 2020, p. 12-13.

- Ordonnance n° 2020-317 du 25 mars 2020 portant création d'un fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation, Journal officiel n° 0074 du 26 mars 2020

JEAN-MARIE Nelly, WISMER Franck, « Protection sociale, avantages sociaux et crise Covid-19 », *Semaine sociale Lamy*, n° 1903, avril 2020, p. 6-8.

- Décret n° 2020-73 du 31 janvier 2020 portant adoption de conditions adaptées pour le bénéfice des prestations en espèces pour les personnes exposées au coronavirus,
- Décret n° 2020-193 du 4 mars 2020 relatif au délai de carence applicable à l'indemnité complémentaire à l'allocation journalière pour les personnes exposées au coronavirus,
- Décret n° 2020-227 du 9 mars 2020 adaptant les conditions du bénéfice des prestations en espèces d'assurance maladie et de prise en charge des actes de télémedecine pour les personnes exposées au covid-19,
- Ordonnance n° 2020-322 du 25 mars 2020 adaptant temporairement les conditions et modalités d'attribution de l'indemnité complémentaire prévue à l'article L. 1226-1 du code du travail et modifiant, à titre exceptionnel, les dates limites et les modalités de versement des sommes versées au titre de l'intéressement et de la participation

JOURDAIN Fleur, « Comment la commande publique s'adapte-t-elle à la crise sanitaire », *JCP G Semaine Juridique (édition générale)*, n° 15, avril 2020, p. 768-769.

KAIROUANI Ali, « Le Covid-19, de l'aléa sanitaire au risque systémique à l'aune du droit international des investissements étrangers », *Lexbase Afrique-Ohada*, n° 32, avril 2020, p. 7-9.



KARPENSCHIF Michaël, « Les conséquences de la crise du Covid-19 sur le droit européen des aides d'Etat », *Recueil Dalloz Sirey*, n° 16, avril 2020, p. 928-928.

KARPENSCHIF Michaël, « Le régime français d'aides aux entreprises frappées par le Covid-19 : bien, mais doit mieux faire », *JCP A (Administrations et collectivités territoriales)*, n° 14, avril 2020, p. 4-5.

KENDÉRIAN Fabien, « Le droit civil des contrats et le bail commercial en temps de crise : l'exemple de la Covid-19 », *Revue Trimestrielle de Droit Commercial (RTD Com)*, n° 2, avril 2020, p. 265-282.

➤ Code civil, article 1722

KENDRA Thomas, BENSIMON Johann, SAWADOGO-LEWIS Lédéa, « Le Covid-19 en Afrique et son impact sur l'exécution des contrats », *Revue trimestrielle de droit africain (Penant) ex Revue du droit des pays d'Afrique*, n° 911, avril 2020, p. 269-278.

KIRILOWITS Nicolas, « Covid-19 en île-de-France : les conséquences économiques vont être sévères », Entretien avec Alexandra Dublanche, *Les Petites Affiches*, n° 79, avril 2020, p. 7-9.

KIRILOWITS Nicolas, « Le coronavirus et la digitalisation forcée des outils de travail », Entretien avec Daniel Piana, *Les Petites Affiches*, n° 78, avril 2020, p. 3-5.

KIRILOWITS Nicolas, « Covid-19 : « Partager les conséquences entre l'entreprise et ses salariés » », Entretien avec Flavie Hourtolou, *Les Petites Affiches*, n° 73, avril 2020, p. 3-4.

KLOPPER Michel, « Crise sanitaire : quelles mesures juridiques pour prévenir l'effondrement de la recette de CVAE de 2021 pour les collectivités locales ? », *JCP A (Administrations et collectivités territoriales)*, n° 15, avril 2020, p. 25-26.

LACHIÈZE Christophe, « Covid-19 : un dispositif exceptionnel pour aider les professionnels du tourisme », *JCP G Semaine Juridique (édition générale)*, n° 16, avril 2020, p. 787-789.

LAFAYE Benjamin, VANCREYNEST Cyril, « Incidences pratiques du Covid-19 sur les contrôles fiscaux », *Les Petites Affiches*, n° 81, avril 2020, p. 7-9.

LALLEMAND Marine, MASSERAN Laurence, « Les opérations de M&A face au Covid-19 », *Option Droit & Affaires*, n° 489, avril 2020, p. 8-9.

LANDIVAUX Ludovic, « Coronavirus : prolongation du dispositif du fonds de solidarité et ajustements de ses paramètres ; Note sous Décret n° 2020-433 du 16 avril 2020 », *JCP E Semaine Juridique (édition entreprise)*, n° 18, avril 2020, p. 9-9.

- Décret n°2020-433 du 16 avril 2020 modifiant le décret n° 2020-371 du 30 mars 2020 relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation

LANDIVAUX Ludovic, « Covid-19 : Fonds de solidarité pour les entreprises et paiement de certaines de leurs factures », *JCP E Semaine Juridique (édition entreprise)*, n° 15-16, avril 2020, p. 18-18.

- Ordonnance n° 2020-317 du 25 mars 2020 portant création d'un fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation, Journal officiel n° 0074 du 26 mars 2020,
- Ordonnance n° 2020-316 du 25 mars 2020 relative au paiement des loyers, des factures d'eau, de gaz et d'électricité afférents aux locaux professionnels des entreprises dont l'activité est affectée par la propagation de l'épidémie de covid-19, Journal officiel n° 0074 du 26 mars 2020

LASSERRE CAPDEVILLE Jérôme, « Covid-19 : Soutien et aides des banques en faveur des entreprises ; Note sous Loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020, Journal officiel n° 0072 du 24 mars 2020 et Loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19, Journal officiel n° 0072 du 24 mars 2020 », *JCP E Semaine Juridique (édition entreprise)*, n°15, avril 2020, n° 16, p. 18-18.

- Loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020, Journal officiel n° 0072 du 24 mars 2020,
- Loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19, Journal officiel n° 0072 du 24 mars 2020

LAVALLART Véronique, « L'activité partielle réaménagée pour faire face à l'épidémie de coronavirus », *Option Finance*, n° 1553, avril 2020, p. 43-43.

- Décret n° 2020-325 du 25 mars 2020 relatif à l'activité partielle, Journal officiel n° 0074 du 26 mars 2020,
- Ordonnance n° 2020-346 du 27 mars 2020 portant mesures d'urgence en matière d'activité partielle, Journal officiel n° 0076 du 28 mars 2020

LEBATTEUX Agnès, « Guide pratique pour les copropriétés à l'épreuve du COVID 19 : zoom sur les ordonnances du 25 mars 2020 », *Loyers et copropriété*, n° 4, avril 2020, p. 10-13.

LE BERRE Jérôme, SY Alassane, « Mesures de soutien à l'économie française et allègement fiscal en faveur des entreprises touchées par l'épidémie de Covid-19 », *JCP E Semaine Juridique (édition entreprise)*, n° 14, avril 2020, p. 20-21.

LECOEUR Chrystelle, « Les mesures d'urgence en matière d'activité partielle », *Le Journal des accidents et des catastrophes*, n° 195, avril 2020, p. 12-12.

LECOEUR Chrystelle, « Les ordonnances en matière sociale pour répondre à la crise sanitaire », *Le Journal des accidents et des catastrophes*, n° 195, avril 2020, p. 14-14.

LE CORRE Pierre-Michel, « La réponse du droit des entreprises en difficulté au covid 19 : l'ordonnance n° 2020-341 du 27 mars 2020, portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles à l'urgence sanitaire », *Lexbase Hebdo - Edition Affaires*, n° 630, avril 2020.

- Ordonnance n° 2020-341 du 27 mars 2020, portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles à l'urgence sanitaire et modifiant certaines dispositions de procédure pénale

LEGENDRE Xenia, GENESTON Ludovic, RAGOT Laurent, « Covid-19 et fiscalité », *JCP E Semaine Juridique (édition entreprise)*, n° 18, avril 2020, p. 5-6.

LÉGER Nicolas, STOCKI Alexandra, TARASEWICZ Yasmine, « Questions-réponses sur l'AP, les ruptures du contrat et la consultation des IRP », *Semaine sociale Lamy*, n° 1902, avril 2020, p. 6-13.

LEMERCIER Karine, MERCIER François, « Coronavirus : présentation de l'ordonnance sur les difficultés des entreprises », *Dalloz Actualité*, 1<sup>er</sup> avril 2020.

LEROY Yann, « Le droit du temps de travail adapté à a crise sanitaire et économique ou menacé par elle ? », *Le Journal des accidents et des catastrophes*, n° 195, avril 2020, p. 13-13.

LE NABASQUE Hervé, « Le droit des sociétés face au Covid-19 », *Bulletin Jolly Sociétés*, n° 4, avril 2020, p. 50-56.

- Ordonnance numéro 2020-321 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles de réunion et de délibération des assemblées et organes dirigeants des personnes morales et entités dépourvues de personnalité morale de droit privé en raison de l'épidémie de covid-19

LINDITCH Florian, « La commande publique en temps de crise sanitaire après l'ordonnance du 25 mars 2020 », *JCP A (Administrations et collectivités territoriales)*, n° 14, avril 2020, p. 23-28.

- Ordonnance n° 2020-319 du 25 mars 2020 portant diverses mesures d'adaptation des règles de passation, de procédure ou d'exécution des contrats soumis au code de la commande publique et des contrats publics qui n'en relèvent pas pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19

LINDITCH Florian, « Crise sanitaire et contrats publics (2) : libres propos sur la force majeure », *JCP A (Administrations et collectivités territoriales)*, n° 16, avril 2020, p. 23-25.

LOPES Pierre, « Le dispositif exceptionnel d'activité partielle-Covid-19 », *JCP S (édition sociale) anciennement revue Travail et protection sociale*, n° 14, avril 2020, p. 31-37.

MACORIG-VENIER Francine, « La prévention des difficultés et l'état d'urgence sanitaire : actes I et II ; Note sous Loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19, Journal officiel n° 0072 ; Loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions, Journal officiel n° 0116 », *Revue Trimestrielle de Droit Commercial (RTD Com)*, n° 2, avril 2020, p. 447-456.

- Loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19, Journal officiel n° 0072,

- Loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions, Journal officiel n° 0116,
- Ordonnance n° 2020-596 du 20 mai 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles aux conséquences de l'épidémie de covid-19, Journal officiel n° 0124,
- Ordonnance n° 2020-341 du 27 mars 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles à l'urgence sanitaire et modifiant certaines dispositions de procédure pénale, Journal officiel n° 0076 du 28 mars 2020

MAGNIER-MERRAN Kevin, « Observations sur l'impact du Covid-19 en droit bancaire et financier », *AJ Contrats d'affaires - Concurrence - Distribution*, n° 4, avril 2020, p. 183-187.

MARINIER Sophie, CADIO Prudence, CITTADINI Julie, VINCENT Lionel, VANDERCHMITT Nicolas, BERTON Romain, FASSI-FIHRI Lina, FRANÇOIS-PONCET Raphaële, CIPPE Astrid, « Covid-19 et directions juridiques internationales », *Option Finance*, n° 1554, avril 2020, p. 40-42.

MARRAUD DES GROTTES Gaëlle, « Trésorerie des entreprises et Covid-19 : la garantie de l'État opérationnelle », *Revue Lamy Droit des affaires*, n° 158, avril 2020, p. 4.

- Loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020, Journal officiel n° 0072 du 24 mars 2020

MORVAN Patrick, « Covid-19 : synthèse des mesures sociales au 3 avril 2020 », *JCP E Semaine Juridique (édition entreprise)*, n° 15, avril 2020, n° 16, p. 18-18.

- Ordonnance n° 2020-386 du 1<sup>er</sup> avril 2020 adaptant les conditions d'exercice des missions des services de santé au travail à l'urgence sanitaire et modifiant le régime des demandes préalables d'autorisation d'activité partielle, Journal officiel n° 0080 du 2 avril 2020,
- Code du travail, article L. 5122-1,
- Ordonnance n° 2020-346 du 27 mars 2020 portant mesures d'urgence en matière d'activité partielle, Journal officiel n° 0076 du 28 mars 2020

MATHONNIÈRE Chloé, « Le droit de la concurrence à l'épreuve du coronavirus », *Revue Lamy de la Concurrence*, n° 93, avril 2020, p. 3-3.

MASSIAC Alice de, MAIGNAN Clara, « Gel des versements de dividendes : mode d'emploi », *JCP E Semaine Juridique (édition entreprise)*, n° 18, avril 2020, p. 44-44.

MASSIAC Alice de, MAIGNAN Clara, « Gel des versements de dividendes : mode d'emploi », *Revue de droit fiscal ex droit fiscal*, n° 17, avril 2020, p. 3-5.

MEKKI Mustapha, « Calcul des délais : l'ordonnance « rectificative » du 15 avril 2020 ; Note sous Ordonnance n° 2020-427 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions en matière de délais pour faire face à l'épidémie de covid-19, Journal officiel n° 0093 du 16 avril 2020 », *JCP N Semaine Juridique (édition notariale et immobilière)*, n° 17, avril 2020, p. 21-21.

MEKKI Mustapha, « Calcul des délais : présentation de l'ordonnance « rectificative » du 15 avril 2020 ; Note sous Ordonnance n° 2020-427 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions en matière de délais pour faire face à l'épidémie de covid-19, Journal officiel n° 0093 du 16 avril 2020 », *JCP N Semaine Juridique (édition notariale et immobilière)*, n° 17, avril 2020, p. 5-5.

MEKKI Mustapha, « De l'urgence à l'imprévu du Covid-19 : quelle boîte à outils contractuels », *AJ Contrats d'affaires - Concurrence - Distribution*, n° 4, avril 2020, p. 164-175.

MEKKI Mustapha, « Ordonnance du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus-Quel kit de premiers secours pour les rédacteurs d'actes ? », *JCP N Semaine Juridique (édition notariale et immobilière)*, n° 14, avril 2020, p. 23-23.

MORAND Michel, CHENU Damien, « La prime exceptionnelle de pouvoir d'achat après l'ordonnance du 1 er avril 2020 », *Semaine sociale Lamy*, n° 1903, avril 2020, p. 9-10.

- Ordonnance n° 2020-385 du 1 er avril 2020 modifiant la date limite et les conditions de versement de la prime exceptionnelle de pouvoir d'achat

MORTIER Renaud, ZABALA Bruno, « Ordonnances Covid-19 et droit des sociétés », *JCP E Semaine Juridique (édition entreprise)*, n° 15-16, avril 2020, p. 18-18.

- Loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19, Journal officiel n° 0072 du 24 mars 2020,
- Ordonnance n° 2020-321 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles de réunion et de délibération des assemblées et organes dirigeants des personnes morales et entités dépourvues de personnalité morale de droit privé en raison de l'épidémie de covid-19, Journal officiel n° 0074 du 26 mars 2020,
- Ordonnance n° 2020-318 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles relatives à l'établissement, l'arrêté, l'audit, la revue, l'approbation et la publication des comptes et des autres documents et informations que les personnes morales et entités dépourvues de personnalité morale de droit privé sont tenues de déposer ou publier dans le contexte de l'épidémie de covid-19, Journal officiel n° 0074 du 26 mars 2020

OPTION DROIT ET AFFAIRES, « « Les contrats doivent intégrer des conditions suspensives et des mécanismes d'ajustement de prix » », Interview, Propos recueillis par Coralie Bach, *Option Droit & Affaires*, n° 487, avril 2020, p. 4-4.

PAPER Xavier, « L'épidémie liée au Covid-19 et les événements postérieurs à la date de clôture de l'exercice », *Option Finance*, n° 1554, avril 2020, p. 45-45.

- Code de commerce, article L. 123-20

PATIEK Dariusz, « Le contrat à l'épreuve de l'épidémie de Covid-19-premières réactions », *Le Journal des accidents et des catastrophes*, n° 195, avril 2020, p. 11-11.

PAULHAC Camille, « Covid-19, aides d'État et nationalisations : à situation exceptionnelle, réactions exceptionnelles », *Contrats Concurrence Consommation*, n° 4, avril 2020, p. 2-2.

PELLIER Jean-Denis, « Ordonnance du 15 avril 2020 portant diverses dispositions en matière de délais pour faire face à l'épidémie de covid-19 : l'exclusion regrettable des délais de rétractation », *JCP E Semaine Juridique (édition entreprise)*, n° 17, avril 2020, p. 5-5.

- Ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période, Journal officiel n° 0074 du 26 mars 2020

PELLIER Jean-Denis, « L'impact de l'épidémie de coronavirus sur les contrats du tourisme », *Recueil Dalloz Sirey*, n° 13, avril 2020, p. 729-734.

- Loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19

PELLIER Jean-Denis, « Le gouvernement au secours des professionnels du tourisme. A propos de l'ordonnance n° 2020-315 du 25 mars 2020 », *Recueil Dalloz Sirey*, n° 14, avril 2020, p. 775-776.

- Ordonnance n° 2020-315 du 25 mars 2020 relative aux conditions financières de résolution de certains contrats de voyages touristiques et de séjours en cas de circonstances exceptionnelles et inévitables ou de force majeure

PORTA Jérôme, « Le comité européen des droits sociaux, "tribunal" des politiques de santé des États contre la pandémie », *Droit ouvrier*, n° 864, juillet 2020, p. 536-540.

PORTA Jérôme, SACHS Tatiana, BARGAIN Gwenola *et al.*, « État de droit, état social et état de guerre : les limites temporelles », *Revue droit du travail Dalloz*, n° 4, avril 2020, p. 228-231.

PORTA Jérôme, SALAIS Robert, SACHS Tatiana *et al.*, « L'urgence sanitaire et (environnementale) requiert des libertés et droits nouveaux aux salariés », *Revue droit du travail Dalloz*, n° 4, avril 2020, p. 231-236.

POUJADE Hélène, « Covid-19 et plans de continuation : Vademecum de la prolongation de la durée des plans ; Note sous Ordonnance n° 2020-341 du 27 mars 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles à l'urgence sanitaire et modifiant certaines dispositions de procédure pénale, Journal officiel n° 0076 », *Revue Trimestrielle de Droit Commercial (RTD Com)*, n° 2, avril 2020, p. 474-483.

- Ordonnance n° 2020-341 du 27 mars 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles à l'urgence sanitaire et modifiant certaines dispositions de procédure pénale, Journal officiel n° 0076,
- Ordonnance n° 2020-596 du 20 mai 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles aux conséquences de l'épidémie de Covid-19, Journal officiel n° 0124

PRADEL Virginie, « Coronavirus : les conséquences fiscales pour les particuliers et les entreprises », *Lexbase Hebdo - Edition Fiscale*, n° 819, avril 2020.

- Ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020, relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période

RAMEAU Léa, « Les impacts de la crise sur la formation professionnelle pour les entreprises et les organismes de formation », *Lexbase Hebdo - Edition Sociale*, n° 822, avril 2020.

RASSAFI-GUIBAL Hicham, « Crise sanitaire et contrats administratifs : quand l'urgence fragilise le droit. À propos de l'ordonnance n°2020-319 », *Revue des droits et libertés fondamentaux*, 2020, avril 2020, n° 37. Disponible sur : <http://www.revuedlf.com/droit-administratif/crise-sanitaire-et-contrats-administratifs-quand-lurgence-fragilise-le-droit-a-propos-de-lordonnance-n-2020-319/> ## Article issu du dossier "Coronavirus et droit" disponible sur : <http://www.revuedlf.com/droit-administratif/crise-sanitaire-et-contrats-administratifs-quand-lurgence-fragilise-le-droit-a-propos-de-lordonnance-n-2020-319/>

- Ordonnance n° 2020-319 du 25 mars 2020 portant diverses mesures d'adaptation des règles de passation, de procédure ou d'exécution des contrats soumis au code de la commande publique et des contrats publics qui n'en relèvent pas pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19, Journal Officiel du 26 mars 2020, texte n° 43

RAYNALDY Alexane, « La création d'un fonds de solidarité : une participation financière de l'État et des régions auprès des entreprises dont l'activité est impactée par l'épidémie du Covid-19 », *JCP A (Administrations et collectivités territoriales)*, n° 14, avril 2020, p. 31-32.

- Ordonnance n° 2020-317 du 25 mars 2020 portant création d'un fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation,
- Décret n° 2020-371 du 30 mars 2020 relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation

REGNAULT Sébastien, « Covid-19 et bail commercial », *AJ Contrats d'affaires - Concurrence - Distribution*, n° 4, avril 2020, p. 193-198.

REMBRY Guillaume, « Donations en nature « Covid-19 » : des règles de TVA non encore totalement adaptées à l'urgence sanitaire », *Option Finance*, n° 1556, avril 2020, p. 53-53.

REVUE LAMY CONCURRENCE, « Covid-19 : les contrats de la commande publique fortement impactés ! », *Revue Lamy de la Concurrence*, n° 93, avril 2020, p. 15-16.

- Loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 sur l'état d'urgence sanitaire

RF SOCIAL, « Les entreprises confrontées au coronavirus », *RF Social*, n° 206, avril 2020, p. 10-14.

RF SOCIAL, « Coronavirus : loi d'urgence », *RF Social*, n° 206, avril 2020, p. 4-4.

ROLLAND Blandine, « Covid-19 et droit des entreprises en difficulté », *Le Journal des accidents et des catastrophes*, n° 195, avril 2020, p. 9-9.

RONTCHEVSKY Nicolas, « Crise sanitaire, crise économique et gouvernance des sociétés dans la perspective du « monde d'après » », *Recueil Dalloz Sirey*, n° 13, avril 2020, p. 721-722.

- Loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19

ROSA Stéphane de la, « L'encadrement européen de la commande publique face aux défis de la crise sanitaire », *Revue des affaires européennes*, n° 2, avril 2020, p. 325-333.

SCHAPIRA Sébastien, « Responsabilité pénale de l'entreprise face au covid-19 : premier état des lieux », *Le droit en débats, Dalloz Actualité*, 9 avril 2020.

SÉBIRE Marc-Étienne, POISSON Florie, « Covid-19: comment obtenir un waiver dans le cadre d'un emprunt obligataire? », *Option Finance*, n°1556, avril 2020, p. 50-50.

SÉE Arnaud, « Les libertés économiques en période de crise sanitaire : un premier état des lieux », *Revue des droits et libertés fondamentaux*, avril 2020, n° 2020-21. Disponible sur : <http://www.revuedlf.com/droit-administratif/les-libertes-economiques-en-periode-de-crise-sanitaire-un-premier-etat-des-lieux/> ## Article issu du dossier "Coronavirus et droit" disponible sur : <http://www.revuedlf.com/dossier/colloque-virtuel-droit-et-coronavirus-le-droit-face-aux-circonstances-sanitaires-exceptionnelles/>

- Décret n° 2020-260 du 16 mars 2020 portant réglementation des déplacements dans le cadre de la lutte contre la propagation du virus covid-19, Journal Officiel du 17 mars 2020, texte n° 2,
- Loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19, Journal Officiel du 24 mars 2020, texte n° 2,
- Décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, Journal Officiel du 24 mars 2020, texte n° 7,
- Loi organique n° 2020-365 du 30 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19, Journal Officiel du 31 mars 2020, texte n° 2,
- Conseil d'État, ordonnance, 1 er avril 2020, requête n° 439762, Fédération nationale des marchés de France,
- Loi 2020-289 du 23 mars 2020 de finance rectificative pour 2020, Journal Officiel du 24 mars 2020,
- Texte n° 1,
- Ordonnance n° 2020-319 du 25 mars 2020 portant diverses mesures d'adaptation des règles de passation, de procédure ou d'exécution des contrats soumis au code de la commande publique et des contrats publics qui n'en relèvent pas pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19,
- Ordonnance n° 2020-315 du 25 mars 2020 relative aux conditions financières de résolution de certains contrats de voyages touristiques et de séjours en cas de circonstances exceptionnelles et inévitables ou de force majeure,



- Ordonnance n° 2020-330 du 25 mars 2020 relative aux mesures de continuité budgétaire, financière et fiscale des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face aux conséquences de l'épidémie de covid-19, Journal Officiel du 26 mars 2020, texte n° 75

SEMAINE SOCIALE LAMY, « L'avalanche de textes continue », *Semaine sociale Lamy*, n° 1902, avril 2020, p. 2-3.

- Ordonnance n° 2020-389 du 1<sup>er</sup> avril 2020 portant mesures d'urgence relatives aux instances représentatives du personnel,
- Ordonnance n° 2020-388 du 1<sup>er</sup> avril 2020 relative au report du scrutin de mesure de l'audience syndicale auprès des salariés des entreprises de moins de onze salariés et à la prorogation des mandats des conseillers prud'hommes et membres des commissions paritaires régionales interprofessionnelles,
- Ordonnance n° 2020-385 du 1<sup>er</sup> avril 2020 modifiant la date limite et les conditions de versement de la prime exceptionnelle de pouvoir d'achat,
- Ordonnance n° 2020-387 du 1<sup>er</sup> avril 2020 portant mesures d'urgence en matière de formation professionnelle,
- Ordonnance n° 2020-386 du 1<sup>er</sup> avril 2020 adaptant les conditions d'exercice des missions des services de santé au travail à l'urgence sanitaire et modifiant le régime des demandes préalables d'autorisation d'activité partielle

SERRANO Emmanuelle, « Covid-19 et responsabilité pénale des entreprises : la démonstration du lien de causalité sera déterminante », Interview de Jonathan Mattout, *Option Droit & Affaires*, n° 490, avril 2020, p. 4-4.

SERRANO Emmanuelle, « Entre RGPD et Covid-19, le casse-tête des entreprises en matière de traitement des données personnelles », entretien avec Leïla Benaïssa, *Option Droit & Affaires*, n° 488, avril 2020, p. 2-2.

SUPIOT Marie, « AGOA 2020-SA dont aucun titre financier n'est admis aux négociations sur un marché réglementé », *JCP E Semaine Juridique (édition entreprise)*, n° 14, avril 2020, p. 22-22.

TARDY-JOUBERT Sophie, « Covid-19 : « On tire la sonnette d'alarme » », entretien avec Charles-René Tandé, *Les Petites Affiches*, n° 81, avril 2020, p. 4-6.

TARDY-JOUBERT Sophie, « Covid-19 : « il faut construire un droit du travail de crise » », Entretien avec Philippe Rozec, *Les Petites Affiches*, n° 74, avril 2020, p. 4-7.

TARDY-JOUBERT Sophie, « Covid-19 : « Nous espérons éviter un afflux de faillites » », Entretien avec Christophe Basse, *Les Petites Affiches*, n° 72, avril 2020, p. 4-5.

TEBOUL Georges, « L'adaptation du droit des entreprises en difficulté à la crise du coronavirus », *Recueil Dalloz Sirey*, n° 14, avril 2020, p. 785-788.

- Ordonnance n° 2020-341 du 27 mars 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles à l'urgence sanitaire et modifiant certaines dispositions de procédure pénale

VAISSIÈRE François de, « Les ressources du droit commun des contrats », *Annales des loyers*, n° 4, avril 2020, p. 18-27.

VALLENS Jean-Luc, « Crise sanitaire : une modification temporaire des règles applicables aux procédures collectives ; Note sous Ordonnance n° 2020-341 du 27 mars 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles à l'urgence sanitaire et modifiant certaines dispositions de procédure pénale, Journal officiel n° 0076 », *Revue Trimestrielle de Droit Commercial (RTD Com)*, n° 2, avril 2020, p. 249-264.

- Ordonnance n° 2020-341 du 27 mars 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles à l'urgence sanitaire et modifiant certaines dispositions de procédure pénale, Journal officiel n° 0076,
- Ordonnance n° 2020-596 du 20 mai 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles aux conséquences de l'épidémie de covid-19, n° 0124

VANNINI Claire, MORAÏTOU Eleni, « Aides d'État : quelles marges de manœuvre face à la crise ? », *Option Droit & Affaires*, n° 490, avril 2020, p. 8-9.

WILMER Franck, « Rebondissement sur la gestion des arrêts de travail », *Semaine sociale Lamy*, n° 1905, avril 2020, p. 16-16.

- Ordonnance n° 2020-428 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions sociales pour faire face à l'épidémie de Covid-19,
- Décret n° 2020-435 du 16 avril 2020 portant mesures d'urgence en matière d'activité partielle

X. D., « Le Code du tourisme s'adapte ! », *JurisTourisme (anciennement Tourisme et droit)*, n° 229, avril 2020, p. 7-7.

ZIADÉ Roland, CAVICCHIOLI Claudia, « L'impact du Covid-19 sur les contrats commerciaux », *AJ Contrats d'affaires - Concurrence - Distribution*, n° 4, avril 2020, p. 176-182.

## MARS 2020

BASSE Christophe, « Covid-19 : "Le gouvernement a fait un effort massif" », *Bulletin Joly Entreprises en difficulté*, n° 2, mars-avril 2020, p. 13-14.

BOLLAND Blanchard, « La clause d'imprévision dans les contrats de baux commerciaux : fallait-il une « corona-vision » ? », *Les Petites Affiches*, n° 65, mars 2020, p. 6-7.

BONNEAU Marie-France, « Panorama des mesures de soutien aux entreprises face à la crise du COVID-19 », *Revue des procédures collectives*, n° 2, mars 2020, p. 3-4.

BUISINE Olivier, « De quelques mesures exceptionnelles d'adaptation temporaire du droit des entreprises en difficulté », *Revue des procédures collectives*, n° 2, mars 2020, p. 16-18.

CHAMPEAUX Françoise, IZARD Sabine, « Le droit du travail s'adapte pour faire face à la pandémie », *Semaine sociale Lamy*, n° 1901, mars 2020, p. 2-4.

- Loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19, Journal officiel, 24 mars 2020,
- Journal officiel, 25 mars 2020,
- Loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020, Journal officiel, 24 mars 2020

COCHET Lucie, « Commande publique et pandémie : les premières orientations en état d'urgence sanitaire », *JCP A (Administrations et collectivités territoriales)*, n° 13, mars 2020, p. 22-24.

- Loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 DISCOURS Aymeric, QU Shurong, BUHART Jacques, « L'impact du covid-19 sur l'exécution des contrats (Étude comparative droit chinois/droit français) », *JCP G Semaine Juridique (édition générale)*, n° 12, mars 2020, p. 558-559.

COLLIN Charlotte, « Coronavirus : la Commission européenne adapte son contrôle des aides d'État », *Dalloz Actualité*, 26 mars 2020.

- Communication de la Commission européenne, 20 mars 2020

CONCURRENCE ET CONSOMMATION lettre de la DGCCRF, « Coronavirus, attention aux arnaques ! », *Concurrence et consommation, lettre de la DGCCRF*, n° 31, mars 2020, p. 1-1.

DEFRÉNOIS, « COVID-19 : mesures transitoires de soutien pour les entreprises et les particuliers », *Répertoire du Notariat Defrénois*, n° 13, mars 2020, p. 5-7.

- Loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19, Journal Officiel du 24 mars 2020

GIRAUD Paul, « Nouvelle ordonnance sur la gestion des délais : une pincée de précisions, une bonne dose de complexification ; Note sous Ordonnance n° 2020-427 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions en matière de délais pour faire face à l'épidémie de covid-19, Journal officiel n° 0093 du 16 avril 2020 », *La Gazette du Palais*, n° 15, mars 2020, p. 13-13.

- Ordonnance n° 2020-427 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions en matière de délais pour faire face à l'épidémie de covid-19, Journal officiel n° 0093 du 16 avril 2020

GOBBATO Sara, « Liquidity support in the Cura Italia decree », *European State Aids Quarterly*, n° 1, mars 2020, p. 92-94.

- TFEU, article number 107(3)(b)

GRAUJEMAN Elisabeth, « Les questions auxquelles sont confrontées les entreprises », *Semaine sociale Lamy*, n° 1901, mars 2020, p. 5-8.

- Loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19, Journal officiel, 24 mars 2020

GUSTIN Sibylle, « Crise Covid-19-La mise en place de l'activité partielle », *Lexbase Hebdo - Edition Sociale*, n° 818, mars 2020.

HACHETTE Thomas, « L'évaluation des entreprises dans le contexte actuel de crise », *Option Finance*, n° 1552, mars 2020, p. 57-58.

HEINICH Julia, « L'incidence de l'épidémie de coronavirus sur les contrats d'affaires de la force majeure à l'imprévision », *Recueil Dalloz Sirey*, n° 11, mars 2020, p. 611-617.

HONORÉ Michael, GODSK FALLESEN Asbjorn, « Covid-19 measures adopted by Denmark », *European State Aids Quarterly*, n° 1, mars 2020, p. 81-84.

IZARD Sabine, « Les questions auxquelles sont confrontés les élus », Entretien avec Evelyn Bledniak, *Semaine sociale Lamy*, n° 1901, mars 2020, p. 9-10.

JCP E SEMAINE JURIDIQUE (ÉDITION ENTREPRISE), « Coronavirus COVID-19: mesures de soutien immédiates aux entreprises », *JCP E Semaine Juridique (édition entreprise)*, n° 13, mars 2020, p. 9-15.

JCP G (ÉDITION GÉNÉRALE), « Les professionnels des entreprises en difficulté mobilisés », *JCP G Semaine Juridique (édition générale)*, n° 12, mars 2020, p. 580-580.

JCP S (ÉDITION SOCIALE), « Coronavirus : loi d'urgence et autres mesures », *JCP S (édition sociale) anciennement revue Travail et protection sociale*, n° 13, mars 2020, p. 2-11.

KARPENSCHIF Michaël, « COVID-19 et droit des aides d'État », *JCP A (Administrations et collectivités territoriales)*, n° 13, mars 2020, p. 44-47.

LANDIVAUX Ludovic, « Contrats et coronavirus : un cas de force majeure ? Ça dépend..., Le droit en débats », *Dalloz Actualité*, 20 mars 2020.

LASSERRE CAPDEVILLE Jérôme, « Soutien et aides des banques en faveur des entreprises dans le contexte du coronavirus », *Revue de Droit Bancaire et Financier*, n° 2, mars 2020, p. 25-29.

LESCROART Valentin, LAMBERT Serge, « Les prix de transfert sont-ils contaminés par le Covid-19 ? », *Option Finance*, n° 1552, mars 2020, p. 50-50.

LIBCHABER Rémy, « Pour une impérativité raisonnée de la révision pour imprévision », *Recueil Dalloz*, 2020, pp.1185-1188.

MIE Muriel, LANDIVAUX Ludovic, « Les mesures économiques de la « loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 » », *JCP A (Administrations et collectivités territoriales)*, n°13, mars 2020, p. 9-10.

- Loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19

MEKKI Mustapha, « Covid-19 et notariat : à l'imprévu. », *JCP N Semaine Juridique (édition notariale et immobilière)*, n° 13, mars 2020, p. 5-5.

- Code civil, article 1218

PELLIER Jean-Denis, « Retour sur le contrôle des prix sur fond de coronavirus : entre Charybde et Scylla. A propos du décret n° 2020-197 du 5 mars 2020 relatif aux prix de vente des gels hydroalcooliques », *Recueil Dalloz Sirey*, n° 10, mars 2020, p. 546-547.

- Décret n° 2020-197 du 5 mars 2020 relatif aux prix de vente des gels hydro-alcooliques,
- Code de commerce, article L. 410-2

PIERNAS LÓPEZ Juan Jorge, « Spanish State aid measures related to the covid-19 outbreak », *European State Aids Quarterly*, n° 1, mars 2020, p. 96-97.

- TFEU, article number 107(3)(b)

PIGNON Sophie, « Covid-19 : onde de choc sur les contrats de la commande publique », *Revue Lexbase de Droit Public*, n° 579, mars 2020.

- Loi n° 2020-290 du 23 mars 2020, d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19

RAYNOUARD Arnaud, WLODKOWSKI Frédéric, « Les assemblées générales des sociétés à l'épreuve du confinement », *Le droit en débats, Dalloz Actualité*, 25 mars 2020.

REVUE DES PROCÉDURES COLLECTIVES, « Circulaire de la DACS relative à l'ordonnance n° 2020-341 du 27 mars 2020 », *Revue des procédures collectives*, n° 2, mars 2020, p. 5-7.

- Circulaire n° CIV/03/20, rectifications du premier avril 2020, Circulaire de présentation des articles 1<sup>er</sup>, 2, 3 et 5 de l'ordonnance n° 2020-341 du 27 mars 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles à l'urgence sanitaire et modifiant certaines dispositions de procédure pénale

ROUSSET Camille, « Covid-19 : quelles mesures d'urgence dans les entreprises ? », *Option Droit & Affaires*, n° 484, mars 2020, p. 8-9.

- Décret n° 2020-264 du 17 mars 2020,

- Circulaire DGT 2009-16 du 3 juillet 2009,
- Décret n° 2020-73 du 31 janvier 2020

SEMAINE SOCIALE LAMY, « Un état d'urgence sanitaire », *Semaine sociale Lamy*, n° 1900, mars 2020, p. 3-4.

VERKINDT Pierre-Yves, « Du bon usage du droit de retrait », *Semaine sociale Lamy*, n° 1901, mars 2020, p. 11-12.

- Loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19, Journal officiel

« Veille législative. Du 1<sup>er</sup> février au 10 avril 2020 », *Revue des procédures collectives*, n° 2, mars 2020, p. 8-12.

## JANVIER 2020

RUEDA CARAZO Alberto, « Impact du Covid-19 sur le secteur de l'aviation : l'exemple Espagnol », *Revue française de droit aérien*, n° 1, janvier 2020, p. 9-11.

### ➤ **Jurisprudence**

ANDJECHAÏRI-TRIBILLAC Sarah, « Covid-19 : condamnation de l'assureur à indemniser les pertes d'exploitation du restaurateur », *Dalloz Actualité*, 11 mars 2021.

- Aix-en-Provence, 25 févr. 2021, n° 20/10357

LA SEMAINE JURIDIQUE (ENTREPRISE ET AFFAIRES), « Covid-19 : la justice européenne valide le report du paiement des taxes dues par les compagnies aériennes françaises », *La Semaine Juridique (Entreprise et affaires)*, n° 8-9, 25 février 2021, p. 16-17.

- Trib. UE, 17 février 2021, aff. T-259/20, Ryanair c/Commission

BRAULT Philippe-Hubert, « Recouvrement par le bailleur d'une créance de loyers actualisée en 2020 avec rejet des moyens développés par le preneur en raison des effets de la pandémie de la Covid-19 », *La Semaine Juridique (Entreprise et affaires)*, n° 8-9, 25 février 2021, p. 46-48.

- CA Grenoble, ch.com, 5 novembre 2020, n° 16/04533

ANDJECHAÏRI-TRIBILLAC Sarah, « Covid-19 et non-paiement des loyers commerciaux : contestation sérieuse », *Dalloz Actualité*, 27 janvier 2021.

- TJ Paris, réf., 21 janv. 2021, n° 20/55750

HOUTCIEFF Dimitri, « Covid-19 et force majeure : une appréciation rigoureuse de la condition d'irrésistibilité ; Note sous Cour d'appel de Grenoble, Chambre commerciale, 5 novembre 2020, arrêt numéro 16/04533 », Chronique "Jurisprudence de droit des contrats", *La Gazette du Palais*, n° 1, 5 janvier 2021, p. 33-34.

- Cour d'appel de Grenoble, Chambre commerciale, 5 novembre 2020, arrêt numéro 16/04533,
- Code civil, article 1722

HOUTCIEFF Dimitri, « La garantie des pertes d'exploitation résiste-t-elle à la Covid-19? ; Note sous Tribunal de commerce de Lyon, 4 novembre 2020, jugement numéro 2020J00525, Tribunal de commerce de Marseille, 15 octobre 2020, jugement numéro 2020F00893, Tribunal de commerce de Paris, 17 septembre 2020, jugement numéro 2020022826 et Tribunal de commerce de Paris, 17 septembre 2020, jugement numéro 2020022823 », Chronique "Jurisprudence de droit des contrats", *La Gazette du Palais*, n° 1, 5 janvier 2021, p. 29-31.

- Tribunal de commerce de Lyon, 4 novembre 2020, jugement numéro 2020J00525,
- Tribunal de commerce de Marseille, 15 octobre 2020, jugement numéro 2020F00893,
- Tribunal de commerce de Paris, 17 septembre 2020, jugement numéro 2020022826,
- Tribunal de commerce de Paris, 17 septembre 2020, jugement numéro 2020022823,
- Tribunal de commerce de Paris, 17 septembre 2020, jugement numéro 2020022819,
- Code des assurances, article L. 113-1

LOISEAU Grégoire, « De la résolution du contrat pour force majeure », *Communication Commerce Électronique*, n° 1, janvier 2021, p. 27-27.

- Cour de cassation, première Chambre civile, 25 novembre 2020, pourvoi numéro 19-21.060

GIBIRILA Deen, « Chronique jurisprudentielle : droit des sociétés et des groupements (janvier 2020-mars 2020) », *Les Petites Affiches*, n° 220, novembre 2020, p. 6-18.

- Cour de cassation, Chambre commerciale, 29 janvier 2020, pourvoi n° 18-17.131,
- Cour d'appel de Paris, 18 février 2020, arrêt n° 17/08258,

- Cour de cassation, Chambre criminelle, 18 mars 2020, pourvoi n° 19-82.646,
- Cour de cassation, Chambre commerciale, 18 mars 2020, pourvoi n° 17-10.898,
- Cour de cassation, troisième Chambre civile, 19 mars 2020, pourvoi n° 19-11.771,
- Cour de cassation, première Chambre civile, 25 mars 2020, pourvoi n° 18-17.721

STOFFEL-MUNCK Philippe, BLOCH Cyril, BACACHE Mireille, « Responsabilité civile », *JCP G Semaine Juridique (édition générale)*, n° 46, novembre 2020, p. 2014-2021.

- Cour de cassation, Chambre commerciale, 12 février 2020, pourvoi n° 17-31.614, Juris-Data n° 2020-001762,
- Cour de cassation, deuxième Chambre civile, 20 mai 2020, pourvois n°s 19-14.306 et 19-11.538, Juris-Data n° 2020-007038,
- Cour de cassation, première Chambre civile, 26 février 2020, pourvoi n° 18-26.26, Juris-Data n° 2020-002492,
- Cour de cassation, deuxième Chambre civile, 5 mars 2020, pourvoi n° 19-11.411, Juris-Data n° 2020-003153,
- Cour de cassation, première Chambre civile, 5 février 2020, pourvoi n° 18-25.625, Juris-Data n° 2020-001646,
- Cour de cassation, première Chambre civile, 9 septembre 2020, pourvoi n° 19-11.882, Juris-Data n° 2020-012861,
- Tribunal de commerce de Paris ordonnance en référé, 20 mai 2020, jugement n° 2020016407,
- Cour d'appel de Paris, pôle 1, Chambre 2, 28 juillet 2020, arrêt n° 20/06689, Juris-Data n° 2020-011557

JCP S (ÉDITION SOCIALE), « Covid-19 : suspension des nouveaux critères de vulnérabilité ouvrant droit au chômage partiel », *JCP S (édition sociale) anciennement revue Travail et protection sociale*, n° 43, octobre 2020, p. 9-9.

- Conseil d'État, 15 octobre 2020, requête n° 444425, Juris-Data n° 2020-016421

AVOUT Louis d', « Droit du commerce international. Septembre 2019-juillet 2020 », *Recueil Dalloz Sirey*, n° 35, octobre 2020, p. 1970-1986.

- Centre International pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements (CIRDI), ARB/15/49, décision sur la compétence du 7 février 2020 et opinion dissidente de Monsieur Kohen du 3 février 2020,
- Accord portant extinction des traités bilatéraux d'investissement intra-européens du 5 mai 2020,
- Cour de justice de l'Union européenne, 24 septembre 2019, affaire C-507/17, Google,
- Conseil constitutionnel, 31 janvier 2020, n° 2019-823 QPC,
- Cour de cassation, première Chambre civile, 6 novembre 2019, pourvoi n° 18-16.437,



- Cour de cassation, Chambre sociale, 1 juillet 2020, pourvoi n° 18-24.643,
- Cour de cassation, première Chambre civile, 2 octobre 2019, pourvoi n° 19-10.669 QPC,
- Directive 2019/2121/UE du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 modifiant la directive 2017/1132/UE en ce qui concerne les transformations, fusions et scissions transfrontalières,
- Cour de cassation, Chambre commerciale, 15 janvier 2020, pourvoi n° 17-22.295,
- Cour de justice de l'Union européenne, 3 octobre 2019, affaire C-272/18,
- Cour de cassation, Chambre commerciale, 17 juin 2020, pourvoi n° 18-22.216,
- Cour de cassation, première Chambre civile, 18 décembre 2019, pourvoi n° 18-14.827,
- Cour de cassation, première Chambre civile, 29 janvier 2020, pourvoi n° 18-26.146,
- Cour de cassation, Chambre criminelle, 3 décembre 2019, pourvoi n° 18-83.081,
- Cour de justice de l'Union européenne, 9 octobre 2019, affaire C-548/18,
- Protocole "portant sur les questions spécifiques aux matériels d'équipements miniers, agricoles et de construction" (dit "Protocole MAC"),
- Loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19,
- Décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire,
- Note du Secrétariat d'Unidroit sur les Principes d'Unidroit relatifs aux contrats du commerce international et la crise sanitaire du Covid-19,
- Ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période,
- Ordonnance n° 2020-304 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale et aux contrats de syndic de copropriété,
- Circulaire de présentation des dispositions du titre I de l'Ordonnance n° 2020-427 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions en matière de délais pour faire face à l'épidémie de covid-19,
- Cour de cassation, Chambre commerciale, 8 juillet 2020, pourvoi n° 17-31.536,
- Cour de justice de l'Union européenne, 16 juillet 2020, affaire C-73/19,
- Cour d'appel de Paris, chambre de commerce internationale, 3 juin 2020, n° 19/03758,
- Cour de cassation, première Chambre civile, 15 janvier 2020, pourvoi n° 18-18.088,
- Cour d'appel de Paris, chambre de commerce internationale, 3 juin 2020, n° 19/07261,
- Cour d'appel de Paris, 30 juin 2020, n° 17/22515,
- Cour de justice de l'Union européenne, 5 décembre 2019, affaire C-421/18, Ordre des avocats du barreau de Dinant,
- Cour de justice de l'Union européenne, 7 mai 2020, affaire C-641/18, Rina,
- Cour de cassation, première Chambre civile, 20 novembre 2019, pourvoi n° 18-21.854,
- Cour de justice de l'Union européenne, 26 mars 2020, affaire C-215/18, Libuse Kralova contre Primera Air Scandinavia,
- Cour de justice de l'Union européenne, 3 octobre 2019, affaire C-208/18, Jana Petruchová contre FIBO,
- Cour de justice de l'Union européenne, 2 avril 2020, affaire C-500/18, AU contre Reliantco Investments LTD,
- Cour de justice de l'Union européenne, 7 novembre 2019, affaire. C-213/18, Easyjet,
- Cour de cassation, Chambre commerciale, 25 septembre 2019, pourvoi n° 18-12.119,

- Cour de cassation, Chambre commerciale, 26 février 2020, pourvoi n° 18-21.144,
- Cour de justice de l'Union européenne, 5 septembre 2019, affaire C-172/18, AMS,
- Cour de justice de l'Union européenne, 9 juillet 2020, affaire C-343/19,
- Cour de cassation, première Chambre civile, 29 janvier 2020, pourvoi n° 18-20.299,
- Cour de cassation, première Chambre civile, 13 mai 2020, pourvoi n° 18-24.850,
- Cour de cassation, Chambre sociale, 22 janvier 2020, pourvoi n° 17-31.266,
- Cour de cassation, Chambre commerciale, 11 mars 2020, pourvoi n° 19-10.657,
- Cour de justice de l'Union européenne, 16 juillet 2020, affaire C-253/19,
- Cour de justice de l'Union européenne, 21 novembre 2019, affaire C-198/18,
- Cour de justice de l'Union européenne, 4 décembre 2019, affaire C-493/18,
- Cour de justice de l'Union européenne, 18 septembre 2019, affaire C-47/18 Skarb contre Riel-AlpineBau,
- Cour de cassation, Chambre commerciale, 16 juillet 2020, pourvoi n° 17-16.200,
- Cour de justice de l'Union européenne, 7 novembre 2019, affaire C-555/18, K.H.K

GOARANT-MORAGLIA Cathy, « Taxe foncière, inexploitation d'immeuble et Covid-19 », *Option Finance*, n° 1575, septembre 2020, p. 46-46.

- Conseil d'État, huitième-troisième Chambres réunies, 29 juin 2020, requête n° 434521

HOUTCIEFF Dimitri, « La force majeure à l'épreuve du coronavirus ; Note sous Tribunal de commerce d'Evry, 1 juillet 2020, décision n° 2020R0092 », *La Gazette du Palais*, n° 31, septembre 2020, p. 29-31.

- Tribunal de commerce d'Evry, 1 juillet 2020, décision n° 2020R0092

HOUTCIEFF Dimitri, « Covid-19, bars et restaurants : pas de café mais l'addition ! ; Note sous Tribunal judiciaire de Paris, dix-huitième Chambre, 10 juillet 2020, décision n° 20/04516 », *La Gazette du Palais*, n° 31, septembre 2020, p. 27-28.

- Tribunal judiciaire de Paris, dix-huitième Chambre, 10 juillet 2020, décision n° 20/04516,
- Ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période, Journal officiel n° 0074 du 26 mars 2020

LAMOUREUX Marie, « Covid-19, force majeure et marché de l'électricité ; Note sous Tribunal de commerce de Paris, 20 mai 2020, jugement n° 2020-016407 », *JCP E Semaine Juridique (édition entreprise)*, n° 38, septembre 2020, p. 40-44.

- Tribunal de commerce de Paris, 20 mai 2020, jugement n° 2020-016407

CARON Mathilde, « Covid-19 et mise à jour du DUER dans une entreprise à établissements multiples », *Bulletin du travail (ancien nom Cahiers sociaux du barreau de Paris)*, n° 9, septembre 2020, p. 26-29.

- Tribunal judiciaire de Lyon, 22 juin 2020, jugement n° 20/00701

ZIADIÉ Roland, CAVICCHIOLI Claudia, « Force majeure et Covid-19 : les principaux apports de l'arrêt de la cour d'appel de Paris dans le contentieux EDF/Total », *Option Droit & Affaires*, n° 506, septembre 2020, p. 10-11.

- Cour d'appel de Paris, 28 juillet 2020, EDF contre Total Direct Energie

DEZOBRY Guillaume, « Le Tribunal de commerce de Paris adopte des ordonnances concernant l'activation de la clause de force majeure de l'accord-cadre », *Concurrences*, n° 3, août 2020, p. 163-164.

- Tribunal de commerce de Paris, 20 mai 2020, ordonnance n° 2020016407, Total Direct Énergie

REVUE DE JURISPRUDENCE SOCIALE (RJS), « Note sous Conseil d'État, 30 juin 2020, requête n° 441032, CGT-FO », *Revue de Jurisprudence Sociale (RJS)*, n° 8, août 2020, p. 634-636.

- Conseil d'État, 30 juin 2020, requête n° 441032, CGT-FO

BERGERON-CANUT Florence, « Délais de consultation du CSE : nouvelles précisions », *Bulletin du travail (ancien nom Cahiers sociaux du barreau de Paris)*, n° 7, juillet 2020, p. 18-19.

- Cour de cassation, Chambre sociale, 27 mai 2020, pourvoi n° 18-26.483

BRAMERET Sébastien, « Quand la panique précède la crise sanitaire : le retour des blocages administratifs des prix », *Revue Lamy de la Concurrence*, n° 96, juillet 2020, p. 27-33.

- Cour de cassation, Chambre criminelle, 13 mai 2020, pourvoi numéro 20-90.003,
- Cour de cassation, Chambre criminelle, 13 mai 2020, pourvoi numéro 20-90.004,
- Cour de cassation, Chambre criminelle, 13 mai 2020, pourvoi numéro 20-90.006,
- Conseil constitutionnel, décision numéro 2020-847/848 QPC, M. Oussman G,
- Décret numéro 2020-293 du 23 mars 2020, prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire,
- Arrêté du 14 mars 2020, NOR: ECOC2007577A, relatif au prix maximum de vente des produits hydro-alcooliques destinés à l'hygiène corporelle préparés par les pharmacies d'officine et les pharmacies à usage intérieur,
- Arrêté du 6 mars 2020, NOR: TREP2006929A, portant diverses mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus Covid-19 et autorisant par dérogation la mise à disposition sur le marché et l'utilisation temporaires de certains produits hydro-alcooliques utilisés en tant que biocides désinfectants pour l'hygiène humaine

BRAMERET Sébastien, « L'État face à la crise sanitaire : le retour des nationalisations ? », *Revue Lamy de la Concurrence*, n° 96, juillet 2020, p. 21-26.

- Conseil d'État, 29 mars 2020, requête n° 439798, *Debout la France*,
- Loi n° 2020-473 du 25 avril 2020 de finances rectificative pour 2020

BUCHER Charles-Edouard, « Covid-19 : suspension d'un important contrat de livraison d'électricité par application de la clause de force majeure prévue dans l'accord-cadre », *AJ Contrats d'affaires - Concurrence - Distribution*, n° 7, juillet 2020, p. 335-337.

- Tribunal de commerce de Paris, ordonnance, 20 mai 2020, jugement n° 2020016407

CHEYNEL Benjamin, « Panorama d'une année chargée et mouvementée en droit des passagers du transport aérien », *Contrats Concurrence Consommation*, n° 7, juillet 2020, p. 19-25.

- Règlement n° 261/2004 établissant des règles communes en matière d'indemnisation et d'assistance des passagers en cas de refus d'embarquement et d'annulation ou de retard important d'un vol, ci-après le Règlement 261,
- Cour de justice de l'Union européenne, 23 avril 2020, affaire n° C-28/19,
- Cour de justice de l'Union européenne, 11 juin 2020, affaire n° C-74/19, *Transportes Aéreos Portugueses*,
- Cour de justice de l'Union européenne, 11 juillet 2019, affaire n° C-502/18, *jeské aerolinie*,
- Cour de cassation, première Chambre civile, 26 septembre 2019, pourvoi n° 18-21.188,
- Cour d'appel d'Angers, 12 mai 2020, arrêt n° 16/03168,
- Cour de cassation, première Chambre civile, 14 février 2018, pourvoi n° 16-23.205,
- Cour de cassation, première Chambre civile, 12 septembre 2018, pourvoi n° 17-25.926,
- Cour de cassation, première Chambre civile, 10 octobre 2019, pourvoi n° 18-20.490 et pourvoi n° 18-20.491,
- Cour de justice de l'Union européenne, 24 octobre 2019, affaire n° C-756/18, *easyJet Airline*,
- Cour de justice de l'Union européenne, 24 octobre 2019, affaire n° C-756/18,
- Cour de cassation, première Chambre civile, 10 octobre 2019, pourvoi n° 18-20.490,
- Cour de justice de l'Union européenne, 30 avril 2020, affaire n° C-191/19, *Air Nostrum*,
- Cour de justice de l'Union européenne, 30 avril 2020, affaire n° C-584/18, *Blue Air - Airline Management Solutions*,
- Cour de justice de l'Union européenne, 30 avril 2020, affaire n° C-584/18,
- Cour de justice de l'Union européenne, ord., 24 juin 2019, affaire n° C-476/18, *PannonHitel*,
- Cour de cassation, première Chambre civile, 10 octobre 2019, pourvoi n° 18-20.490 et pourvoi n° 18-20.491,
- Cour de justice de l'Union européenne, 2 août 2018, affaire n° C-186/17, *Flightright*,
- Cour de justice de l'Union européenne, 12 mars 2020, affaire n° C-832/18, *Finnair*,
- Cour de justice de l'Union européenne, 30 avril 2020, affaire n° C-939/19, *Flightright*,

- Cour de justice de l'Union européenne, 4 avril 2019, affaire n° C-501/17, Germanwings,
- Cour de cassation, première Chambre civile, 5 février 2020, pourvoi n° 19-12.294 et pourvoi n° 19-12.297,
- Cour de justice de l'Union européenne, 26 juin 2019, affaire n° C-159/18, Moens,
- Cour de cassation, première Chambre civile, 10 octobre 2019, pourvoi n° 18-20.490 et pourvoi n° 18-20.491,
- Cour de justice de l'Union européenne, 29 juillet 2019, affaire n° C-354/18, Rusu,
- Cour de justice de l'Union européenne, 19 décembre 2019, affaire n° C-532/18, Niki Luftfahrt,
- Cour de justice de l'Union européenne, 7 mai 2020, affaire n° C-687/19, Ryanair,
- Cour de justice de l'Union européenne, 13 février 2020, affaire n° C-606/19, Flightright,
- Cour de justice de l'Union européenne, 26 mars 2020, affaire n° C-215/18, Primera Air Scandinavia,
- Cour de justice de l'Union européenne, 11 avril 2019, affaire n° C-464/18, Ryanair,
- Cour de justice de l'Union européenne, 26 mars 2020, affaire n° C-215/18, Primera Air Scandinavi,
- Cour de justice de l'Union européenne, 7 nov. 2019, affaire n° C-213/18, Guaitolie.a,
- Cour de justice de l'Union européenne, 4 avril 2019, affaire n° C-501/17, Germanwings,
- Cour de justice de l'Union européenne, 10 juillet 2019, affaire n° C-163/18, Aegean Airlines,
- Cour de justice de l'Union européenne, 26 mars 2020, affaire n° C-215/18, Primera Air Scandinavia,
- Recommandation (UE) n° 2020/648, 13 mai 2020, concernant des bons à valoir destinés aux passagers et voyageurs à titre d'alternative au remboursement des voyages à forfait et des services de transport annulés dans le contexte de la pandémie de covid-19

D. J.-P., « Rejet de la requête visant à la fermeture des entreprises métallurgiques non essentielles », *Jurisprudence sociale Lamy*, n° 501, juillet 2020, p. 25-26.

- Conseil d'État, juge des référés, 18 avril 2020, requête n° 440012

KENFACK Hugues, « Droit des transports. Mai 2019-mai 2020 », *Recueil Dalloz Sirey*, n° 25, juillet 2020, p. 1425-1433.

- Orientations interprétatives relatives aux règlements de l'Union européenne (UE) sur les droits des passagers au regard de l'évolution de la situation en ce qui concerne le covid-19, 18 mars 2020, C (2020) 1830 final,
- Recommandation de la Commission du 13 mai 2020 concernant des bons à valoir destinés aux passagers et voyageurs à titre d'alternative au remboursement des voyages à forfait et des services de transport annulés dans le contexte de la pandémie de covid-19, C (2020) 3125 final,
- Cour de cassation, première Chambre civile, 27 mars 2019, pourvoi n° 17-31.319,
- Cour de cassation, première Chambre civile, 11 décembre 2019, pourvoi n° 18-13.840,
- Cour de cassation, Chambre commerciale, 26 février 2020, pourvoi n° 18-11.430,
- Cour de justice de l'Union européenne, 13 février 2020, affaire C-606/19, Flightright contre Iberia,
- Cour de justice de l'Union européenne, 11 juillet 2019, affaire C-502/18, Ceské aerolinie,
- Cour de justice de l'Union européenne, 24 octobre 2019, affaire C-756/18, LC et MD contre Easyjet Airlines Co. Ltd,

- Cour de cassation, première Chambre civile, 10 octobre 2019, pourvoi n° 18-20.491,
- Cour de cassation, première Chambre civile, 5 févr. 2020, pourvoi n° 19-12.294,
- Cour de justice de l'Union européenne, 29 juillet 2019, affaire C-354/18, Rusu

L'HONNEN-FROSSARD Laureline, « Un an de droit de la publicité », *Communication Commerce Électronique*, n° 7, juillet 2020, p. 19-27.

- Cour de cassation, Chambre criminelle, 28 janvier 2020, pourvoi n° 19-80.496,
- Cour d'appel de Paris, Pôle 1, Chambre 3, 6 février 2019, arrêt n° 18/27101,
- Cour d'appel de Paris, 31 janv. 2020, arrêt n° 18/01091, Association Prodimarques contre Lidl,
- Cour administrative d'appel de Marseille, 5e Chambre, 11 mars 2019, arrêt n° 18MA02081,
- Cour d'appel de Paris, pôle 5, Chambre 5, 13 juin 2019, arrêt n° 16/22870, Pacific Création contre BETC et Iconoclaste,
- Cour de cassation, Chambre commerciale, 5 février 2020, pourvoi n° 18-20.722, Grey Paris contre Mutti France,
- Cour de cassation, Chambre commerciale, 9 janvier 2019, pourvoi n° 17-19.899,
- Cour d'appel de Paris, pôle 5, Chambre 2, 24 janvier 2020, arrêt n° 18/06949, M Arthur de P contre Alcyon France,
- Cour de justice de l'Union européenne, 29 juillet 2019, affaire n° C-40/17, Fashion ID GmbH & Co KG contre Verbraucherzentrale NRW eV,
- Conseil d'État, 19 juin 2020, requête n° 434684,
- Conseil d'État, 19 juin 2020, requête n° 430810, Société Google

MARTI Gaëlle, CLUZEL-METAYER Lucie, MERABET Samir, « Droit et intelligence Artificielle », *JCP G Semaine Juridique (édition générale)*, n° 27, juillet 2020, p. 1274-1281.

- Conseil constitutionnel, 3 avril 2020, décision n° 2020-834, Juris-Data n° 2020-005361,
- Conseil d'État, 15 janvier 2020, requête n° 433296, Juris-Data n° 2020-000829,
- Décret n° 2020-181, 28 février 2020,
- Conseil constitutionnel, 11 mai 2020, décision n° 2020-800,
- Décret n° 2020-551, 12 mai 2020, Journal Officiel du 13 mai 2020,
- Délibération 2020-051 du 8 mai 2020, Journal Officiel du 13 mai 2020, texte n° 74,
- Décret n° 2020-536 du 27 mars 2020, Journal Officiel du 29 mars 2020, texte n° 2,
- Tribunal administratif de Marseille, 3 février 2020, 9ème Chambre, requête n° 1901249, Juris-Data n° 2020-02766

MAUREL Audrey, « Un an de droit de la concurrence appliqué aux contrats publics », *Contrats et Marchés publics*, n° 7, juillet 2020, p. 12-14.

- Code de commerce, articles L. 420-1 à L. 420-5, Autorité de la concurrence, décision n° 19-D-06 du 19 avril 2019 relative à des pratiques dans la passation de marchés publics de travaux d'extension du tramway de Bordeaux,

- Autorité de la concurrence, décision n° 19-D-19 du 30 septembre 2019 relative à des pratiques mises en œuvre dans le secteur des prestations d'architecte,
- Autorité de la concurrence, décision n° 19-D-25 du 17 décembre 2019 relative à des pratiques mises en œuvre dans le secteur des titres-restaurant,
- Tribunal administratif de Bastia, 6 février 2003, requête n° 0100231, SARL Autocars Mariani contre Département de Haute Corse,
- Autorité de la concurrence, décision n° 10-D-39 du 22 décembre 2010 relative à des pratiques mises en œuvre dans le secteur de la signalisation routière verticale,
- Conseil d'État, 27 mars 2020, requête n° 421758 et 421833, Conseil départemental de l'Orne, Juris-Data n° 2020-004179,
- Cour de cassation, Chambre commerciale, 15 janvier 2020, pourvoi n° 18-11.134, Juris-Data n° 2020-000372,
- Commission européenne, Communication de la Commission 3200 final du 8 avril 2020, Cadre temporaire pour l'appréciation des pratiques anticoncurrentielles dans les coopérations mises en place entre des entreprises pour réagir aux situations d'urgence découlant de la pandémie actuelle de covid-19, 2020/C 116 I/02, C/2020/3200,
- Autorité de la concurrence, communiqué du 23 mars 2020, Le réseau européen de concurrence adresse un message aux entreprises sur les mesures qu'elles peuvent prendre face à l'épidémie du covid-19,
- Autorité de la concurrence, communiqué du 6 avril 2020, Matériel d'assistance temporaire en Guyane et aux Antilles françaises : clôture de l'enquête sur les importations exclusives

ROLLIN Bénédicte, « Note sous Tribunal judiciaire du Havre, référé, 7 mai 2020, jugement n° 20/00143, Syndicat CGT des travailleurs Renault Sandouville », *Droit ouvrier*, n° 864, juillet 2020, p. 565-579.

- Tribunal judiciaire du Havre, référé, 7 mai 2020, jugement n° 20/00143, Syndicat CGT des travailleurs Renault Sandouville

VABRES Régis, GOUR Pascal, RETUREAU Amélie, SADOWSKY Marilyne, « Droit fiscal », *Bulletin mensuel d'information des sociétés Joly (BMIS)*, n° 7, juillet 2020, p. 35-42.

- Conseil d'État, 12 février 2020, requête n° 421444,
- Conseil d'État, 27 mars 2020, requête n° 429549,
- Conseil constitutionnel, 3 avril 2020, décision n° 2019-832/833 QPC,
- Conseil d'État, 27 mars 2020, requête n° 421627,
- Cour de justice de l'Union européenne, 27 février 2020, affaire n° C-405/18, AURES Holdings AS,
- BOI-TCA-TSN-10-20200323, 30 mars 2020,
- Loi n° 2020-473 du 25 avril 2020 de finances rectificative pour 2020, article 3,
- Cour de justice de l'Union européenne, 30 avril 2020, affaire n° C-565/18, Société Générale,
- Commission de l'Union européenne, proposition de directive, 8 mai 2020 (COM (2020) 197 final),
- Conseil d'État, 27 mars 2020, requête n° 428234, Société Promialp,

- Loi n° 2020-473 du 25 avril 2020 de finances rectificative pour 2020, article 5 et article 6,
- Arrêté du 7 mai 2020 relatif à l'application du taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée aux masques de protection et produits destinés à l'hygiène corporelle adaptés à la lutte contre la propagation du virus covid-19,
- BOI-TVA-LIQ-30-10-55, 26 mai 2020,
- Rescrit, 7 avril 2020, mis à jour le 13 mai 2020, BOI-RES-000068,
- Commission européenne, propositions COM/2020/198 et COM/2020/201,
- Décret n° 2020-493 du 28 avril 2020 fixant la liste des placements collectifs dont la gestion est exonérée de la taxe sur la valeur ajoutée en application de l'article 33 de la loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019,
- BOI-TVA-SECT-50-10-10, 6 mai 2020

CARON Mathilde, « Faute inexcusable de l'employeur suite à l'infection du salarié par une maladie contagieuse », *Bulletin du travail (ancien nom Cahiers sociaux du barreau de Paris)*, n°6, juin 2020, p. 17-20.

- Cour d'appel de Caen, pôle 5, 2 mai 2020, arrêt n° 16/02573

CHAMPEAUX Françoise, « La réglementation sur les risques biologiques mobilisée par les juges », *Semaine sociale Lamy*, n° 1911, juin 2020, p. 3-9.

- Tribunal judiciaire de Lille, référé, 3 avril 2020, jugement n° 20/00380, Association ADAR,
- Tribunal judiciaire de Lille, référé, 14 avril 2020, jugement n° 20/00386, Carrefour Market,
- Tribunal judiciaire de Lille, référé, 24 avril 2020, jugement n° 20/00395, Carrefour Hypermarché,
- Tribunal judiciaire d'Aix-en-Provence, référé, 30 avril 2020, jugement n° 20/00365, SAS Boulangerie BG,
- Tribunal judiciaire de Lille, référé, 5 mai 2020, jugement n° 20/0399, Carrefour Market,
- Tribunal judiciaire de Lille, référé, 5 mai 2020, jugement n° 20/0399, Carrefour Market,
- Tribunal judiciaire de Le Havre, référé, 7 mai 2020, jugement n° 20/00143, Renault Sandouville,
- Tribunal judiciaire de Chalon-sur-Saône, référé, 12 mai 2020, jugement n° 20/00076, SAS Boulangerie BG

DROIT ADMINISTRATIF, « Conseil d'État, référé, 18 avril 2020, requête n° 440012, Fédération des travailleurs de la métallurgie CGT, Juris-Data n° 2020-005276 », *Droit administratif*, n° 6, juin 2020, p. 9-10.

- Conseil d'État, référé, 18 avril 2020, requête n° 440012, Fédération des travailleurs de la métallurgie CGT, Juris-Data n° 2020-005276



DUCHANGE Grégoire, « Quel droit du temps de travail en période de crise ? Le cas de la surveillance aux frontières », *Bulletin du travail (ancien nom Cahiers sociaux du barreau de Paris)*, n° 6, juin 2020, p. 23-23.

- Cour de justice de l'Union européenne, 30 avril 2020, affaire n° C-211/19

ECKERT Gabriel, « Le droit de la commande publique au temps de la pandémie de Covid-19 », *Contrats et Marchés publics*, n° 6, juin 2020, p. 6-11.

- Commission européenne, décision du 21 mars 2020 approuvant le plan français de garantie, Aide d'État SA 56709 (2020/N) -France - COVID-19 : Plan de sécurisation du financement des entreprises,
- Loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020, article 6, Journal Officiel du 24 mars 2020,
- Ordonnance n° 2020-317 du 25 mars 2020 portant création d'un fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de Covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation,
- Ordonnance n° 2020-316 du 25 mars 2020 relative au paiement des loyers, des factures d'eau, de gaz et d'électricité afférents aux locaux professionnels des entreprises dont l'activité est affectée par la propagation de l'épidémie de Covid-19,
- Ordonnance n° 2020-319 du 25 mars 2020 portant diverses mesures d'adaptation des règles de passation, de procédure ou d'exécution des contrats soumis au code de la commande publique et des contrats publics qui n'en relèvent pas pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de Covid-19,
- Ordonnance n° 2020-460 du 22 avril 2020 portant diverses mesures prises pour faire face à l'épidémie de Covid-19, Journal Officiel du 23 avril 2020, texte n° 15, n° 99,
- Ordonnance n° 2020-560 du 13 mai 2020 fixant les délais applicables à diverses procédures pendant la période d'urgence sanitaire, Journal Officiel du 14 mai 2020, texte n° 25, n° 118,
- Communication de la Commission, Orientations de la Commission européenne sur l'utilisation des marchés publics dans la situation d'urgence liée à la crise de la Covid-19, JOUE n° C 108/1, 1 er avril 2020,
- Communication de la Commission au Parlement européen et au Conseil relative aux règles de passation de marchés publics en lien avec l'actuelle crise de l'asile, COM/2015/0454 final,
- Directive 2014/24/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 sur la passation des marchés publics et abrogeant la directive 2004/18/CE,
- Ordonnance n° 2020-319 du 25 mars 2020 portant diverses mesures d'adaptation des règles de passation, de procédure ou d'exécution des contrats soumis au code de la commande publique et des contrats publics qui n'en relèvent pas pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de Covid-19,
- Code de la commande publique, article L. 3114-8,
- Loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions, Journal Officiel du 12 mai 2020, texte n° 1, n° 116,
- Conseil d'État, 29 janvier 1909, requête n° 17614, Compagnie des messageries maritimes,
- Conseil d'État, assemblée générale, avis, 26 avril 2018, requête n° 394398, relatif à la renonciation au projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes,

- Conseil d'État, 9 janvier 1925, requête n° 75731, Société Chantiers et ateliers de Saint-Nazaire,
- Ordonnance n° 2020-460 du 22 avril 2020 portant diverses mesures prises pour faire face à l'épidémie de Covid-19,
- Conseil d'État, 21 mars 2003, requête n° 189191, Syndicat intercommunal de la périphérie de Paris pour l'électricité et les réseaux, Juris-Data n° 2003-065215

ICARD Julien, « La divisibilité du contrat de travail post-transfert d'entreprise à l'épreuve du droit européen », *Bulletin du travail (ancien nom Cahiers sociaux du barreau de Paris)*, n° 6, juin 2020, p. 24-25.

- Cour de justice de l'Union européenne, 26 mars 2020, affaire n° C-344/18

MARIANO Christophe, « Bénéfice du statut protecteur et preuve du mandat extérieur à l'entreprise », *Bulletin du travail (ancien nom Cahiers sociaux du barreau de Paris)*, n° 6, juin 2020, p. 28-29.

- Cour de cassation, Chambre sociale, 11 mai 2020, pourvoi n° 19-10.620

MOLINIER Arnaud, CONAN Fiona, « L'indemnisation des pertes d'exploitation liées au coronavirus : la portée de la décision du tribunal de commerce de Paris du 22 mars 2020 est à relativiser ; Note sous Tribunal de commerce de Paris, 12 mai 2020, RG n° 2020017022 », *Option Finance*, n° 1564, juin 2020, p. 48-49.

- Tribunal de commerce de Paris, 12 mai 2020, RG n° 2020017022

PIOTROWSKI Elena, « Le préjudice d'anxiété pouvant résulter du Covid-19 : l'angle mort de la décision Amazon France Logistique », *Bulletin du travail (ancien nom Cahiers sociaux du barreau de Paris)*, n° 6, juin 2020, p. 20-22.

- Cour d'appel de Versailles, 24 avril 2020, arrêt n° 20/01993

REVUE LAMY DE LA CONCURRENCE, « COVID-19 : pas de force majeure pour les fournisseurs alternatifs d'électricité dans le cadre des contrats ARENH », *Revue Lamy de la Concurrence*, n° 95, juin 2020, p. 15-16.

- Conseil d'État, 17 avril 2020, requête n° 439949

RUET Laurent, « Baux commerciaux », *Répertoire du Notariat Defrénois*, n° 24, juin 2020, p. 35-43.

- Cour de cassation, Chambre commerciale, 9 octobre 2019, pourvoi n° 18-17.563,
- Cour de cassation, troisième Chambre civile, 23 janvier 2020, pourvoi n° 19-11.215,
- Loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19, Journal Officiel du 24 mars 2020,

- Ordonnance n° 2020-316 du 25 mars 2020 relative au paiement des loyers, des factures d'eau, de gaz et d'électricité afférents aux locaux professionnels des entreprises dont l'activité est affectée par la propagation de l'épidémie de covid-19, Journal Officiel du 26 mars 2020,
- Décret n° 2020-371 du 30 mars 2020 relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation, Journal Officiel du 31 mars 2020

SCHMIDT Mélanie, MOIZARD Nicolas, FRAPARD Mathilde, « Droit social européen », *Journal de droit européen ex Journal des Tribunaux Droit européen (Larcier)*, n° 270, juin 2020, p. 286-301.

- Proposition de règlement du Conseil du 2 avril 2020 portant création d'un instrument européen de soutien temporaire à l'atténuation des risques de chômage en situation d'urgence (SURE) à la suite de la pandémie de Covid-19, COM (2020) 139 final,
- Règlement (UE) 2020/672 du Conseil du 19 mai 2020 portant création d'un instrument européen de soutien temporaire à l'atténuation des risques de chômage en situation d'urgence (SURE) engendrée par la propagation de la Covid-19,
- Communication de la Commission, C(2020) 1753 final du 16 mars 2020,
- Communication de la Commission, C(2020) 251 final du 30 mars 2020,
- [8] Document d'information du 7 avril 2020 « Respecter la démocratie, l'état de droit et les droits de l'homme dans le cadre de la crise sanitaire du Covid-19. Une boîte à outils pour les États membres », SG/Inf(2020)11,
- Recommandation CM/Rec(2020)1 du Comité des ministres aux États membres sur les impacts des systèmes algorithmiques sur les droits de l'homme, 8 avril 2020,
- « Réponse au Covid-19 : aspects relatifs à l'anti-discrimination, à la diversité et à l'inclusion. Note introductive du secrétariat du Comité directeur sur l'anti-discrimination, la diversité et l'inclusion (CDADI) », CDADI(2020)6, 8 avril 2020,
- Déclaration du Comité des parties à la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (Convention d'Istanbul) sur la mise en œuvre de la Convention pendant la pandémie Covid-19, 20 avril 2020,
- Cour de justice de l'Union européenne, 14 mai 2019, CCOO, affaire n° C-55/18, EU:C:2019:402.,
- Cour de justice de l'Union européenne, 19 novembre 2019, TSN et AKT, affaire n°s jointes C-609/17 et C-610/17, EU:C:2019:981.,
- Cour de justice de l'Union européenne, 5 novembre 2019, Commission c. Pologne (Indépendance des juridictions de droit commun), affaire n° C-192/18, EU:C:2019:924.,
- Cour de justice de l'Union européenne 7 octobre 2019, Safeway, affaire n° C-171/18, EU:C:2019:839,
- Cour de justice de l'Union européenne 12 décembre 2019, Instituto Nacional de la Seguridad Social, affaire n° C-450/18, EU:C:2019:1075.,
- . Cour de justice de l'Union européenne 17 juillet 2014, Leone, affaire n° C-173/13, EU:C:2014:2090,
- Cour de justice de l'Union européenne 20 juin 2019, Hakelbracht e.a., affaire n° C-404/18, EU:C:2019:523.,

- Cour de justice de l'Union européenne 3 octobre 2019, Schuch-Ghannadan, affaire n° C-274/18, EU:C:2019:828.,
- Cour de justice de l'Union européenne 8 mai 2019, Praxair MRC, affaire n° C-486/18, EU:C:2019:379.,
- [47] Cour de justice de l'Union européenne 11 septembre 2019, Nobel Plastiques Ibérica, affaire n° C-397/18, EU:C:2019:703.,
- Directive 2000/78/CE du Conseil du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail,
- Cour de justice de l'Union européenne 7 novembre 2019, Cafaro, affaire n° C-396/18, EU:C:2019:929.,
- Cour de justice de l'Union européenne 2 avril 2020, Comune di Gesturi, affaire n° C-670/18, EU:C:2020:272.,
- Cour de justice de l'Union européenne 23 avril 2020, Associazione Avvocatura per i diritti LGBTI, affaire n° C-507/18, EU:C:2020:289.,
- Directive (UE) 2019/1152 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 relative à des conditions de travail transparentes et prévisibles dans l'Union européenne,
- Directive (UE) 2019/1158 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée des parents et des aidants et abrogeant la directive 2010/18/UE du Conseil,
- Directive (UE) 2019/1937 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2019 sur la protection des personnes qui signalent des violations du droit de l'Union,
- Loi n° 2017-399 du 27 mars 2017 relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre,
- Cour de justice de l'Union européenne 24 octobre 2019, EPSU et Goudriaan c. Commission, affaire n° T-310/18, EU:T:2019:757.,
- Cour de justice de l'Union européenne 19 mars 2020, Sánchez Ruiz e.a., affaire n° jtes C-103/18 et C-429/18, EU:C:2020:219.,
- Cour de justice de l'Union européenne 4 juillet 2006, Adeneler e.a., affaire n° C-212/04, EU:C:2006:443.,
- Cour de justice de l'Union européenne 8 mai 2019, Rossato et Conservatorio di Musica F.A. Bonporti, affaire n° C-494/17, ECLI:EU:C:2019:387.,
- Cour de justice de l'Union européenne 20 juin 2019, Ustariz Aróstegui, affaire n° C-72/18, EU:C:2019:516.,
- Cour de justice de l'Union européenne 8 septembre 2011, Rosado Santana, affaire n° C-177/10, EU:C:2011:557.,
- Cour de justice de l'Union européenne 8 mai 2019, Dodic, affaire n° C-194/18, EU:C:2019:385.,
- Cour de justice de l'Union européenne 16 mai 2019, Plessers, affaire n° C-509/17, EU:C:2019:424.,
- Cour de justice de l'Union européenne 13 juin 2019, Correia Moreira, affaire n° C-317/18, EU:C:2019:499.,
- Cour de justice de l'Union européenne 13 juin 2019, Ellinika Nafpigeia, affaire n° C-664/17, EU :C :2019 :496. Cour de justice de l'Union européenne 20 janvier 2011, CLECE, affaire n° C-463/09, EU:C:2011:24.,
- Cour de justice de l'Union européenne 27 février 2020, Grafe et Pohle, affaire n° C-298/18, EU:C:2020:121.,

- Cour de justice de l'Union européenne 26 mars 2020, ISS Facility Services NV, affaire n° C-344/18, EU:C:2020:239.,
- Cour de justice de l'Union européenne 19 décembre 2019, Pensions-Sicherungs-Verein, affaire n° C-168/18, EU:C:2019:1128.,
- Règlement (CEE) n° 1408/71 du Conseil du 14 juin 1971 relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés, aux travailleurs non-salariés et aux membres de leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté (version consolidée),
- Règlement (CE) n° 883/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale,
- Cour de justice de l'Union européenne 5 mars 2020, Pensionsversicherungsanstalt, affaire n° C-135/19, EU:C:2020:177,
- Cour de justice de l'Union européenne 2 avril 2020, FV et GW affaire n° C-802/18, EU:C:2020:269,
- Cour de justice de l'Union européenne 19 septembre 2019, van den Berg, affaire n° jointes C-95/18 et C-96/18, EU:C:2019:767.,
- Cour de justice de l'Union européenne 18 septembre 2019, Moser, affaire n° C-32/18, EU:C:2019:752.,
- Cour de justice de l'Union européenne 4 septembre 2019, Bundesagentu für Arbeit-Familienkasse Baden-Württemberg West, affaire n° C-473/18, EU:C:2019:662

BORIUS Bruno, « Assurance de responsabilité civile : application de la garantie subséquente en cas de résiliation du contrat pour non-paiement de cotisation », *AJ Contrats d'affaires - Concurrence - Distribution*, n° 5, mai 2020, p. 238-239.

- Cour d'appel de Douai, Chambre des libertés individuelles, 5 mars 2020, arrêt n° 20/00400,
- Cour d'appel de Colmar, 16 mars 2020, arrêt n° 20/01142,
- Cour d'appel de Colmar, Chambre 6, 23 mars 2020, arrêt n° 20/021207,
- Cour d'appel de Bordeaux, 19 mars 2020, arrêt n° 20/01392.

BOSCO David, « Impact de l'épidémie liée au Coronavirus sur les procédures de concurrence », *Contrats Concurrence Consommation*, n° 5, mai 2020, p. 40-41.

- Comm. UE, Antitrust Rules and Coronavirus, 30 mars 2020 : [ec.europa.eu/competition/antitrust/coronavirus.html](http://ec.europa.eu/competition/antitrust/coronavirus.html),
- FTC, DOJ, Joint Antitrust Statement Regarding Covid-19, 24 mars 2020 : [justice.gov/atr/joint-antitrust-statement-regarding-covid-1](http://justice.gov/atr/joint-antitrust-statement-regarding-covid-1),
- Autorité de la concurrence, Adaptation des délais et procédures de l'Autorité de la concurrence pendant la période d'urgence sanitaire, 27 mars 2020 : [autoritedelaconcurrence.fr/fr/communiqués-de-presse/adaptation-des-délais-et-procédures-de-l'autorité-de-la-concurrence-pendant-la](http://autoritedelaconcurrence.fr/fr/communiqués-de-presse/adaptation-des-délais-et-procédures-de-l'autorité-de-la-concurrence-pendant-la),
- Autorité de la concurrence, Adaptation des procédures de contrôle des concentrations en raison du Coronavirus COVID-19, 17 mars 2020 : [autoritedelaconcurrence.fr/fr/article/adaptation-des-procédures-de-contrôle-des-concentrations-en-raison-du-coronavirus-covid-19](http://autoritedelaconcurrence.fr/fr/article/adaptation-des-procédures-de-contrôle-des-concentrations-en-raison-du-coronavirus-covid-19)

BUCHER Charles-Edouard, « Les premières décisions rendues à propos du Covid-19 : quels enseignements pour le droit des contrats ? », *AJ Contrats d'affaires - Concurrence - Distribution*, n° 5, mai 2020, p. 235-237.

- Cour d'appel de Douai, Chambre des libertés individuelles, 5 mars 2020, arrêt n° 20/00400,
- Cour d'appel de Colmar, 16 mars 2020, arrêt n° 20/01142,
- Cour d'appel de Colmar, Chambre 6, 23 mars 2020, arrêt n° 20/021207,
- Cour d'appel de Bordeaux, 19 mars 2020, arrêt n° 20/01392

CHAMPEAUX Françoise, « Renault Sandouville condamnée à suspendre la reprise de la production », *Semaine sociale Lamy*, n° 1908, mai 2020, p. 15-15.

- Tribunal judiciaire du Havre, référé, 7 mai 2020, jugement n° 20/00143
- TFUE, article n° 107 (3)(c)

DELATTRE Christophe, « Délocalisation de procédure face au Covid-19 ; Note sous Tribunal Judiciaire de Strasbourg, 14 avril 2020, RG n° 20/00460 », *JCP E Semaine Juridique (édition entreprise)*, n° 20, mai 2020, p. 21.

- Tribunal Judiciaire de Strasbourg, 14 avril 2020, RG n° 20/00460

DESJARDINS Claire, « Covid-19 et commande publique : faire face à la crise », *Contrats et Marchés publics*, n° 5, mai 2020, p. 71-72.

- Conseil d'État, 28 juin 1918, Heyriès,
- Conseil d'État, section, 20 mai 1955, Société Lucien, Joseph et Compagnie,
- Conseil d'État, assemblée, 19 octobre 1962, Canal et associés,
- Loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19, Journal officiel du 24 mars 2020,
- Ordonnance n° 2020-319 du 25 mars 2020 portant diverses mesures d'adaptation des règles de passation, de procédure ou d'exécution des contrats soumis au code de la commande publique et des contrats publics qui n'en relèvent pas pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de Covid-19,
- Code de la commande publique, article R. 2122-1,
- Conseil d'État, 9 janvier 1909, Compagnie des messageries maritimes,
- Conseil d'État, 30 mars 1916, Compagnie générale d'éclairage de Bordeaux

MONTPELLIER Thomas, « Prévention des ordonnances : intérêt et limites de l'intervention a priori du juge des référés », *Bulletin du travail (ancien nom Cahiers sociaux du barreau de Paris)*, n° 5, mai 2020, p. 20-26.

- Tribunal Judiciaire de Lille, ordonnance, 3 avril 2020, jugement n° 20/00380, Association Adar,
- Tribunal judiciaire de Paris, ordonnance, 9 avril 2020, jugement n° 20/5223, La Poste,
- Tribunal judiciaire de Nanterre, ordonnance, 14 avril 2020, jugement n° 20/00503, Amazon,
- Cour d'appel de Versailles, 24 avril 2020, arrêt n° 20/01993, Amazon

GIJSBERS Charles, « Sûretés immobilières », *Répertoire du Notariat Defrénois*, n° 16, avril 2020, p. 23-28.

- Cour de cassation, troisième Chambre civile, 5 mars 2020, pourvoi n° 19-10.398,
- Cour de cassation, première Chambre civile, 26 février 2020, pourvoi n° 18-25.671,
- Ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période, Journal Officiel du 26 mars 2020,
- Ordonnance n° 2020-304 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale et aux contrats de syndic de copropriété, Journal Officiel du 26 mars 2020,
- Décret n° 2020-395 du 3 avril 2020 autorisant l'acte notarié à distance pendant la période d'urgence sanitaire, Journal Officiel du 4 avril 2020

JCP G (ÉDITION GÉNÉRALE), « Adaptation des règles de procédure pénale aux difficultés des entreprises », *JCP G Semaine Juridique (édition générale)*, n° 14, avril 2020, p. 699-699.

- Cour de cassation, troisième Chambre civile, 19 mars 2020, pourvoi n° 19-13.459, Juris-Data n° 2020-003958

LEDOUX Miche, SALON Aurélie, « A propos du délit de mise en danger de la vie d'autrui et de l'exposition au Covid-19 », *Semaine sociale Lamy*, n° 1903, avril 2020, p. 13-14.

- Cour de cassation, Chambre criminelle, 13 novembre 2019, pourvoi n° 18-82.718,
- Décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire,
- Décret n° 2020-264 du 17 mars 2020 portant création d'une contravention réprimant la violation des mesures destinées à prévenir et limiter les conséquences des menaces sanitaires graves sur la santé de la population

MAINGUY Daniel, « Gérant de succursale : l'absurde et l'improbable », *AJ Contrats d'affaires - Concurrence - Distribution*, n° 4, avril 2020, p. 201-204.

- Cour de cassation, Chambre commerciale, 12 février 2020, pourvoi n° 18-10.790